

Penser autrement les modes de vie en 2030

Cahier des signaux faibles

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie



www.developpement-durable.gouv.fr

Penser autrement
Les modes de vie en 2030

Cahier des signaux faibles

Tome 2

Commissariat Général au Développement durable
Délégation au Développement durable
Mission Prospective

Directeur de la publication :

Marie RENNE, *Cheffe de la Délégation au Développement durable*

Rédacteur en chef :

Nathalie CECUTTI-ETAHIRI, *Cheffe de la Mission Prospective*

Auteur(s) :

Charles WASSMER, *Directeur L'Œil Prospectif*

Nicole PFISTER, *Ombres chinoises*

Coordination éditoriale :

François CHARLET, *Chargé de mission au CGDD*

Elsa ROUTIER, *Chargée de mission Prospective Modes de vie*

Encarts thématiques :

Elsa ROUTIER, *Chargée de mission Prospective Modes de vie*

Maquette-réalisation :

Sarah JARNOUX, *Directrice «Prends tes Palmes & ton Tuba»*

Mise en page :

Annick SAMY, *coordinatrice PAO/MEDDE/MLETR*

Publication : Décembre 2014

Remerciements : Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective « Penser Autrement les Modes de vie ».

L'objet de cet ouvrage est de stimuler le débat et d'appeler des commentaires et des critiques.



Mise en page : A. SAMY / impression : MEDDE/SPSSI/ATL2
imprimé sur du papier certifié écolabel européen

Table des matières

Avant-propos..... 8

Introduction..... 9

CHAPITRE 1

Le nouveau pouvoir d'agir de l'individu et l'émergence de la société participative

Les courants culturels favorables à la société participative 21

Le passage progressif d'une société descendante à une société ascendante 24

La problématique de la « big society » 24

L'innovation contributive et la figure de « l'amateur » 25

L'auto-entrepreneuriat et « la révolte des poussins » 26

Les multiples figures du consommateur collaboratif..... 27

Le « clictivisme » consumériste ou citoyen 29

La nouvelle intelligence collaborative 29

Du consommateur au « prosommateur » 30

Les nouveaux petits métiers contributifs de l'internet 30

L'achat groupé..... 31

L'émergence d'une économie collaborative et solidaire 31

L'auto fabrication numérique et la communauté des « makers » 32

Les laboratoires de co-création ou Fab-Lab 33

La première automobile contributive 34

L'essor de la micro-finance communautaire..... 35

Le développement des communautés d'entraide..... 36

Ateliers collaboratifs et réseaux d'échange..... 36

Le mécénat en compétence..... 37

Une revendication montante de citoyenneté participative 38

Des expériences de citoyenneté participative 39

La « génération participation » 40

Une nouvelle société du partage 41

CHAPITRE 2

Un contexte incitatif à un mode de vie sobre

Une montée en puissance des attitudes post-matérialistes	45
Le courant des « créatifs culturels »	45
Un nouveau statut de l'objet.....	47
Un nouveau rapport au temps.....	48
La « capabilité », une notion centrales	49
La « descension sociale » des classes moyennes.....	50
La progression du « sentiment de déclassement »	50
Les « neet », l'émergence d'une jeunesse sans perspective d'emploi	51
Le style « funemployment »	52
« L'alcool défoncé » des adolescents.....	52
Une économie de la « débrouille ».....	54
Les nouveaux métiers de la « débrouille ».....	54
Le « re-commerce ».....	55
Le nouveau tourisme collaboratif.....	55
Le troc de services.....	56
Les symptômes d'un mode de vie sobre.....	58
La sensibilité « No Logo »	58
Donner une seconde vie aux objets.....	59
L'attitude locative	60
Les nouveaux réseaux sociaux de l'économie locative.....	60
Le « freeganisme ».....	61

CHAPITRE 3

L'amorce d'une nouvelle relation entre économie, nature et société

Un nouveau marketing de la bonté	65
L'exemple de ouverture à un comportement éthique	66
Des « actes de bonté » à l'égard du consommateur	66
Répondre à une exigence montante de transparence.....	67
La déception du commerce équitable.....	67
Une nouvelle forme de gouvernance privée	68
La figure montante du consommateur pauvre et les nouvelles stratégies d'accessibilité	68

Le nouveau capitalisme inclusif	70
Entre modèle d'accessibilité et entrepreneuriat social	70
Un réseau d'innovation sociale où « chacun est acteur du changement »	72
Un air du temps solidaire	73
L'émergence d'une pensée économique alternative	74
Le mouvement vers une économie positive	75
L'économie pensée de façon circulaire	75
L'essor des réseaux de recyclage.....	78
D'une économie de propriétaires à une économie de locataires.....	79
L'émergence de « l'économie bleue »	80

CHAPITRE 4

Des forces de transformation agissant à l'échelle locale

La préservation du milieu de vie à travers une coopération citoyenne	84
Mobilisations citoyennes autour de l'eau	85
Des micro-révolutions agraires dans les pays du Sud.....	87
Un modèle agraire collaboratif.....	88
Reconstituer un milieu de vie après une catastrophe industrielle	90
Le retour d'une micro-agriculture urbaine.....	92
Retrouver une autonomie locale dans le monde global	93
« L'éloge de la lenteur », le rejet d'un modèle performatif dominant	93
Une politique de savoir-vivre lent	94
Des micro-économies de quartier fonctionnant en réseau auto-financé	95
La progression de l'épargne solidaire en temps de crise.....	97
L'essor des communautés autofinancées	97
Le retour des monnaies locales	98
Les nouvelles perspectives de l'économie de proximité	100
Les réseaux alimentaires de proximité	100
Les commerces en copropriété citoyenne	103
Un financement solidaire de l'agriculture durable	103
Des revendications montantes de souveraineté alimentaire	105
Les luttes de défense de l'agriculture paysanne	106
Une agroécologie locale à haut rendement.....	107
Les petites transitions énergétiques locales	110
Des micro-inventions énergétiques	111
Des énergies renouvelables produites en auto-entrepreneuriat.....	111
« Roule ma frite », une petite entreprise solidaire	112
L'éolien participatif et citoyen.....	112

CHAPITRE 5

Les nouvelles tendances de l'habitat et de la mobilité

Les problématiques et les pratiques de densification de l'habitat.....	119
La création « d'appartements accessoires »	119
Des risques de densification abusive	120
« Construire dans mon jardin » : une expérience participative de densification résidentielle	121
L'habitat et la mobilité : le champ expérimental des nouvelles valeurs de société.....	121
Agir en fonction de son projet de vie	122
Retrouver des solidarités perdues	122
Se regrouper par liens affinitaires	122
Une conscience écologique partagée	123
Construire et fabriquer autrement.....	124
Une timide renaissance de l'auto construction.....	125
Un mode collaboratif de promotion immobilière.....	126
Le « village vertical » de Villeurbanne, un modèle d'habitat coopératif.....	127
La maison conteneur.....	128
L'éco cabane solaire	129
Habiter autrement.....	129
L'habitat nomade aujourd'hui	129
Des abris mobiles pour sans abris	130
Les nouveaux nomades français	130
« L'habitat sauvage », un débat montant de société	131
Des bureaux nomades pour des entreprises mobiles.....	132
Une façon d'habiter différemment : l'habitat coopératif et solidaire	133
La maison des babayagas ou l'anti-maison de retraite	133
Quelques conclusions	134
Bibliographie	136
Veille internet	139
Remerciements.....	143

Avant-propos

Le programme de prospective « Penser Autrement les Modes de Vie en 2030 » :

La réflexion engagée depuis 2010 par la Mission prospective sur les changements des modes de vie à horizon 2030 est un thème de travail nouveau pour le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Les signes précurseurs de ces changements – crises simultanées et répétées de l'économie, de l'environnement, de la société – ont révélé à quel point il devenait urgent de réfléchir « autrement » à la mise en place de politiques publiques en phase avec ces nouveaux enjeux.

C'est pourquoi, aborder la question des modes de vie à horizon 2030 suppose de s'interroger en premier lieu sur les concepts et valeurs qui sous-tendent nos comportements : dans le sens d'un réajustement avec les priorités actuelles (besoins, aspirations, dysfonctionnements); de la redéfinition des relations humaines (individu, collectif); de la transformation de la société au regard des nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux, tout en intensifiant le dialogue entre science et société.

Cet exercice de prospective est innovant et atypique dans son approche méthodologique, car il est ici question de faire le « grand plongeon » comparable à la démarche « deep dive » anglo-saxonne. De ce fait, il vise avant tout à rassembler les réflexions actuelles sur les modes de vie, émergents ou non, pour obtenir une vision d'ensemble des enjeux et tendances qui se profilent à l'horizon 2030. En cela il ne prétend pas à l'exhaustivité mais plutôt à rendre explicite une forme naissante de nouvelle société en France.

Il met en avant les grandes problématiques de la mondialisation économique et culturelle – et leurs implications pour la société française expose les nouveaux rapports entre individu et société, éclaire sur la révolution des technologies de l'information et du vivant – qui s'opère d'ores et déjà – et insiste, bien entendu, sur les nouvelles problématiques énergétiques et environnementales, pour ensuite mieux comprendre les mécanismes pouvant interférer sur les modes de vie futurs.

L'objectif majeur de ce travail prospectif est d'agréger, et ainsi de rendre perceptible, la multitude de transformations en cours, quelles qu'en soient les échelles – macro-économiques, micro-transformations du quotidien, individu –

afin de dégager des enjeux et des tendances lourdes ou émergentes pour nos modes de vie à 20 ans.

Dans ce cadre, et faisant suite à la rédaction du cahier des nouvelles problématiques de société, le présent document a pour objet principal l'identification de « signaux faibles » porteurs de changements en lien avec les nouvelles problématiques de société identifiées. Ces signaux faibles ont pu être recueillis par exploration d'indices dans les médias et les réseaux sociaux, ainsi que par le recoupement avec des travaux de recherche et des lectures actuelles, constituant ensemble le cahier des signaux faibles.

Ce dernier met en exergue le bouillonnement créatif agitant l'ensemble de la planète au travers de cinq chapitres :

1. **le nouveau pouvoir d'agir de l'individu et l'émergence de la société participative (autonomisation de la société),**
2. **un contexte incitatif à un mode de vie décroissant (vers une société de la « débrouille »),**
3. **l'amorce d'une nouvelle relation entre économie, nature et société (une société plus inclusive),**
4. **des forces de transformations agissant à l'échelle locale (retour de la proximité),**
5. **les nouvelles tendances de l'habitat et de la mobilité (davantage communautaires).**

Ce coffret est composé de trois documents et est destiné à un large public. Les contenus ici présentés reflètent ensemble les dynamiques de changement qui s'opèrent et qui devraient pour certaines formuler des tendances importantes à l'horizon 2030, réinterrogeant certainement la manière de conduire nos politiques publiques dès à présent.

Nathalie CECUTTI-ETAHIRI

Cheffe de la Mission prospective

Introduction

L'évolution des modes de vie constitue un processus complexe, opérant sur un temps relativement long, par transformations progressives et « silencieuses » dans les attitudes et les pratiques. Ce processus lent de transformation des manières de penser et de vivre, se négocie dans la marge qui est laissée à l'individu, entre les grands courants d'évolution, les grands systèmes directeurs de société, et les micro-adaptations, les micro-pratiques du quotidien.

L'interrelation entre macro évolutions de société et micro-changements du quotidien, où intervient l'acteur et ses comportements, a déterminé la construction méthodologique du projet « Penser autrement les modes de vie en 2030 ». D'où une démarche en deux temps :

- ◆ L'analyse des facteurs lourds de transformation de société que constituent la mondialisation économique et culturelle, les nouvelles technologies de l'information et du vivant, la raréfaction des ressources écologiques et énergétiques. L'enjeu à ce niveau était de mieux percevoir les nouvelles problématiques de société découlant de cette transformation lourde, et conditionnant en partie les modes de vie futurs.

D'où une première phase d'exploration prospective, pierre angulaire de la recherche, visant à élaborer une « matrice prospective » des modes de vie. Cette première étape, qui s'est déroulée de 2011 à 2012, a été conduite dans le cadre d'ateliers prospectifs, réunissant à chaque fois différents participants réguliers et experts invités venant d'horizons divers. Elle a été finalisée sous la forme d'un « cahier des nouvelles problématiques de société (Cf. Tome 1) ».

Le « Cahier des signaux faibles » constitue la seconde étape du projet « Penser autrement les modes de vie en 2030 ». Il consiste dans l'observation de faits parfois minuscules, mais significatifs d'avenir.

- ◆ L'observation des « micro-changements du quotidien », met en jeu l'acteur social et sa capacité d'adaptation et « d'invention » au quotidien. L'objectif, à ce niveau, consiste, d'une part, à approfondir et à documenter les pistes de changement identifiées dans le cadre des ateliers prospectifs ; d'autre part, à mettre en évidence les micros faits les plus significatifs et illustratifs de ce changement considérés comme autant de « symptômes » d'une transformation au long cours dans nos façons de penser, de vivre, de consommer, de travailler, de nous organiser en société.

La démarche, au cours de cette seconde étape, a consisté à identifier et illustrer un ensemble de « **signaux pertinents** », c'est-à-dire à la fois « faibles » (disséminés, alternatifs), et « forts » (révélateurs et annonceurs d'un changement d'époque) : faibles, dans la mesure où ils se présentent comme des infléchissements, parfois mineurs dans le comportement des acteurs sociaux ; et forts, en tant qu'ils révèlent une rupture par rapport aux institutions et aux pratiques établies, et qu'ils signifient une évolution de société.

L'illustration d'un micro-fait significatif, peut se trouver, par exemple, dans l'évolution actuelle, extrêmement rapide, du langage parlé. De fait, les effets conjugués de la mondialisation, des nouvelles technologies, de l'accélération des rythmes de vies, sont à l'origine d'une multitude de mots en «franglais», de néologismes et de raccourcis de toutes sortes. Cette «novlangue», pratiquée notamment par les plus jeunes, s'immisce tant dans la vie privée que dans la vie professionnelle. Le livre d'Adèle Breault¹ intitulé : «Je dis ça, je dis rien», en fournit une énumération impressionnante. Citons : «LOL» (contraction de l'anglais : laugh out loud), «FYI» (for your information). Ou, encore : la «To do liste», à faire. Se crée ainsi un nouveau langage du quotidien, loin des recommandations académiques et officielles².

La démarche menée ici ne prétend pas à une exhaustivité qui est pratiquement impossible. Elle a pour but de mettre en lumière un certain nombre de « graines de changements ». L'idée qui sous-tend la démarche pourrait se résumer à travers une formule empruntée au philosophe Patrick Viveret : « **le monde nouveau est en train d'émerger à l'échelle du micro** ». Ou plus précisément, à travers, les micros innovations, les micros alternatives économiques, sociales, écologiques, qui germent un peu partout sur la planète. De fait, les initiatives individuelles, locales, se multiplient, et parfois en ordre dispersé, l'ensemble de la société est concernée : dans ses modèles d'organisation, de production et de consommation, dans ses représentations et ses pratiques du vivre ensemble au quotidien. On observe des « **signaux blancs** », positifs, de changement. On observe également des « **signaux noirs** », négatifs, dont il est difficile de savoir quelle importance ils prendront à l'avenir, en fonction d'éléments et de scénarios prospectifs différents. Nous évoquons les uns et les autres, tout en mettant l'accent sur les expériences et les pratiques innovantes.

¹ Adèle Breault, «Je dis ça, je dis rien» Leduc's Editions – 26 avril 2013 ».

² À ce propos, nous en profitons pour adresser un avertissement au lecteur. De nombreuses tendances ou concepts nouveaux, qui seront développés dans ce cahier, sont, soit des néologismes, soit des termes ou des abréviations d'origine anglo-saxonne. Il est quasi impossible de les traduire de façon académique, au risque d'en fausser le sens...

L'enjeu ici, a été de reconstituer le « puzzle » des différents signaux émis par la société, et d'en retrouver le sens global au plan d'une prospective des modes de vie. Dans cet objectif, et sur la base des premiers travaux engagés, nous avons identifié et sélectionné, en concertation avec la Mission Prospective, un certain nombre de « chantiers de signaux faibles ».

Pour plus de clarté, nous avons regroupé les différents chantiers choisis, en cinq grandes rubriques ou chapitres. Nous les développons rapidement ici, à titre d'introduction.

Le nouveau pouvoir d'agir de l'individu et l'émergence de la société participative

Dans son rapport à la société, **l'individu se veut à la fois plus autonome et plus solidaire**. Le terme anglo-saxon « d'individual empowerment » (traduit par capacitation, ou par prise de pouvoir de l'individu), figure dans le rapport « Global Trends 2030 », établi fin 2012 par la CIA³. Ce nouveau pouvoir d'agir de l'individu y est décrit comme une tendance majeure pour les vingt prochaines années.

Effectivement, de nombreux signes se manifestent, d'une autonomie renforcée de l'individu et de la société civile par rapport à la sphère économique et politique traditionnelle. Dans les faits, l'on observe de nouveaux modes d'organisation de la société allant dans le sens d'une plus grande autonomie et participation de l'individu. On peut en voir notamment un indice dans le fait que, sur des choix importants qui engagent la vie privée, la santé, l'on a de plus en plus tendance à faire confiance à des inconnus anonymes, à des « amis » virtuels au sein des réseaux sociaux. Cette confiance « horizontale » entre pairs, s'accompagne d'une méfiance accrue vis-à-vis de toute action ou parole, de tout dispositif « venant d'en haut ». Aucun domaine n'échappe plus à ce phénomène : qu'il s'agisse du Politique, de la Consommation, de l'Entreprise, des Médias ou de l'École. Il faut y voir le signe d'une transformation en profondeur de la société, et l'illustration **d'un décalage grandissant entre un mode d'organisation vertical de la société, hérité de la période industrielle, avec des formes d'organisation centralisées et « descendantes », avec des aspirations nouvelles d'émancipation de la société civile et de participation citoyenne.**

En ce sens, une société « horizontale » de l'information et de la connaissance, née des nouvelles technologies, tend de plus en plus à s'opposer à des institutions

³ The Global Trends 2030, Alternative worlds by National Intelligence Council (CIA) novembre 2012 (Joie Press)

(économiques, politiques) restées verticales au plan de leur mode de pensée et de fonctionnement.

D'où un « malaise démocratique » latent, détectable au travers de nombreux signes, et un rejet grandissant des élites et des corps intermédiaires constitués, qui illustrent un décalage grandissant entre société civile et société instituée. L'impuissance ressentie de l'État et du politique par rapport à la nouvelle globalisation économique et financière, l'affaiblissement du rôle de l'État. Providence dans un contexte de crise économique, accentuent et accélèrent ce mouvement d'autonomisation de la société civile. De nouvelles pratiques citoyennes s'inventent, de nouvelles formes de « débrouille » économique et sociale se développent au large des cadres institués.

Cette transformation lente, et peut-être chaotique dans les prochaines années, des rapports entre le politique, l'économie et la société civile apparaît fortement révélatrice d'une évolution de société sur la longue durée. Elle constitue un élément prospectif majeur, préfigurant nos futurs modes de vie.

Un contexte économique et culturel incitatif à la décroissance des modes de vie

La montée des inégalités, la persistance d'un chômage de masse, la précarisation d'une fraction grandissante des classes moyennes et des plus jeunes, créent un paysage économique et culturel incitatif à la décroissance des modes de vie. **Différentes enquêtes montrent que la crise économique fonctionne comme un accélérateur fort de changement culturel.**

De fait, tandis que les classes moyennes des pays émergents sont de plus en plus nombreuses à s'initier à la consommation de masse, le mouvement inverse opère dans les sociétés développées. Un nouveau rapport à la consommation, plus éthique et solidaire, plus vigilant sur les enjeux sociaux et écologiques, se dessine. Des pratiques nouvelles apparaissent, orientées vers une « déconsommation ». On observe des signes de plus en plus nombreux, et « mesurables », de descension sociale » parmi la classe moyenne, avec à la clé de nouveaux modes de vie « décroissants » qui s'inventent, tant dans le domaine de la consommation que de l'habitat. Et notamment parmi les plus jeunes, qui réinventent un mode de vie en dehors des standards habituels de la classe moyenne. Ainsi, de nouvelles attitudes « locatives », de nouveaux métiers de la « débrouille » apparaissent, en même temps que des nouvelles formes d'économie collaborative et solidaire.

Les facteurs explicatifs de cette évolution qui semble « durable » (dans tous les sens du terme) ne sont pas de nature purement socio-économique, ou uniquement liés à « la crise ». Ils sont également d'ordre culturel. Nous entrons dans une ère où « être » devient aussi important, sinon plus, qu' « avoir ».

L'amorce d'une nouvelle relation entre économie, entreprise, nature et société

Différents facteurs, dont les crises successives, ont modifié en quelques années le regard porté sur la consommation, l'économie et l'entreprise. Bien au-delà des sondages d'opinion, **les signes se multiplient d'une nouvelle sensibilité du consommateur, qui attend de l'entreprise, qu'elle fasse preuve d'humanisme et de responsabilité sur le plan social, éthique et environnemental.** L'entreprise est d'autant plus obligée de répondre à cette sensibilité et donc d'évoluer, que l'importance nouvelle des médias sociaux modifie en profondeur le rapport de force économique entre l'entreprise et le consommateur. De fait, la réputation d'une marque ou d'un produit devient plus fragile. Les réseaux sociaux, qui permettent de propager l'information instantanément, et à l'échelle planétaire, donnent une puissance nouvelle au « **consom'acteur** ». C'est ainsi que l'on voit se développer ce que l'on peut qualifier de nouveau « marketing de la bonté », illustrant parfois pour l'entreprise, l'ouverture à un comportement éthique.

Par ailleurs, depuis le début des années 2000, les grandes firmes multinationales ont de plus en plus tendance à intégrer les consommateurs pauvres, situés « en bas de la pyramide urbaine » (d'où le sigle anglais abrégé de « BOUP ») à leur modèle économique.

Des produits et services spécifiques sont destinés à permettre à ces populations d'accéder aux biens et services essentiels (nutrition, santé, énergie, logement, mobilité). À l'origine, cette stratégie était conçue pour les économies et les classes moyennes des pays émergents. Elle tend à se propager dans les sociétés développées, le marché de la pauvreté y progressant.

De nouveaux modèles économiques s'inventent ainsi, et sont à mi-chemin entre modèle d'accessibilité et entrepreneuriat social. **Ce nouveau capitalisme « inclusif » favorise l'essor de nouveaux réseaux mondialisés d'entrepreneurs sociaux, très actifs et créatifs, notamment dans les pays du Sud.**

En ce sens, des signes avant-coureurs se manifestent. Ils sont révélateurs d'un changement en profondeur des rapports entre l'Homme, l'Économie et la Nature. Des pensées et des solutions économiques alternatives s'expérimentent un peu

partout sur la planète. Les dimensions éthiques, sociales, écologiques, en sont indissociables. C'est ainsi que **l'on parle de plus en plus d'économie « positive », « circulaire », ou encore d'économie « bleue »**. Dans cette inventivité langagière, on peut déceler l'indice d'une créativité de fond, préfigurant les changements à venir.

Pour une croissance inclusive voir positive

La politique économique actuelle de l'UE définit la croissance inclusive par la déclaration suivante : «les Etats membres devraient garantir à tous les citoyens l'égalité d'accès à l'économie. La croissance inclusive devrait par conséquent contribuer à la création d'une société où tous les citoyens ont accès au marché du travail et bénéficient des retombées de la croissance économique». Par là, l'accès à l'économie et au marché du travail est clairement énoncé comme primordial. D'autres définitions incorporent dans la croissance, l'économie ou encore l'entreprise inclusives la question de la pauvreté et des inégalités.

Une notion connexe mais plus ambitieuse a récemment vu le jour et a fait l'objet d'un ouvrage d'un groupe de réflexion présidé par Jacques Attali : c'est celle d'entreprise ou d'économie «positive». Selon le portail belge de l'économie positive elle peut être définie comme «les actes économiques, privés et professionnels, qui contribuent, de manière directe et tangible, à l'amélioration des conditions humaines et du bien-être collectif». L'on va donc au-delà d'un moindre mal pour favoriser une approche économique «qui apporte des solutions aux défis sociaux et environnementaux actuels». L'«Économie Positive» est donc une Économie d'harmonie entre «la société et le monde dans lequel nous vivons» visant alors la réconciliation entre démocratie, marché et long terme en rendant notamment compatibles l'urgence du court terme avec l'importance du long terme.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : «Laying the foundations for inclusive growth in European cities», brochure Urbact results, Décembre 2011 et Rapport du groupe de réflexion sur l'économie positive présidé par Jacques Attali et commandé par François Hollande, Septembre 2012

Des forces de transformation économique, sociale et environnementale qui agissent à l'échelle locale

L'idée de produire et de consommer local n'a jamais été aussi répandue que dans le contexte actuel de la mondialisation économique. De fait, la délocalisation des activités vers les pays à plus faible coût social et environnemental, ouvre à une nouvelle forme d'économie déterritorialisée et déresponsabilisée au plan des enjeux sociaux ou écologiques. En ce sens, l'économie de proximité apparaît de plus en plus comme une réponse possible à un modèle de développement destructeur des éco-systèmes environnementaux et humains.

De multiples et minuscules révolutions économiques, sociales, écologiques surgissent et s'expérimentent simultanément à travers le monde. C'est ainsi que de nouvelles manières de consommer, d'utiliser son argent, de produire localement et de se réapproprier son environnement naturel émergent un peu partout. **Un savoir-vivre « lent » se réinvente dans la plupart des domaines du quotidien : manger, habiter la ville, et même s'habiller à travers la « mode lente ».**

L'enjeu est à chaque fois, pour les acteurs de la société civile, de retrouver une forme de contrôle sur leur emploi, leur monnaie, leur environnement. Cette réappropriation de son milieu de vie par la société civile, en y appliquant des principes de coopération, de mutualisation, de solidarité, de respect de l'environnement, apparaît comme la conséquence directe d'une logique de marché anonyme et délocalisée.

Il faut souligner **le caractère planétaire et simultané de ce phénomène.** Les innovations locales qui foisonnent d'un bout à l'autre de la planète caractérisent à la fois les pays riches et les pays pauvres. Elles nous informent sur les résiliences qui s'inventent au niveau local et permettent de faire face aux destructions économiques, sociales et environnementales.

Les modalités en sont multiples : on voit ainsi se réinventer des modèles agraires collaboratifs et des formes d'auto-suffisance alimentaire dans des zones devenues des déserts industriels ou écologiques, ou encore, une épargne communautaire et solidaire intervenir pour revitaliser l'économie de proximité dans des quartiers défavorisés. On observe également des petites transitions énergétiques qui s'expérimentent à l'échelon local, allant de micro inventions énergétiques locales, à de l'énergie renouvelable produite en auto entreprise.

Les nouvelles tendances de l'habitat et de la mobilité

De nouvelles manières de concevoir l'habitat et la mobilité, liées à l'instabilité économique et à la difficulté grandissante de se loger sont apparues ces dernières années. Elles sont particulièrement révélatrices des problématiques actuelles de société. Très souvent, elles sont dues à l'initiative de citoyens mobilisés autour d'un projet collectif, et partageant les mêmes grandes valeurs montantes : initiative citoyenne, coopération solidaire, conscience écologique. De fait, le périmètre des pratiques innovantes s'étend régulièrement, tant dans la façon de construire et d'habiter, que de se déplacer « autrement ». **On observe ainsi une forme de bouillonnement créatif, allant d'un mode collaboratif et citoyen de promotion immobilière, d'un mode d'habitat écologique et « solidaire », à « l'info mobilité » et à « l'auto partage ».**

Par ailleurs, de nouvelles solutions d'habitat nomade, et parfois « sauvage » apparaissent dans les zones rurales défavorisées où l'on commence à voir des yourtes ou des « maisons conteneurs ». Ces nouveaux nomades français illustrent un phénomène de paupérisation d'une fraction croissante de la population. De fait, la part des revenus des ménages consacrée au logement ne cesse d'augmenter chaque année en France. La précarisation énergétique (on parle de « pauvreté énergétique ») conjuguée à la crise du logement, constitue l'un des enjeux sociaux importants des prochaines années dans le domaine de l'habitat et de la mobilité.

Des expériences publiques intéressantes de densification de l'habitat se mènent actuellement dans le monde et en France, allant de la création d'appartements « accessoires » à des opérations comme « construire dans mon jardin ».

Ces différents « signes » d'effervescence créative montrent que le champ d'expérimentation de l'habitat, constitue le laboratoire où s'élaborent les futurs modes de vie.

Chaque chapitre évoqué ici correspond à une tendance lourde d'évolution de société, à fort impact sur les modes de vie. Chaque tendance engendre de nouvelles manières de penser et de vivre, et est à l'origine de nouvelles pratiques sociales, préfigurant les modes de vie à venir. Il est alors crucial pour nos futures politiques publiques de s'emparer du fruit de ces évolutions et de les faire coïncider avec des objectifs de long terme.

CHAPITRE 1

*Le nouveau pouvoir
d'agir de l'individu et
l'émergence de la société
participative*



La démocratisation des outils numériques accélère une dynamique socio-économique et culturelle qui va dans le sens d'une individualisation toujours plus forte des modes de vie.

La tendance de fond étant celle d'un individu affranchi des modes d'organisation tutélaire hérités du passé et revendiquant le pouvoir d'agir directement. Cette notion « **d'individual empowerment** » est présentée dans le Rapport « *The Global Trends 2012* », établi sous l'égide de la CIA, comme une donnée majeure pour l'avenir.

Amartya Sen, économiste et prix Nobel, développe la notion voisine de « **capabilité** », que l'on peut rapprocher de l'idée d'émancipation. Il en fait une valeur centrale dans la nouvelle économie mondialisée de la connaissance, celle-ci reposant sur la qualité de son capital humain. Nous en reparlons plus en détail par ailleurs.

La montée en puissance de l'individu, émanation d'une société civile qui s'émancipe, s'exprime dans tous les domaines de la vie, qu'il s'agisse de la consommation, de l'économie et de l'entreprise, ou du politique. Une nouvelle socio-économie, en grande partie auto-organisée, fonctionnant en réseaux et halos complexes, émerge progressivement. La logique en est horizontale, dans un mode d'organisation de la société, encore largement vertical.

.....
: **Une logique de**
: **société ascendante**
: **vient contredire une**
: **logique institutionnelle** :
: **descendante héritée de** :
: **la période industrielle** :
::

En ce sens, une logique de société ascendante vient contredire une logique institutionnelle descendante héritée de la période industrielle. D'où, **de plus en plus de signes de décalage par rapport à des institutions linéaires et pyramidales, où l'on pense et dirige d'en haut.** La globalisation économique et financière accélère la crise et la mutation des institutions économiques et politiques héritées de la forme historique de l'État-nation. D'où, un malaise démocratique détectable à de nombreux signes :

protestations civiles emblématisées par le Mouvement des Indignés en Espagne ou « *Occupy Wall Street* » aux États-Unis, votes populistes, pétitions et prises de parole dans des forums, engagements dans des collectifs de lutte de nature sociale (ou morale, ainsi qu'on a pu le voir en France).

L'on observe dans certaines régions européennes (Grèce, Espagne, Bulgarie, Ukraine en 2013/2014), des formes larvées de révolution civile, liées à la montée des inégalités.

Paradoxalement dans ce contexte de crise et de « société bloquée » (selon le titre du livre de Michel Crozier), une vitalité et une inventivité nouvelle se

déploiement. Les pratiques participatives et collaboratives se multiplient, tant au niveau économique que politique et tant au niveau local que global. La nouvelle citoyenneté participative se manifeste notamment dans les réseaux associatifs que l'on a vu progresser considérablement à l'échelle de la planète ces vingt dernières années.

On peut voir dans ces différents symptômes, où s'expriment en même temps un malaise, et un bouillonnement créatif, le signe d'une évolution sur le long terme, et le passage lent d'un modèle de société qui décline, à un autre qui s'ébauche. En conséquence, nous examinerons ici, à travers les différentes dimensions du quotidien, les multiples facettes de ce mouvement progressif vers une société participative et ascendante.

Les courants culturels favorables à la société participative

Les différents observatoires européens se rejoignent sur les grands courants socio-culturels qui traversent les sociétés occidentales développées. Une nouvelle forme d'individualisme émerge, où l'autonomie n'exclut pas les comportements collaboratifs et solidaires. Il apparaît intéressant d'examiner plus dans le détail les différentes tendances qui constituent le nouvel individualisme participatif.

LA VITALITÉ

Le besoin de vivre pleinement sa vie, d'épanouir sa personnalité de mille façons, apparaît comme une tendance régulièrement montante depuis les années 1970. Le dynamisme associatif actuel est l'un des marqueurs sociaux de cette envie de faire avancer les choses, tant dans sa vie privée que publique. Cependant, les analyses socio-culturelles mettent en évidence une progression concomitante d'un sentiment de frustration. De fait, la vitalité se transforme en frustration dès lors qu'elle est confrontée à un environnement rigide, face auquel elle se sent impuissante.

L'entreprise illustre bien **le décalage existant** (notamment dans l'esprit des plus jeunes qui ont grandi avec les réseaux numériques), **entre des modes de gouvernance verticaux et hiérarchiques, et des méthodes dites agiles et participatives, fonctionnant sur une hiérarchie plus informelle et flexible, propres à l'économie numérique.**

Le monde virtuel, peut figurer en ce sens une échappatoire (parmi d'autres) à une vitalité contrariée.

L'AUTONOMIE

Tendance déjà ancienne, associée aux années 1970, l'autonomie se manifeste aujourd'hui sous de nouvelles formes. À l'origine, elle était contestataire, anticonformiste, opposée aux statuts établis. Aujourd'hui, davantage qu'une posture revendicative et militante, l'autonomie est devenue une valeur partagée par une large partie de la population. Elle s'exprime notamment à travers :

- ◆ Une autodétermination forte de ses modes de pensée et de vie. Ainsi, « Être soi-même » est devenu une expression du langage quotidien.
- ◆ Une capacité de souplesse et d'adaptation plus grande en fonction des rôles sociaux, des circonstances et des opportunités. **D'où des personnalités complexes, plurielles et à géométrie variable.** Et qui n'hésitent pas à endosser des rôles et des attitudes conventionnelles et conformistes en fonction de la situation.
- ◆ Une prise de distance critique par rapport aux institutions et aux systèmes formels hiérarchiques et cloisonnés, qu'ils soient de nature dogmatique ou bureaucratique.

DONNER UN SENS À SA VIE

Donner un sens à sa vie, participe d'un courant culturel en forte progression, dans les sociétés européennes ces vingt dernières années. Dans son livre « Le Réenchantement du Monde »*, le sociologue américain Peter Ludwig Berger observait que la modernité scientifique et matérialiste n'avait pas entraîné de déclin de la religion ou du spirituel, mais qu'au contraire le monde actuel devenait « furieusement religieux ».

.....
: *La surabondance*
: *d'informations vite*
: *consommées et d'objets*
: *et vite oubliés, nourrit*
: *à terme un sentiment*
: *de vide et d'artificialité*
: *existentielle*
:
De fait, **la surabondance d'informations vite consommées et d'objets et vite oubliés, nourrit à terme un sentiment de vide et d'artificialité existentielle.** D'autant plus que la croyance dans un progrès indissociablement technique et humain, mythe fondateur de la modernité industrielle, s'est affaiblie dans la période récente en Europe.

Le déclin des idéologies et des religions dans les sociétés occidentales est à l'origine d'un recentrement sur une morale personnelle. Notamment :

- ◆ Être authentique», « trouver sa propre voie », à travers une quête spirituelle personnelle.
- ◆ Recentrer sur les « valeurs fondamentales de la vie » : la Famille, l'Enfant, la Nature.
- ◆ Redonner du sens à ce que l'on consomme, consommer éthique, engagé, et non plus consommer pour consommer.
- ◆ Être « utile » en s'impliquant dans des actions collectives, morales et solidaires.

ÊTRE CONNECTÉ

Les nouvelles technologies numériques maintiennent un lien permanent et ubiquitaire avec le monde. Elles démultiplient les possibilités de contact avec un grand nombre de personnes très différentes au sein d'une multiplicité de réseaux. La propension à se connecter avec d'autres individus, dans le cadre de relations épisodiques ou opportunistes, ouvre à une nouvelle morphologie de société : plus fluide et plus organique. Le mode de relation au collectif devient horizontal et informel. Il opère sur la base d'affinités et d'intérêts, parfois microscopiques, et souvent éphémères.

PARTAGER

Progressivement, les machines et les objets ont remplacé les différentes communautés de travail ou de voisinage qui se sont construites au fil des siècles. Favorisant ainsi un processus d'individualisation, et affaiblissant les liens communautaires ancestraux.

Paradoxalement, les technologies numériques, dont on dit qu'elles sont un facteur de distance sociale, recréent de nouvelles appartenances et solidarités à travers les multiples communautés virtuelles de partage en ligne. Signe des temps : jamais le partage n'a été aussi répandu que dans le nouveau monde numérique. On partage ses fichiers, ses idées, ses bons plans, ses humeurs, ses informations, ses images intimes...

D'une certaine manière, ce besoin de vivre des expériences et des émotions communes, de se sentir solidaire, qui s'exprime à travers les médias sociaux, laisse transparaître une nostalgie de la tribu.

Le passage progressif d'une société descendante à une société ascendante

De nouveaux modèles organisationnels et productifs dessinent les contours de la nouvelle société numérique. La relation verticale y décline au profit d'interactions horizontales en réseaux, multiples. En ce sens, la société est plus fluide et plus innovante si elle fonctionne sur un mode horizontal et ascendant, ainsi que le prône la théorie de la société « *Bottom up* » ou « *Big Society* ».

La problématique de la « big society »

Les débats actuels sur le nécessaire renversement de perspective, du bas vers le haut, dans les modes d'organisation de l'économie et de la société civile, apparaissent significatifs d'un changement de perspective historique. Et plus précisément, de la sortie progressive d'un modèle hiérarchique et descendant hérité de la société industrielle née au XIX^e siècle.

Les injonctions venant d'un sommet centralisateur et bureaucratique, et en ce sens éloigné d'un réel rapidement mouvant, apparaissant inopérantes ou même contreproductives dans les sociétés interdépendantes et globalisées.

La *Big Society* anglo-saxonne vise à favoriser une plus grande initiative des acteurs privés et de la société civile. L'enjeu étant, d'une part, de développer des politiques sociales à moindre coût en raison des déficits publics grandissants, et d'autre part d'être compétitif et innovant dans un monde fortement concurrentiel.

La logique « *bottom up* » dans ce cas de figure est directement inspirée de l'économie numérique. Elle consiste à impliquer des acteurs en provenance d'horizons divers (secteurs associatifs, entreprises, institutions publiques) dans **un processus collaboratif ouvert.**

.....

.....
: **La mission est de**
: **détecter et promouvoir**
: **les formes d'innovation**
: **économique et sociale**
.....

Au Royaume-Uni, la « *Big Society Bank* » finance de nouvelles formes d'entrepreneuriat social, impliquant des partenariats entre le public, le privé, et le secteur associatif. La mission est de détecter et promouvoir les formes d'innovation économique et sociale (ou

« transformative innovation »). Ainsi, un nouveau statut d'organisation a été créé : le « *Public Interest Cy-pres* » (terme d'origine française, que l'on peut traduire par : proche du terrain).

Aux États-Unis, le « *Social Innovation Fund* » est financé conjointement par l'État et par des fonds privés. Il a pour objectif de repérer et de financer les entrepreneurs sociaux les plus innovants pour aider la jeunesse en difficulté et combattre le chômage.

En France, certaines expériences approchantes commencent à s'appliquer au niveau des autorités régionales. La Région Franche-Comté « invite » régulièrement des acteurs privés et publics à coopérer.

La Big Society

Le terme de « Big Society » ou « grande société » est née d'une idée politique phare du programme électoral du Parti conservateur britannique de 2010 (David Cameron). Y est rattachée l'idée de redirection des moyens d'action vers les communautés locales et citoyennes. Ce modèle permet le passage du pouvoir des hommes politiques vers les personnes, c'est-à-dire vers la société civile. Cela revient à promouvoir la décentralisation (localisme), la participation active dans la communauté (bénévolat notamment), la publication de données publiques (« open government ») et permet le soutien d'organismes d'intérêt général telles que les associations, mutuelles, coopératives et entreprises sociales. Ainsi, « la 'Big Society' est un projet de transformation sociale visant à modifier en profondeur les rapports entre l'État et la société civile. Il s'agit de sortir d'une alternative stérile entre l'individu et l'État » illustrant bien l'émergence des aspirations citoyennes à une démocratie participative.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : Article du Monde, « La Big Society britannique peut intéresser la France », Mars 2014 et article de Wikipedia « The Big Society »

L'innovation contributive et la figure de « l'amateur »

Encore appelée « *Open innovation* », l'innovation ascendante est constitutive du modèle de l'économie numérique. Elle consiste à impliquer l'utilisateur dans la conception du produit et les innovations qui y sont apportées, selon le principe bien connu de Wikipedia.

Bernard Stigler* fait le lien entre l'innovation contributive et la figure montante de l'amateur. Il évoque la fin du modèle industriel né au XIX^e siècle, et le dépassement des oppositions classiques entre producteur et consommateur, entre expert et amateur. Plus précisément, les oppositions entre producteurs et consommateurs, de même que celles entre experts et amateurs, cèdent progressivement la place à un ensemble de « contributeurs actifs » qui échangent leurs savoirs sur le réseau.

En ce sens, **une société innovante doit pouvoir s'appuyer sur la force et la qualité de son infrastructure contributive, à la manière de l'Internet.**

L'innovation ascendante devient d'autant plus centrale dans la société numérique que les nouvelles technologies offrent des opportunités de création d'entreprise et de richesse sans nécessiter de lourds investissements, contrairement à la société industrielle. Par ailleurs, les entrepreneurs du numérique sont de plus en plus jeunes, notamment dans les pays anglo-saxons, et en Chine. Un néologisme a été créé pour désigner cette tendance : « *Teenpreneur* » (à la génération précédente on parlait de teenagers). Ainsi, le jeune britannique Nick d'Aloisio, âgé de 16 an et aujourd'hui millionnaire, a inventé « *Summly* »: une application Internet qui repère les phrases les plus pertinentes dans un texte et les condense en un résumé simple.

L'auto-entrepreneuriat et « la révolte des poussins »

L'auto-entrepreneuriat, en dépit des débats suscités, traduit le mouvement des sociétés numériques vers l'autonomie et l'initiative individuelle. Il signifie également une évolution par rapport à la norme statutaire salariée héritée de l'entreprise industrielle. Ouvrant à des activités situées quelque part entre le travail de « l'amateur », évoqué précédemment, et une forme légale de débrouille économique. Souvent, l'activité intervient en complément d'une activité salariée ou produit un chiffre d'affaires faible.

Signe intéressant, un vent de révolte a soufflé sur l'Internet contre un projet de réforme visant à encadrer l'accès au statut d'auto entrepreneur. La plateforme Change.org relaie les doléances des « poussins » (ainsi qu'ils se sont auto-baptisés en référence à la « révolte » récente des « pigeons »). On peut y voir une sorte de débat entre des conceptions différentes de société.

Les multiples figures du consommateur collaboratif

La consommation collaborative est « l'une des dix idées qui vont changer le monde » selon un article célèbre du journal *Time Magazine*.

La chasseuse de tendances Rachel Botsman, a analysé le phénomène dans le livre (d'ailleurs co-écrit avec Roo Rogers) : « *What's mine is yours. The Rise of Collaborative Consumption* ».

L'ouvrage décrit la sortie d'un modèle consumériste descendant, fondé sur la publicité, sur l'achat à crédit, l'industrialisation de la relation client, et le passage à un modèle horizontal de consommation collaborative.

La conséquence en est le dépassement des oppositions entre achat, usage et troc, entre vendeur et acheteur. Rachel Botsman l'explique ainsi : « *Les frontières entre ce qui m'appartient et ce qui t'appartient, se brouillent* ».

De fait, on ne peut être que frappé de l'abondance soudaine de néologismes commençant par le préfixe participatif : « co ». Citons, sans chercher à être exhaustif : « *cocréation* », « *coproduction* », « *coworking* », « *covoiturage* ».

La montée en puissance des réseaux sociaux et des plateformes collaboratives, au cours des dix dernières années, a favorisé la communication et la confiance entre les individus (hydro-wiki Agora 21). Ceux-ci n'hésitent plus à se mettre en contact directement les uns avec les autres. La diffusion de données personnelles, le partage de fichiers ; les recommandations, les échanges en ligne, deviennent prépondérants dans la société connectée. Cette tendance engage la plupart des domaines constitutifs des modes de vie : tant dans la vie privée que professionnelle.

La crise économique a largement accéléré et amplifié la tendance. Les multiples formes de débrouille qui fleurissent deviennent le moyen de préserver une situation de vie dégradée.

La liste des plates formes proposant des échanges multiples et variés, s'allonge tous les jours. Ne s'agissant plus seulement d'acheter, mais aussi de partager, de troquer, de louer, de mutualiser et de recycler toutes sortes d'objets et de services : vêtements, outils, jouets, matériel électronique. De fait, le consommateur devient à l'occasion « consomvendeur ».

La tendance dite du « *democratic selling* » illustre le pouvoir grandissant des réseaux sociaux. De plus en plus, sur le Net, ce sont les opinions et les votes des consommateurs qui orientent la consommation. Le terme « consomm'acteur » est souvent utilisé pour signifier la prise de pouvoir du consommateur sur les filières traditionnelles de production et de vente. Le nouvel équilibre des forces entre le producteur et le consommateur conduit à des tentatives de renouer le dialogue de la part des entreprises. On parle ainsi de **marketing « conversationnel »**. Ainsi, Testntrust, plateforme créé en janvier 2011, se veut « la première plateforme interactive pour une consommation responsable ». L'objectif affiché, outre « d'être un comparateur de satisfaction client », est de faciliter le dialogue entre des entreprises et des consommateurs qui se veulent chacun « socialement et écologiquement responsables ». L'intérêt étant de faire se croiser les discours descendants que les entreprises savent maîtriser (publicité, communication institutionnelle) et les discours ascendants des consommateurs qui échangent sur les forums réservés. Pour l'entreprise, l'avantage de cette forme de démocratie participative est double : d'une part, intégrer le consommateur dans le processus d'innovation, et d'autre part, répondre aux besoins montants du public de participer plus directement et de façon plus citoyenne, à une conception plus adaptée, plus éthique et écologique du produit.

L'enjeu indirect est de créer un lien privilégié (même virtuel) de proximité, nouvelle valeur fondatrice de la relation d'échange.

En conséquence, et de manière plus large, il paraît important d'insister sur la portée profonde de ce modèle consumériste collaboratif pour les années à venir. Et notamment dans un contexte de récession prolongée. De fait, l'économie collaborative conforte de nouveaux liens « *peer to peer* » (de particulier à particulier). Et ceci, tant à l'échelle du quartier que de la planète. Par ailleurs, autre point important : la consommation collaborative, à travers le système d'échange et de confiance qui se crée, privilégie l'usage, la propriété mutualisée, l'accès à des services partagés. Dans ce modèle, l'achat individuel, pilier de la consommation de masse, passe au second plan.

L'on peut parler en ce sens d'une mutation profonde et à long terme du modèle consumériste.

Nous explorerons ici les multiples facettes de ce nouveau consumérisme.

Le « clictivisme » consumériste ou citoyen

Le « clictivisme », néologisme inventé par Raymond Morin, « blogueur » et consultant, décrit une tendance qui se généralise sur le Net. **Elle consiste dans l'acte de s'engager pour une cause ou une idée, un produit ou une marque, sur un simple « clic ».** D'où l'expression : « Je suis fan », l'une des plus usitées dans le monde des réseaux sociaux.

La convergence des plateformes sociales et des applications mobiles facilite de la sorte un passage permanent et instantané du monde virtuel au monde réel. Les exemples ne manquent pas. L'expédition militaire française au Mali du printemps 2013 a déclenché une forte vague de « patriotisme ». Des dizaines de milliers de clics patriotiques ont déferlé en trois jours !

Autre exemple : la vidéo virale « Kony 2012 », postée sur le Net, a été « cliquée » près de cent millions de fois dans le monde. L'objectif était de mobiliser les communautés d'internautes pour faire emprisonner Joseph Kony, rebelle ougandais recherché pour crime contre l'humanité.

La nouvelle intelligence collaborative

Les anglicismes pullulent depuis ces deux ou trois dernières années, pour désigner cette tendance de la société numérique. Le « *Crowd Sourcing* », que l'on peut traduire en français par externalisation ouverte à tous, définit les différentes formes d'intelligence collaborative pratiquées dans le monde de l'Internet. **Le principe consiste à utiliser la créativité et la compétence d'un grand nombre de personnes, afin de résoudre un problème spécifique.** L'efficacité en est d'autant plus grande dans le domaine des sciences dites « participatives » ou « citoyennes » que la portée en est planétaire, et donc quasi illimitée.

Dans le même esprit « *Idle Sourcing* » est un terme proposé par le cabinet de tendance *Trendwatching* pour signifier une contribution « paresseuse ». Le principe consiste à transmettre ou à recevoir de l'information en temps réel, à échanger et proposer des idées.

Le procédé peut se révéler efficace, **voire économiquement rentable**. Ainsi, en mars 2011, une société américaine, située à Boston, a conçu une application « Street Bump » (signifiant « chaussée déformée »). Le principe étant pour le consommateur – citoyen d'utiliser les détecteurs mis à sa disposition via l'Internet mobile. Le dispositif lui permettant de cartographier l'état des chaussées de la ville et d'informer en simultané les services publics concernés.

Du consommateur au « prosommateur »

La « **prosommation** », autre néologisme, désigne les nouvelles pratiques de consommation. Ce terme disgracieux, né de la contraction entre production et consommation, **met en lumière un nouveau statut du consommateur qui participe à la production de ce qu'il consomme**. Plus largement, il est révélateur d'une évolution significative du modèle consumériste liée aux technologies numériques. À la culture consumériste de masse qui ne laisse à un consommateur passif que la possibilité de choisir entre une multitude de produits, vient ainsi se superposer **une culture active et participative de consommation**.

Les nouvelles technologies de l'information, en modifiant en profondeur les manières de s'informer, en démultipliant les possibilités d'interaction et de coopération, participent étroitement du succès de ce nouveau modèle coproductif. De nombreux exemples pourraient être cités. Le plus connu est le logiciel libre Linux.

Toutefois des entreprises industrielles plus traditionnelles ont emboîté le pas du numérique. La société Lego, fabricant bien connu de jouets, s'est largement investie dans ce processus collaboratif de production. La société propose à ses clients de concevoir leurs propres modèles et leurs propres pièces de montage. Elle met à leur disposition un logiciel spécialisé.

D'une manière générale, cette tendance est amenée à s'amplifier. De fait les entreprises cherchent constamment à produire de nouvelles valeurs ajoutées et saisissent les opportunités offertes par l'air du temps participatif. Le consommateur, quant à lui, a besoin de s'exprimer et d'apposer sa marque personnelle sur l'objet. Bref, de devenir l'acteur et le producteur direct de sa consommation.

Les nouveaux petits métiers contributifs de l'internet

Dans le même esprit coproductif, les pratiques contributives foisonnent actuellement dans le domaine du marketing. Le consommateur donne ou vend son avis dans des domaines de métiers traditionnellement réservés à l'entreprise. Cette forme de co-marketing crée de nouveaux petits métiers informels. Participant en ce sens d'une économie montante de la débrouille.

Ainsi le **Consom'vendeur** (traduit de l'anglais Sell Sumer) se procure des revenus en vendant son point de vue de consommateur ou ses idées créatives. Ou encore en se faisant le relais auprès d'autres consommateurs.

La tendance voisine du « Task Sumer » consiste à exercer des activités lucratives épisodiques, à titre personnel ou pour le compte d'autrui. Les technologies

numériques ont ainsi créé une nouvelle forme de petit commerce. Par exemple, «Foap» est une application iPhone qui permet de vendre des photographies prises avec son téléphone portable. Les utilisateurs téléchargent leurs images sur le marché Foap où elles sont étiquetées par catégorie et vendues. Si une image est achetée, l'argent est partagé.

Le «Mechanical Turks» d'Amazon constitue un autre exemple des différents travaux que peut effectuer l'internaute : écrire des articles, faire des traductions ou encore faire de la veille sur Internet.

L'achat groupé

Dans le contexte économique actuel, l'achat groupé connaît un succès appelé à s'amplifier en dépit des controverses qu'il suscite. Le développement exponentiel d'Internet et des réseaux sociaux est à l'origine du développement planétaire de cette pratique.

De fait, les deux milliards de consommateurs recensés dans les réseaux sociaux mondiaux, peuvent plus facilement faire valoir leur pouvoir d'achat collectif. D'où un énorme succès des sites d'achat groupés, un peu partout sur la planète. On peut citer, outre «Groupon» et «Living Social», qui figurent parmi les sites les plus visités : GoNabit, (Pays du Golfe), Big Lion (Russie), Daily Deal (Allemagne). En septembre 2010, le groupe chinois d'achats groupés Tao Bao a vendu deux cents voitures Smart en trois heures.

Outre la pression économique exercée sur le producteur, l'achat groupé implique un lien social et communautaire fondé sur des habitudes de consommation et des réseaux communs. Plus récemment, des plateformes se sont lancées dans des fabrications spécifiques, répondant à une demande groupée. Ainsi, le site «My Fab» fait fabriquer à bas coût, du mobilier et des objets à la demande, en contactant directement les usines chinoises utilisées par les grandes marques.

L'émergence d'une économie collaborative et solidaire

Anne-Sophie Novel et Stéphane Riot, coauteurs de : «Vive la CoRévolution. Pour une société collaborative»*, analysent les différentes facettes de l'économie collaborative. La radicale nouveauté de ce modèle étant que l'on n'y raisonne plus en termes de compétition mais de «co-pétition», l'innovation y est ouverte et collaborative.

L'idée est de faire plus intelligent et plus profitable pour le plus grand nombre, en s'appuyant sur le plus grand nombre. En ce sens, la rupture est totale avec le modèle industriel classique qui fonctionne sur le principe de la division des tâches, sur le secret de fabrication et le brevet. Il y a là **un signal supplémentaire de sortie du monde industriel**, et donc un révélateur des changements à venir. Avec la **nouvelle économie collaborative, émerge un nouveau modèle entrepreneurial et productif imprégné de l'esprit de l'Internet. On y trouve une volonté d'autonomie conjugulée à un esprit d'ouverture et de partage.**

Jeremy Rifkin* y voit l'évolution d'une forme de gouvernance hiérarchique à un « pouvoir latéral et collaboratif ».

L'auto fabrication numérique et la communauté des « makers »

Dans son livre paru en novembre 2012, « Makers : la nouvelle révolution industrielle », Chris Anderson décrit le nouveau monde industriel porté par les « Makerspaces ».

Ces espaces ouverts à tous, permettant de prototyper, réparer, recycler tout type d'objet, sont aussi dénommés « Fa-Labs » (abréviation de Fabrication Laboratory). L'impression 3D est au cœur de cette révolution. Elle permet de fabriquer directement de vrais objets en trois dimensions.

Obéissant à un programme informatisé, l'imprimante 3D dépose des couches de matière l'une sur l'autre (de la même manière qu'une imprimante classique dépose de l'encre) jusqu'à produire l'objet solide tel qu'il a été dessiné.

Cette technologie, vieille de trente ans et initialement très coûteuse, était jusqu'à présent utilisée dans l'industrie, pour réaliser rapidement des prototypes. Des modèles d'imprimante commencent à être vendus dans le commerce à des prix accessibles. Ainsi, la « RepRap », imprimante « open source », ne coûte que quelques centaines d'euros. Elle permet de fabriquer des objets usuels dans son garage, dans des ateliers de quartiers, dans des clubs de bricoleurs. Elle est facile à monter et peut être répliquable.

Avec cette technologie, n'importe quel particulier peut en théorie imaginer et modéliser un prototype qui n'existe pas dans l'industrie et le fabriquer (en plastique, en métal, en résine ou autre matériau) sur son imprimante. Il devient ainsi possible de dessiner ses propres objets (un vélo, par exemple) à partir de plans libres de droit existant sur Internet.

L'imprimante 3D est l'objet fétiche des « Makers » qui se revendiquent comme une communauté unie par la volonté de s'approprier les nouvelles technologies, d'inventer et partager ensemble. Ce mouvement générationnel qui est né avec

l'ordinateur portable, dispose de son journal favori : Make «le magazine qui célèbre le droit de modifier, pirater et tordre la technologie selon sa volonté».

En ce sens, l'auto fabrication numérique révolutionne les modèles productifs et industriels existants. De fait, elle permet de produire très rapidement et à la demande, ce qui évite les accumulations de stocks liés à la production standardisée de masse. En outre, **elle constitue un moyen de lutte contre l'obsolescence programmée des objets industriels, offrant la possibilité de réparer, recycler, modifier sans passer par des intermédiaires.** En ce sens, l'auto fabrication ouvre à une démocratisation et à une personnalisation de l'objet qui va au-delà de la simple impression sur un support pré formaté.

Par ailleurs la flexibilité du numérique dessine de nouvelles perspectives concernant les délocalisations industrielles liées à la mondialisation économique. Elle va dans le sens d'une relocalisation des activités créatives et productives. Chris Anderson (Le Monde du 6 avril 2013) résume ainsi la révolution en cours : «La liberté de conception du Web rejoint le monde des objets». Les «makers» sont en quelque sorte la nouvelle génération emblématique du virtuel au réel, du «passage du cyberspace au monde physique».

Les laboratoires de co-création ou Fab-Lab

Quel que soit leur nom : Maker Space ou Fab-Lab, on voit se multiplier ces micros usines communautaires d'un genre nouveau.

Le «Fab-Lab» est une plateforme collaborative de création et de prototypage d'objets. Il fonctionne sur le mode d'une communauté de projets qui s'adresse à différents publics : artistes, entrepreneurs, particuliers, qui veulent passer du concept au prototype. On peut y rencontrer également des étudiants et des «amateurs» qui veulent enrichir leurs connaissances. Théoriquement, il est possible de fabriquer toutes sortes de choses : des plus petits objets du quotidien à des machines capables de se reproduire.

En ce sens, **le Fab-Lab est à la fois un laboratoire de recherche et de production. Il se revendique comme un lieu d'innovation ouverte.** Chaque laboratoire partage ses plans de fabrication et ses connaissances dans le cadre d'un réseau mondialisé où les différentes unités membres sont indépendantes mais connectées. Il est ainsi possible d'observer ce qui se passe dans un laboratoire situé à l'autre bout de la planète, grâce à des écrans interposés. Des réunions réunissent régulièrement les différents membres et utilisateurs. D'où des espaces ouverts d'échange mondialisé entre des créatifs et des techniciens venant de tous horizons.

Pour une Start Up, disposer d'un réseau collaboratif planétaire, efface l'inconvénient de la petite taille et évite le repli sectoriel.

Ce mode de production collaboratif et «co-créatif», en privilégiant l'interopérabilité, le travail sur l'expérience utilisateur, la créativité et l'innovation, constitue en ce sens un incubateur du futur. Il constitue un signe de sortie d'un mode productif de masse fondé sur la standardisation et le brevet de propriété.

En France, la tendance se développe rapidement. L'on compte actuellement une vingtaine de Fab Lab.

QUELQUES ILLUSTRATIONS :

- ◆ En Hollande, trois étudiants en informatique et en robotique ont développé un projet de robot pour développer l'agriculture durable. Plusieurs initiatives industrielles du genre, se développent en France. Orange a récemment communiqué les premiers résultats de Thinging, un laboratoire expérimental autour de l'Internet des objets.
- ◆ L'université de Cergy-Pontoise a ouvert son « Fac-Lab », un lieu accessible à tous, lieu d'expérimentation mais aussi de formation. Tous les projets réalisés sont accessibles en « open source » sur Internet.
- ◆ La Cantine à Paris, est un espace collaboratif dédié aux nouvelles technologies du numérique. Ouvert à tous, il accueille près de dix-huit-mille personnes par an.
- ◆ La Ruche, autre espace collaboratif situé à Paris, est dédiée aux entrepreneurs sociaux.
- ◆ La Mutinerie accueille les « co-travailleurs indépendants ». La devise de ce lieu de partage à la fois social et professionnel est : « Libres ensemble ».

La première automobile contributive

Wikispeed est le premier constructeur automobile dans le monde qui fabrique des voitures à haute efficacité énergétique, conçues sur le mode contributif de l'open source.

La société, dont le créateur Joe Justice (son nom véritable) est Américain, met à contribution une centaine de membres bénévoles répartis sur dix-huit pays, et venant d'entreprises aussi prestigieuses que la Nasa ou Apple. Par ailleurs, en juillet 2012, la société est devenue la première entreprise automobile à accepter la monnaie électronique Bitcoin comme paiement.

L'idée de départ, à l'origine de la création de l'entreprise, était que l'industrie automobile ne pouvait parvenir à des résultats significatifs en matière d'efficacité énergétique à partir de son modèle productif actuel, fondé sur la standardisation de masse. Par ailleurs, les coûts engendrés par un changement de modèle seraient trop lourds.

La première Wikispeed a fait ses débuts en janvier 2011 lors du Salon Automobile de Detroit. Elle est la première voiture conçue à partir de logiques inspirées de l'informatique : méthodes « agiles » issues du monde du logiciel, retours d'expérience-utilisateur en temps réel. Notamment, la conception en a été modulaire, semblable à un système de Lego, ainsi que l'explique le créateur du projet : « Peu importe le type de voiture fabriquée, chacune est conçue de telle manière qu'il est aussi facile d'en remplacer le moteur que d'en changer les roues ». De ce fait, le cycle de développement du produit a été considérablement raccourci, passant à une semaine. On peut parler à ce propos de véritable révolution, d'autant plus quand on sait que le développement industriel d'une automobile prend plusieurs années.

La démarche flexible et collaborative, transposée à l'objet industriel par excellence qu'est l'automobile, ouvre des perspectives fortes pour l'avenir. En même temps, elle constitue un signe de sortie progressive du modèle industriel. De fait, elle prend le contre-pied des méthodes productives de masse fondées sur le séquençement dans le temps et la division industrielle des tâches.

L'essor de la micro-finance communautaire

Les technologies de micro-paiement en ligne ouvrent à de nouvelles pratiques de financement communautaire, ou « Crowd Funding ». Elles permettent d'obtenir des fonds en provenance de particuliers, à moindre coût, et en dehors des circuits bancaires classiques (voir la Kiss Kiss Bank).

Le succès de plateformes sociales de financement communautaire comme « Kick Start » ou « Kiva » a déjà contribué à financer de nombreux micro-projets : de nature écologique, économique, humanitaire ou encore culturelle.

Babyloan.org, première plateforme européenne de micro-prêts solidaires, permet aux internautes de parrainer des micro-entrepreneurs dans les pays en développement ou en France via un prêt solidaire minimum de vingt euros. Elle offre ainsi à chacun la possibilité de devenir « citoyen du monde » en contribuant à une économie plus humaine. « C'est simple comme un clic et ça change une vie ! » aime à dire Arnaud Poissonnier son fondateur.

Dans le même esprit, le « Custowner » (contraction de l'anglais, signifiant être à la fois consommateur et actionnaire) est davantage qu'un consommateur. Il ne

se contente pas de consommer. Il investit dans l'entreprise dont il apprécie la dimension éthique ou écologique.

Cette pratique participative et solidaire, directement issue des innombrables possibilités de connexion entre des individus, qui n'ont d'autre lien entre eux que de partager des idéaux communs, fonctionne en circuit court et sans intermédiaires. Elle favorise les petites entreprises à vocation humaniste.

Le développement des communautés d'entraide

Les communautés d'entraide constituent un phénomène particulièrement en vogue et les sites se multiplient à grande vitesse. Les domaines en sont des plus variés : arrêter de fumer, faire des recherches généalogiques, bénéficier des meilleures informations sur les nouvelles technologies et la manière de les utiliser. Ou encore, mincir avant l'arrivée de l'été. Ainsi la marque l'Oréal a mis en place et développé une communauté d'entraide pour « filles body motivées ». Elle en profite au passage pour promouvoir discrètement ses produits à travers conseils et diagnostics.

En dehors de l'aspect promotionnel et marchand, l'enjeu de cet espace de dialogue « communautaire » est double : échanger et s'informer (on y parle de régimes de printemps, de beauté, de bien-être bio, de santé). Et aussi « se soutenir entre filles courageuses ». D'ailleurs, l'application Facebook dédiée rappelle à l'ordre celles qui sont défaillantes.

La communauté d'entraide vient également au secours des fumeurs impénitents. Les applications mobiles pour aider à l'arrêt du tabac sont plus nombreuses chaque jour. Ainsi Kwit (jeu de mots français sur "I quit", "j'arrête"), outre le soutien et les conseils de la communauté de « ceux qui ont décidé d'arrêter », propose un parcours de motivation sous forme de jeu (on parle en français de « gamification »). Ainsi on peut mieux se rendre compte en temps réel de l'argent économisé, ou parier sur ses chances de réussite.

Signe des temps, des entreprises de plus en plus nombreuses s'investissent dans « l'entraide communautaire » : de Canal + à SFR. **Derrière le souhait affiché d'aider les abonnés, il faut y voir surtout la volonté de gommer l'image désastreuse auprès du grand public d'une relation client distante et impersonnelle.**

Ateliers collaboratifs et réseaux d'échange

la grande communauté interactive qui se constitue tant à l'échelle du quartier que de la planète, ne se limite pas à partager et à échanger. Elle co-participe à des apprentissages et à des services. L'atelier collaboratif illustre cette tendance.

En France, une trentaine d'ateliers se sont ainsi créés en quelques années. En région Île-de-France, le « Vélocip'aide » offre la possibilité de réparer en commun son vélo. L'association recycle également les vélos d'occasion. Sur le même principe, des garages associatifs et solidaires sont apparus un peu partout. La réparation y coûte moins cher. En outre, on peut apprendre à réparer soi-même avec l'assistance d'un professionnel. Dans le même esprit, aux Pays-Bas, le principe du « Repair Café » consiste dans un cadre convivial à apprendre à recycler ou bricoler toutes sortes d'objets, plutôt que de les jeter.

Les « RERS », ou réseaux d'échanges réciproques des savoirs, connaissent une vogue croissante en France. Ce sont des associations fonctionnant à l'échelle d'une agglomération, d'une zone rurale, d'un établissement scolaire, ou d'une entreprise. Le principe est celui d'une mise en circulation citoyenne, directe et gratuite, des savoirs et des savoirs faire. La logique en est le troc : un service rendu appelant un service en retour. Les participants peuvent ainsi échanger des savoirs accumulés au cours de leur vie professionnelle, personnelle, associative ou militante. De nombreux réseaux se sont constitués ces dernières années dans différentes régions françaises. Par exemple, « Troc savoir » organise à Strasbourg des ateliers divers, dont : « une alimentation saine avec un petit budget ».

Le mécénat en compétence

Dans une économie de la connaissance, le mécénat évolue et se dématérialise. **Une nouvelle forme de mécénat en nature, et plus précisément en compétence, se développe.**

Plutôt que de fournir une aide matérielle ou financière, l'entreprise ou l'individu contribue à l'intérêt général en mettant leur savoir et leur compétence professionnelle au monde associatif. Il ne s'agit pas tant de distribuer des repas que de professionnaliser et de rendre plus performant un secteur associatif parfois vieillissant.

Signe des temps, de plus en plus d'entreprises et de cadres motivés travaillent bénévolement avec le monde associatif. Des plateformes comme Koeo.net mettent en place des outils de rencontre et de recherche des partenaires disposant des bonnes compétences (de même Ashoka propose d'aider des entrepreneurs sociaux). L'association Pro Bono, implantée dans la région parisienne, fait appel à des professionnels bénévoles et à des étudiants. Elle étudie les bonnes pratiques existant dans les autres pays (Etats-Unis, Allemagne, Espagne) et met en place des projets associatifs innovants.

.....
 : Une nouvelle forme
 : de mécénat en nature,
 : et plus précisément
 : en compétence, se
 : développe

 :

Une revendication montante de citoyenneté participative

La mondialisation néo-libérale transforme progressivement le regard du citoyen sur les institutions démocratiques. La délégation de la gestion du bien commun, principe de base de la démocratie représentative, apparaît de plus en plus contestée. De fait, la montée des inégalités et des précarités dans les sociétés développées, renforce un sentiment de défiance du politique et des élites instituées, soupçonnées d'être davantage à l'écoute des marchés et des lobbies économiques que des besoins réels de la population.

.....
: **La délégation de**
: **la gestion du bien**
: **commun, principe de**
: **base de la démocratie**
: **représentative,**
: **apparaît de plus en plus**
: **contestée**

La défiance du politique, constitue en ce sens une tendance montante, observable dans de nombreuses sociétés développées, tant en Europe qu'aux États - Unis. Les symptômes en sont multiples : abstentions aux élections, progression des populismes et des extrémismes, protestations civiles. Depuis quelques années, on assiste à des flambées ponctuelles de violence : émeutes urbaines (UK Riots) à Londres et dans les principales villes anglaises en 2011. Ou encore en Grèce (place Syntagma, en octobre 2012) et en Espagne.

La jeunesse apparaît en première ligne dans ce climat contestataire latent. Le mouvement des Indignés en Espagne et le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis, où se côtoient des étudiants et des jeunes précaires, constituent des signaux forts. Et ceci, du fait que ces mouvements ont en commun le rejet du politique, de la représentation électorale, et de la hiérarchie. Anecdote significative : lorsqu'il a été demandé aux indignés espagnols de procéder à l'élection d'un représentant, les manifestants ont élu un chien.

Pierre Rosanvallon, historien et politologue, dans son livre : «La Contre Démocratie, la défiance du Politique» détecte dans l'aspiration à une démocratie directe, une tendance lourde d'évolution de société. Selon lui, nous vivons en même temps la crise et l'évolution de la démocratie représentative. Plusieurs facteurs explicatifs à cela : d'une part, l'affaiblissement du rôle de l'État-nation dans le nouveau monde globalisé. D'autre part, une hétérogénéité grandissante des sociétés, et par conséquent, une multiplicité des enjeux et des acteurs à prendre en compte, qui rendent difficile l'exercice d'un pouvoir centralisé et relayé par les corps intermédiaires institués.

La nature devenue complexe du vivre ensemble implique en ce sens le passage inéluctable à terme, d'une démocratie des partis politiques à une démocratie ouverte aux différentes émanations de la société civile (citoyens, associations, syndicats).

De fait, on peut y voir une préfiguration dans les forums et les plateformes citoyennes qui se multiplient depuis trois ou quatre ans. Des espaces de débats ouverts et collaboratifs se créent, n'hésitant pas à aborder les grands enjeux de société. L'information est mise en réseaux, et fait l'objet d'un partage collaboratif entre des citoyens, des acteurs économiques ou publics, des experts, en provenance d'horizons divers. Une intelligence collective se constitue ainsi, qui devient force de proposition.

.....
: Une intelligence
: collective se
: constitue ainsi, qui
: devient force de
: proposition
:
.....

La plateforme citoyenne ATD Quart Monde France constitue un bon exemple de citoyenneté participative. Elle constitue à la fois un lieu de débat entre citoyens et une force de proposition à destination des instances publiques. C'est ainsi qu'elle a ouvert un débat sur le thème de l'aggravation des inégalités scolaires.

Les grandes entreprises s'intéressent de plus en plus au débat citoyen. La société pétrolière américaine Chevron a lancé une campagne participative en ligne auprès du grand public sur le thème : « Human Energy, Will You Join Us ? ». Y participaient des experts et des journalistes. Le consommateur citoyen disposait de ressources en lignes pour s'informer sur les grands enjeux énergétiques.

Des expériences de citoyenneté participative

Plus généralement, l'on assiste depuis une vingtaine d'années à un foisonnement d'expériences, allant dans le sens d'une citoyenneté directe, et consistant à inclure les citoyens dans l'élaboration des politiques publiques. Depuis les années 1990, **les consultations des populations sur un sujet d'intérêt public ont progressé, tant dans les économies développées que dans les démocraties des pays émergents (en Inde notamment).**

Les **conférences de consensus** sont le dispositif participatif le plus connu parmi ceux apparus au cours des dernières années. Initiées au Danemark, elles ont pour objectif de permettre une expression citoyenne sur des enjeux de politique scientifique ou technologique. Un comité d'organisation est désigné pour assumer la responsabilité de l'ensemble du processus et en garantir la bonne tenue. Le principe consiste à organiser sur plusieurs jours, un dialogue public entre un panel de citoyens et divers experts (scientifiques, sociologues). En fin

de processus, les citoyens rédigent des recommandations largement diffusées auprès des décideurs et du grand public.

L'intérêt de ce mécanisme participatif est d'éviter que la délibération politique ne se limite au classique face-à-face entre élus, experts et lobbies. D'autres expériences participatives se rapprochent davantage d'une forme de co-gouvernance. Le principe du **budget participatif**, consiste pour un panel de citoyens à se prononcer sur la politique budgétaire de la municipalité.

Inventé au Brésil dans la ville de Porto Alegre à la fin des années 1980, le budget participatif a connu depuis un succès retentissant du fait de son impact sur le développement économique et social de la ville. Il a permis de recentrer les dépenses sur les besoins réels de la population : amélioration du logement, de la santé, de l'éducation, accès à l'eau potable. Le dispositif a été classé comme bonne pratique de gouvernance par la Banque mondiale, qui promeut aujourd'hui l'exportation du modèle. Cependant, l'expérience de Porto Alegre, bien qu'elle ait ouvert la voie à des pratiques démocratiques jusque-là inédites, manifeste aujourd'hui des signes d'essoufflement. Le risque demeurant le clientélisme (Le Monde Diplomatique, octobre 2011).

En Europe, les premiers budgets participatifs sont apparus en Italie, Espagne, France et Allemagne au tout début des années 2000. Une gamme très large de dispositifs et de pratiques politiques existe. Toutefois, à la différence de l'expérience brésilienne, le budget participatif en Europe, ne porte que sur des montants financiers limités. Concrètement, le dispositif se traduit en général par la création d'assemblées à l'échelle du quartier, de l'arrondissement ou de la ville. Ces assemblées se réunissent régulièrement et sont ouvertes à tous les habitants. La France compte une dizaine d'expériences participatives qui restent cependant partielles. Les citoyens ne disposant pas d'un pouvoir décisionnel direct. L'enjeu est principalement de rapprocher les citoyens des élus qui demeurent seuls décisionnaires. Les expériences les plus connues sont celles de Saint-Denis et Bobigny. Les participants expriment des doléances ou des propositions, mais la municipalité décide in fine.

La « génération participation »

Thierry Maillat dans : « Génération Participation. De la Société de consommation à la société de Participation », décrit l'émergence d'une sensibilité générationnelle participative portée par les nouvelles technologies de l'information. La Génération Participation (ou « Génération P ») représente davantage qu'une classe d'âge

(même si les moins de trente ans y sont dominants) dans la mesure où elle a en commun un certain nombre de valeurs humanistes et écologiques. On l'appelle aussi Génération G (Généreuse).

Cette génération, connectée en permanence et sur-informée, s'investit fortement dans les réseaux sociaux, ce qui lui donne un certain pouvoir d'influence dans le domaine de la consommation qu'elle tend à orienter dans un sens plus éthique. De fait, cette génération ne se reconnaît plus dans un consumérisme statutaire ou matérialiste. Elle ne se reconnaît pas non plus dans les institutions en cours. Se sentant dénuée de perspectives par rapport à la génération de ses parents, elle est par contre très inventive dans l'élaboration d'un mode de vie collaboratif et solidaire (dont nous parlerons plus en détail par ailleurs).

En ce sens, l'on dit de cette génération que son pouvoir d'influence s'amplifiera dans les prochaines années (article Les Échos, 4 janvier 2012).

Une nouvelle société du partage

La plateforme « Ouishare » est la première plateforme de partage social. Créée en 2012, elle met en relation toute personne de toute nationalité œuvrant dans le sens d'une nouvelle société du partage. Les modes de vie y sont systématiquement collaboratifs, allant de la colocation au covoiturage, en passant par le coworking et la cocréation. Le « Ouishare » en permet un large rayonnement

D'une manière plus générale, partager, coopérer, apparaissent symptomatiques d'un nouvel esprit du temps. Selon un sondage Opinion Way effectué du neuf au quinze novembre 2012, dans le cadre d'un partenariat entre la Croix-Rouge française et Coca Cola, plus de quatre-vingts pour cent des 15-24 ans en France souhaiteraient jouer un rôle actif pour améliorer la société. Plus de la moitié déclarant vouloir participer à des actions associatives de solidarité. Dans le cadre de la journée mondiale du bénévolat, un site Web « Red'Touch » a été ainsi mis en place. L'objectif était de faire bénéficier d'un encadrement financier et méthodologique, tout jeune de 13-30 ans porteur d'un projet dans l'un des cinq domaines retenus : la solidarité, la santé, la citoyenneté, l'interculturel et l'environnement.

Par ailleurs des actions ont été lancées dans les collèges pour former les futurs citoyens aux enjeux et aux actions humanitaires.

CHAPITRE 2

*Un contexte
incitatif à un mode
de vie sobre*



Depuis une vingtaine d'années, un certain nombre de facteurs socio-économiques lourds incitent à une décroissance des modes de vie dans les sociétés européennes : délocalisation des industries, montée des inégalités, précarisation des classes populaires et d'une fraction grandissante des classes moyennes inférieures.

L'installation d'un chômage structurel de masse dans la plupart des pays européens, touchant notamment les classes jeunes, est à l'origine d'un phénomène nouveau, inédit par son ampleur. Une notion nouvelle est utilisée depuis 2010 en Europe pour qualifier cette tendance. On parle ainsi de « Neet » (Neither employed nor in education training). Le terme désigne une frange de population, entre quinze et vingt-neuf ans, qui n'est ni en formation, ni professionnellement active, ni même inscrite au chômage ou recherchant un travail.

Une note récente du Conseil d'analyse économique (CAE) sur l'emploi des jeunes peu qualifiés, parue en mai 2013, évalue à environ un million le nombre de jeunes en France qui sont dans cette situation. Nous y reviendrons un peu plus loin, dans la mesure où cette tendance a un impact majeur sur la montée en puissance de nouveaux modes de vie décroissants, construits autour d'une précarité et d'une « débrouille » organisées.

Toutefois, ce processus décroissant que l'on voit émerger, n'apparaît pas simplement de nature socio-économique. Des facteurs, culturels et à longue portée, interviennent.

Déjà dans les années 1970, le sociologue américain Daniel Bell publiait un « essai de prospective sociologique » intitulé « Vers la société post-industrielle ». Il y décrivait le passage d'un modèle de société fondé sur la production et

.....
: *Les valeurs deviennent*
: *moins orientées sur*
: *la réussite matérielle,*
: *et davantage sur des*
: *enjeux immatériels et*
: *identitaires*
:

la consommation de biens matériels, à une économie de l'immatériel. Dans ce processus d'évolution, les biens immatériels (l'information, la connaissance, la santé) et les services, prennent une importance croissante. Les valeurs deviennent moins orientées sur la réussite matérielle, et davantage sur des enjeux immatériels et identitaires.

En ce sens, l'évolution du modèle consumériste apparaît comme une tendance de long terme. La crise économique ayant un rôle d'accélérateur des pratiques de « déconsommation », dont certaines sont liées à la dégradation des situations individuelles, et d'autres, sont davantage de nature socio-culturelle.

Une montée en puissance des attitudes post-matérialistes

Tandis que les classes moyennes des pays émergents sont de plus en plus nombreuses à s'initier à la consommation de masse, le mouvement inverse opère dans les sociétés riches. S'y exprime une tendance grandissante de rejet de l'hyperconsommation accumulative et ostentatoire.

La « rébellion contre l'objet », comme on l'a parfois dénommée, est en ce sens une caractéristique des « sociétés d'abondance » (qui toutefois le sont de moins en moins). L'on évalue à plus de vingt mille, le nombre d'objets qu'un individu peut côtoyer dans une journée. En comparaison, l'on estime qu'au début du XXe siècle le nombre d'objets usuels et quotidiens se chiffrait autour de deux cents objets.

La profusion d'objets génère un sentiment de superflu, et modifie l'échelle des valeurs. Se dessinent progressivement les contours d'une nouvelle socio-culture fondée sur « l'être mieux, plutôt que sur l'avoir plus ».

Le courant des « créatifs culturels »

Le sociologue américain Paul H Ray dans un ouvrage écrit avec la psychologue Sherry R. Anderson (« L'émergence des créatifs culturels. Enquête sur les acteurs d'un changement de société-2001, Michel), a utilisé le terme de « **créatifs culturels** », pour désigner une fraction éduquée et urbaine de la classe moyenne, travaillant dans le secteur tertiaire et les nouvelles technologies de communication.

Le créatif culturel constitue une nouvelle bourgeoisie moyenne, que l'on retrouve aussi bien à Shanghai qu'à Paris ou Londres, riche principalement de son capital culturel, et de sa « créativité » dans les nouveaux métiers de l'économie de la connaissance.

Nouveau marqueur culturel des grandes métropoles mondialisées, le créatif culturel n'hésite pas à se déplacer d'une capitale à une autre ou à s'y installer et y travailler. Transposant son inventivité dans sa façon de vivre et de consommer, il apparaît comme le nouveau grand prescripteur des modes de vie urbains à travers le cinéma ou la publicité.

Depuis 2008, cette population, qui n'est pas épargnée par la crise économique, apparaît en pointe sur des nouveaux comportements de consommation. Notamment parmi les composantes les plus jeunes, précarisées par la crise, qui fournissent les contingents « d'amateurs » et de « contributeurs » divers, de la nouvelle société numérique.

C'est parmi ce public, à travers ses valeurs et ses attitudes, que l'on observe actuellement les signaux les plus tangibles d'une évolution vers un mode de vie post-matérialiste et post-consumériste.

Une émergence des classes et des industries créatives

Au fil du temps long de notre histoire certaines compétences professionnelles ou métiers ont été plus ou moins valorisés au regard des normes sociales et des générations dont les visions et aspirations changent. Désormais, l'on peut dire que la créativité est une compétence de plus en plus valorisée dans notre société. L'émergence de ce que l'on appelle les classes « créatives » en témoigne (scientifiques, ingénieurs, professeurs d'université, romanciers, artistes, acteurs, designers, architectes, grands penseurs de la société contemporaine...).

Richard Florida (géographe et professeur en urban studies nord-américain) a développé, non sans critiques (Cf : Alain Bourdin, sociologue), une thèse selon laquelle « les entreprises (notamment celles des secteurs de la haute technologie) sont attirées par la présence d'une certaine 'classe' d'individus précisément nommée la 'classe créative' ». Ainsi, il propose dans sa thèse du développement économique urbain, une conception innovante de la notion de capital humain en se basant essentiellement sur ce qu'il dénomme le « capital créatif ». Très souvent, la réussite y est perçue à travers un épanouissement personnel, la propagation d'idées nouvelles, le sens donner à la vie et à l'activité professionnelle, et ce avec un aspect expérientiel et communicatif fort...

Comme champ connexe se retrouvent naturellement les industries créatives qui font de plus en plus parler d'elles, notamment lorsque l'on parle de changement dans les comportements. Elles peuvent être définies comme étant celles qui « trouvent leur origine dans la créativité, la compétence et le talent individuels, et ont un potentiel pour créer de la richesse et des emplois à travers la génération et l'exploitation de la propriété intellectuelle » précise le site Métropolitiques, et ce d'autant plus dans un contexte économique difficile.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : « Cities and the Creative Class », Richard Florida, 2005 et article « Les 'classes créatives', cette nouvelle catégorie de travailleurs qui a pris le pouvoir grâce à la crise, Site internet Atlantico, août 2008 »

Un nouveau statut de l'objet

Le besoin de donner un sens à sa vie indépendamment d'une appropriation et d'une accumulation matérielle est particulièrement fort parmi les nouvelles classes créatives.

Elles ont une façon particulière de valoriser la réussite. Non pas dans le succès personnel et statutaire, mais dans un comportement ouvert aux autres et solidaire.

L'idée dominante est que l'on peut vivre « mieux » et sans consommer « plus ».

De fait, vivre mieux prend des significations nouvelles et différentes. Ne passant plus par un confort matériel, comme cela a été le cas pendant la période « glorieuse » de la consommation de masse. Multiplier les expériences enrichissantes, épanouir sa personnalité, rester ouvert sur le monde, devient un élément central dans ce mode de vie.

.....
: Multiplier
: les expériences
: enrichissantes, épanouir
: sa personnalité, rester
: ouvert sur le monde,
: devient un élément
: central
:
.....

Plusieurs indices s'observent, quant à ce changement de valeurs et d'attitudes. Pour une fraction grandissante des nouvelles classes moyennes, **l'objet ne constitue plus l'expression d'une réussite personnelle et statutaire. Il est signe de relation et d'ouverture.**

Indice clé : l'objet dont on ne peut plus se passer, dont on accepte facilement l'obsolescence rapide et constante, est l'objet communicant.

Cet objet « pas comme les autres », qui permet d'être en relation instantanée et permanente avec le monde, est devenu l'objet symbolique par excellence. Celui que tout le monde, riche ou pauvre, cherche à posséder : le seul qui ne connaît pas la crise.

Depuis la fin des années 1990, les dépenses en ordinateurs, téléphones mobiles, téléviseurs ont été en hausse régulière. Depuis l'année 2007, marquant pourtant le début de la crise financière et économique, le relais a été pris par les équipements portables : Smart phones, tablettes numériques. Les dépenses d'accès aux contenus culturels (abonnements Internet, téléphoniques, télévisuels) ont également augmenté. On remarque d'ailleurs un transfert entre les dépenses en biens culturels (par exemple le livre, le cinéma) et les dépenses connexes d'accès aux contenus culturels, dans les dépenses totales des foyers français. Tandis que les unes baissent, les autres augmentent.

Un nouveau rapport au temps

Le temps change de nature et de statut dans une société de l'accélération permanente. Il se raréfie et prend une valeur marchande. Le film de science-fiction « Time Out », sorti en 2011, film « culte » pour les plus jeunes, se présente comme une allégorie futuriste, très révélatrice du nouveau rapport au temps qui s'institue dans la société.

.....
: **Le temps change de**
: **nature et de statut**
: **dans une société**
: **de l'accélération**
: **permanente**
.....

.....
: Le film décrit une société où le temps a
: remplacé l'argent. Les êtres humains, ayant été
: génétiquement modifiés, ne vieillissent plus
: après vingt-cinq ans. Mais à partir de cet âge, il

faut « gagner » du temps pour rester en vie.

L'on peut ainsi rester éternellement jeune, à condition d'être riche. Dans cette société fortement inégalitaire, les uns disposent d'un capital temps quasi infini, tandis que les autres mendient, empruntent ou volent les quelques heures leur permettant de prolonger leur vie.

Le temps y est figuré comme la marchandise ayant le plus de valeur, et en fait, plus précisément, comme la seule, ayant de la valeur. Autrement dit, à l'ère de l'économie immatérielle, le temps s'installe centralement dans l'économie marchande.

On peut en observer de multiples signes dans la « vraie vie ». On voit de plus en plus se développer des systèmes d'échanges dans lesquels la monnaie est calculée en unité de temps. En Espagne, la société *Comunitats*, partant de l'idée que le temps est un « actif important parce que très rare sur Internet », propose aux entreprises, de les aider à monter leur propre « banque de temps », à travers une plateforme facilitant l'information et l'échange.

Dans certaines industries, comme celle des jeux vidéos, le temps s'achète au sens propre (pour terminer un niveau par exemple).

Au-delà de son statut d'actif marchand, le temps constitue un actif social tout aussi important. De plus en plus d'individus montrent qu'ils sont prêts à échanger du temps contre de l'argent.

De fait, **le temps privé devient un enjeu important dans une société qui fait de l'émancipation et de l'épanouissement personnel, un critère central de réussite.**

La « capabilité », une notion centrale

Le prix Nobel d'économie indien, Amartya Sen, définit la « capabilité » (notion proche de celle d'émancipation) comme une valeur devenue centrale dans une économie mondialisée de la connaissance. Il en fait le principal critère de distinction entre richesse et pauvreté.

Est riche celui qui a la capacité d'avoir un destin ouvert, et donc riche de potentialités multiples. À l'inverse, le pauvre ne maîtrise pas ses choix de vies. Il ne dispose pas de tous les moyens (si l'on excepte la religion) de donner un sens à sa vie. **S'émanciper devient donc un enjeu majeur dans la mesure où dans le système économique actuel, capabilité et employabilité économique, deviennent pratiquement des synonymes.**

En ce sens, Amartya Sen fait de la capabilité un enjeu majeur de la nouvelle société de la connaissance. **Le développement économique des sociétés reposant sur la qualité de leur capital humain, et par conséquent sur une plus grande « ouverture de destin » de l'individu.**

De ce fait, il n'est pas étonnant que les nouvelles « Creative Class » mondialisées (selon le terme inventé par l'économiste américain Richard Florida) placent le développement personnel (développer ses potentialités) au centre de leur mode de vie. Leur statut économique y est directement lié.

À titre d'indicateur de cette tendance, les enquêtes de l'INSEE montrent que le temps de lecture des Français a très fortement augmenté ces dernières années, quoi que l'on pense. Simplement, on lit moins de livres sur papier.

Plus largement, la recherche de développement et d'épanouissement personnel, **le besoin montant de se sentir « utile », de « donner un sens à sa vie », participant d'une évolution en profondeur, à la fois économique et culturelle, de société.**

De nombreux indicateurs vont dans le sens de ce nouvel individualisme participatif, qui revendique le « pouvoir d'agir ». Notamment :

- ◆ la recherche de nouveaux équilibres entre : épanouissement personnel et épanouissement professionnel, entre acheter moins et acheter mieux, entre individualisme et solidarité ;
- ◆ un nouveau regard sur le monde et la société, plus humaniste et écologique, plus exigeant en termes d'éthique et de transparence ;
- ◆ de nouvelles modalités et expressions d'engagement citoyen.

La théorie des « capacités » d'Amartya Sen

Selon cet économiste et philosophe indien, « les inégalités entre les individus ne s'apprécient pas au regard de leurs seules dotations en ressources mais de leurs capacités à les convertir en libertés réelles ». Reconnu pour sa théorie du « choix social » et pour ses travaux sur le bien-être, Sen introduit ainsi la notion de « capacités », qui incite à considérer la pauvreté au-delà des seuls aspects monétaires et à la penser plutôt en termes de libertés d'action, c'est à dire de capacités à faire. Selon lui « il n'y a de développement que par et pour la liberté ». Le développement est alors considéré comme « une extension des libertés substantielles (ou capacités) », autrement dit c'est une extension des possibilités que l'individu a de choisir la vie qu'il souhaite conduire. Auteur très prolifique, il a révolutionné le champ du développement en enrichissant les critères de définition de la pauvreté traditionnellement retenus par les institutions internationales.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : « Un nouveau modèle économique. Développement, Justice, Liberté », Amartya Sen (2000) ; Sites Internet du ministère de l'économie et des finances et du Projet BaSES

La « descension sociale » des classes moyennes

Parler de « descension sociale » peut sembler relever d'un barbarisme. Toutefois, ce néologisme (Alain Mergier, sociologue et consultant, parle de « descenseur social ») illustre bien le ressenti d'une fraction grandissante des classes moyennes, tel qu'il s'exprime au travers des enquêtes.

Depuis les années 1970, les différentes enquêtes universitaires ou sondages, enregistraient une hausse régulière du nombre de Français déclarant appartenir aux classes moyennes. La tendance semblant consolidée sur le long terme.

Les années 2000 ont vu cette tendance commencer à s'infléchir. À ce propos, différents ouvrages ont été évoqués lors des ateliers prospectifs, traitant d'un sentiment grandissant de « déclassement » des classes moyennes. (Eric Maurin : « La peur du déclassement », Camille Peugny : « Le déclassement »). Des enquêtes récentes mettent en évidence une accélération de cette évolution.

La progression du « sentiment de déclassement »

Une enquête menée en 2013, par la Fondation Jean – Jaurès sur « le grand malaise des classes moyennes », met en évidence une aggravation forte et rapide du sentiment de « descendre socialement ». De fait, **depuis 2006, le sentiment de**

déclassement s'accélère fortement dans les tranches moyennes et inférieures de la société française.

Pour la première fois, si l'on se réfère aux années 1960, les Français qui estiment appartenir à la classe moyenne ne sont plus majoritaires (48 % en 2013, 52 % en 2006).

Le phénomène est marquant, d'autant que le bloc agrégeant les personnes déclarant appartenir aux « classes moyennes inférieures », et celles se disant « défavorisées » a progressé de 57 % à 67 % en moins d'une dizaine d'années. **Les professions intermédiaires (employés, artisans, commerçants) apparaissent les plus touchées.**

Ce reflux « historique » de la classe moyenne, marque une recomposition en profondeur du tissu social français, liée aux nouveaux équilibres économiques nés de la mondialisation, à la montée des inégalités, et à l'installation d'un chômage structurel de masse.

Les conséquences en apparaissent déterminantes concernant l'évolution de la société et des modes de vie pour les vingt prochaines années. Des signes s'observent déjà, à travers les nouvelles façons de penser, de vivre et de consommer des enfants de la classe moyenne, entraînés dans le « **descenseur social** ». Alain Mergier, par ailleurs coauteur de l'enquête, s'exprime ainsi dans un entretien publié dans le journal Le Monde du 17 mai 2013 :

« En 2006, pour les milieux populaires, l'ascenseur social s'était mis à descendre. C'était problématique, mais cela supposait qu'il y avait un ascenseur, et donc un immeuble. Après cinq années de crise, la crainte est de voir s'écrouler l'immeuble ». *Ajoutant : « Avant 2008, la mondialisation économique était vécue comme une réalité extérieure à l'État Nation. Depuis 2008, elle apparaît interne à l'État ». Il parle en ce sens de « rupture culturelle française majeure ».*

Les « neet », l'émergence d'une jeunesse sans perspective d'emploi

La tendance « **Neet** » (abréviation de neither employed nor in education training) désigne une fraction de la classe d'âge des quinze-vingt neuf ans en Europe, qui n'a ni formation, ni perspective d'emploi. Certains s'inscriront éventuellement à l'Université, principalement pour bénéficier des régimes sociaux.

Les facteurs de fragilité de cette population reléguée socialement, sont, outre l'appartenance à un milieu modeste, le fait de vivre dans des zones géographiques (régions rurales, périphéries urbaines) éloignées des grands bassins d'emplois et de qualification.

En France, selon les évaluations les plus récentes, un peu moins d'un million de personnes sont concernées. Ceci étant à relier aux cent cinquante mille jeunes sortant chaque année, sans diplôme, du système scolaire. Parmi ces jeunes inactifs, beaucoup ne se considèrent plus comme demandeurs d'emploi et ne fréquentent ni les missions locales, ni Pôle Emploi. Ils "ne cherchent plus à chercher" et s'installent dans une précarité durable.

Les modes de vie des « Neet » n'ont encore fait l'objet d'aucune grande enquête nationale dans la mesure où cette population à tendance à disparaître des « radars sociaux » existants. Des observations partielles indiquent quelques constantes : repli sur la famille quand elle existe, solidarité forte au sein d'une classe d'âge, « débrouille » occasionnelle ou illicite.

Le style « funemployment »

Cette expression est issue de la contraction des termes anglais Fun (amusement) et Unemployment (chômage). Le style « Funemployment », définit une partie des enfants de la classe moyenne américaine, sans perspective d'emploi, et qui a compris, sinon accepté, que son niveau de vie serait inférieur à celui de ses parents.

Son **rapport au monde du travail est de ce fait, décomplexé et distancié**. Le manque d'argent est compensé par une énergie à toute épreuve et un art très avéré de la « **débrouille** ». L'échange, le recyclage, les réseaux sociaux et associatifs, les blogs et les forums, constituent les principales clés de ce mode de vie. L'humour n'est pas absent, et cette génération n'est ni morose, ni angoissée. Aux États-Unis, ce style de vie se revendique et s'affiche à travers des badges, maniant la dérision et la provocation. Exemple : le badge « Laid off and loving it », formule que l'on peut traduire par : chômeur et content de l'être. On le voit, certaines similitudes existent avec la jeunesse européenne.

« L'alcool défonce » des adolescents

Le « **binge drinking** », appellation venue de Grande-Bretagne dans les années 2000, a été traduit dans le langage courant par « alcool défonce », ou encore par « biture express ». La pratique consiste à boire beaucoup, et surtout très vite.

Ce mode d'alcoolisation intensif et accéléré est souvent associé à d'autres pratiques à risque : cigarette, drogues, sexe sans protection. Il concerne des populations de plus en plus jeunes, et par ailleurs de plus en plus féminines. La moyenne d'âge était de dix-sept ans dans les années 1990. Elle est de quinze ans aujourd'hui.

Très souvent, les rassemblements s'organisent à travers les réseaux sociaux et se

font en plein air (parcs, plages, escaliers d'immeuble). Films et photos circulent en abondance sur le Net.

Les interprétations de ce phénomène sont de nature diverse : psychologique et sociologique. L'adolescence, période d'expérimentation, incite à multiplier les sensations fortes et les prises de risque (le jeu du foulard, bien connu dans les cours d'écoles en est une illustration).

Par ailleurs, s'y surajoute un phénomène de société comme l'expliquent certains psychologues : **« Enfant de l'image et du zapping, cette génération a du mal à supporter l'attente, le différé. C'est tout, tout de suite, ou rien. Ils zappent tout le temps, passent d'un monde à l'autre, sur la Toile, dans les jeux vidéos. Ce sont des consommateurs, habitués à prendre et à jeter ».**

L'alcoolisation rapide constitue par ailleurs **le moyen de faire cesser « la prise de tête », engendrée par les différentes pressions, scolaires, familiales. L'angoisse de l'avenir est souvent répercutée par des adultes particulièrement pessimistes, et eux-mêmes sous pression.**

Ce mode d'alcoolisation particulier, et en ce sens, générationnel, semble significatif de l'époque. En même temps, il pose de nombreuses questions pour l'avenir. Notamment au plan de la santé future de cette génération.

De fait, une étude américaine récente, publiée en 2012 dans la revue spécialisée : « Alcoholism : Clinical and Experimental Research » disponible sur le site Eurekalert, a établi une corrélation étroite entre la précocité de la consommation alcoolique et le risque ultérieur de dépendance. Par ailleurs, des études démographiques récentes portant sur l'allongement de l'espérance de durée de vie en France apportent un éclairage inquiétant. Une façon nouvelle de regarder l'espérance de vie a été adoptée, en introduisant la notion d'espérance de vie en bonne santé. Les résultats démontrent que **si la durée de vie continue de progresser régulièrement, par contre l'espérance de durée de vie en bonne santé, sans maladie fonctionnelle ou incapacitante, tend à stagner voire à diminuer.**

Cette dégradation de la santé fonctionnelle avec l'âge, concerne plus particulièrement les 45-69 ans, ou en d'autres termes les **générations du baby boom**, exposées précocement au tabac et à l'alcool. Les femmes notamment, du fait qu'elles ont adopté les mêmes pratiques à risques que les hommes, se voient particulièrement concernées par ce phénomène.

L'on peut faire l'hypothèse pour l'avenir que les nouvelles générations, encore plus précoces que leurs aînés, seront pareillement touchées par un allongement de la durée de vie en mauvaise santé. D'où des problématiques nouvelles en termes de vieillissement et de dépendance liée au grand âge.

Une économie de la « débrouille »

Une économie largement invisible, et plus massive que ce que l'on imagine généralement, est en train de se constituer. Elle est **née de la rencontre entre Internet et la crise économique.**

En France, **l'Observatoire Système D** (développé par la société d'études D' CAP Research) observe l'attitude des Français face à la crise. Il constate la montée en puissance d'une économie de réseau invisible mais extrêmement créative, où chacun innove pour s'en sortir.

Il en ressort, qu'au-delà de la crise économique, ce sont les différents « accidents » d'une vie devenue plus sinueuse et précaire (chômage, divorce, maladie, perte de son logement), qui alimentent les nouveaux parcours de la débrouille. En ce sens, le Web, **loin d'être un monde virtuel comme on le pense parfois, il apparaît bien ancré dans la réalité quotidienne.**

La nouvelle économie en réseaux favorise une vaste zone grise échappant aux statistiques, aux intermédiaires et aux institutions. Elle constitue une immense zone de chalandise, la plupart du temps en dehors des cadres sociaux légaux (assurance santé, retraite). Elle est **largement associée aux petits boulots de compléments et aux échanges de service divers.**

Le nombre et le succès des sites dédiés, attestent de la vitalité de cette tendance sociétale : le Bon Coin, Super Marmite, Comment ça marche...

Les nouveaux métiers de la « débrouille »

Avoir « deux boulots » devient moins inhabituel (cela peut paraître surprenant en temps de crise et de chômage). Par exemple : un cuisinier travaillant à temps partiel ou en intérim dans un restaurant, peut, en allant sur Super Marmite, cuisiner pour une soirée de cinquante personnes. Ou encore, on peut exercer un métier et aller vendre sur Internet des photos que l'on a faites soi-même. L'on a évoqué par ailleurs les **petits métiers contributifs de l'Internet**, et la figure de l'amateur, lui-même très lié aux différentes formes de contribution, parfois monnayées, qui se développent dans tous les sens.

Autre indication d'une débrouille qui progresse en parallèle de la crise : d'anciennes pratiques, modernisées et revisitées, deviennent de nouveaux métiers. **Le glanage**, par exemple, consiste à récupérer des objets périmés ou abandonnés, à les remettre en état, voire à les transformer, et à les revendre en ligne.

On pourrait citer d'autres activités, tout aussi « débrouillardes », et certainement plus illégales.

Le « re-commerce »

Ce néologisme marketing désigne les nouvelles formes de commerce et de consommation qui se pratiquent en ligne. **Dans le contexte actuel de crise, l'échange est devenu une nouvelle forme de consommation.** Tout devient matière à échange et à revente sur les nouvelles plate-formes sociales : du matériel électronique, aux vêtements, voire aux « bons plans » que l'on échange, en passant par l'usage d'appartements pour les vacances.

Certains sites comme Troc Maison, se sont ainsi spécialisés dans l'échange d'appartements ou de maisons. Légèrement différent : si l'on a besoin d'un revenu de dépannage, l'on peut aller sur Airbnb, plateforme de location d'appartements de particuliers, et proposer son appartement à louer pour une semaine, quitte à aller habiter chez des amis.

Phénomène intéressant, les « **troc parties** » se multiplient. Ces rendez-vous, où l'on y échange tout sauf de l'argent, peuvent se dérouler dans des lieux très variés (appartements, cafés, parcs, péniches). Ils sont recensés par certains sites dédiés comme « Chacun sa tribu » ou « Bon Plan Party ».

.....
 : **La nouvelle économie**
 : **du troc semble devenir**
 : **et constituer, un mode**
 : **de vie, presque à**
 : **part entière, pour les**
 : **nouvelles générations**
 : **de la débrouille**

Pour le public jeune, le troc de vêtements constitue un excellent moyen de renouveler sa garde-robe via le « *inde dressing* ». Les habits peu portés sont ainsi remis en circuit. Ou encore, faute de preneurs, redistribués à des associations caritatives.

D'une manière plus générale, la nouvelle économie du troc semble devenir et constituer, un mode de vie, presque à part entière, pour les nouvelles générations de la débrouille.

Le nouveau tourisme collaboratif

Le tourisme collaboratif offre la possibilité d'être hébergé, voire promené gratuitement dans la ville visitée. Ce nouveau mode touristique sous-tend une nouvelle économie du voyage : collaborative, non-marchande, fondée sur l'échange de services. Le principe est de voyager « malin ». L'enjeu principal reste cependant culturel : pouvoir « faire de vraies rencontres », vivre de vraies expériences. S'y exprime une philosophie revisitée du « tourisme de masse ».

Le « *Couchsurfing* » illustre parfaitement cette nouvelle culture du voyage. Le premier site communautaire de « *couchsurfing* » a été créé par un étudiant

de Boston, qui souhaitait établir des contacts lors d'un voyage. En quelques années, le succès s'est amplifié. En 2011, le site enregistrait vingt mille nouveaux adhérents par semaine. En 2012, il compte cinq millions d'adhérents répartis dans plus de 90 000 villes dans le monde. L'hébergement est rigoureusement gratuit. Toute transaction d'argent est sanctionnée par une exclusion.

Dans le même esprit, les « *Greeters* » sont des bénévoles qui accueillent le touriste et lui font découvrir de manière désintéressée les lieux où ils vivent. À Paris, ils sont environ trois cents.

Le troc de services

En période de crise, les **réseaux communautaires d'entraide, ou systèmes d'échanges locaux (SEL)** ont tendance à se développer. En Grèce, ils ont largement essaimé en quelques années. Leur mode de fonctionnement est non monétaire et non marchand. Il reproduit une **logique sociale ancienne : celle du don et du contre don.**

Le principe est d'échanger du temps, des services à l'intérieur d'une communauté d'échange pouvant être élargie aux entreprises.

À Barcelone, la « *Banco di Tempo* » permet à ses membres d'échanger des services quotidiens divers (de la cuisine à la plomberie). L'échange concerne également les petits luxes et plaisirs auxquels on n'a plus accès (cours de musique, de danse).

Au Japon, les réseaux d'entraide participent activement à aider les personnes âgées et dépendantes. Les heures sont comptabilisées en crédit temps électronique, dont on pourra bénéficier plus tard soi-même, ou un membre de sa famille.

En France, à travers les cinq cents « Systèmes d'Echanges Locaux » (SEL), des bourses locales d'échange se sont constituées. **Certains réseaux autogérés ou RER (réseaux d'échanges réciproques), portent sur l'échange de savoir : jardinage, danse, langues étrangères.**

Bien que fonctionnant à une échelle encore réduite, le système semble être amené à se développer. L'unité d'échange est le temps disponible. L'on peut profiter de biens, de savoirs, de services, en échange de sa disponibilité de temps. Le principe consiste à échanger du temps bénévole contre des services qui peuvent être proposés par d'autres personnes ou même, dans certains cas, par des collectivités territoriales. Le « sol temps » est utilisé par certaines municipalités, notamment auprès du public jeune. La possibilité d'accéder aux équipements culturels et sportifs de la ville ou d'être invité à des spectacles, peut ainsi s'échanger contre du temps consacré à accompagner les petits enfants à l'école.

Dans un genre un peu différent, l'association Siel Bleu, dispense des cours d'activité physique médicalisée (gym Alzheimer, gym prévention, travail

d'équilibre) à des personnes âgées. Le slogan de l'association étant : « Donnons de la vie aux années ».

L'intérêt de ce système d'échange est de favoriser une micro économie de la solidarité. Il offre la possibilité, notamment aux personnes âgées, de bénéficier d'une forme d'entraide.

Par ailleurs, dans un contexte de crise, il peut permettre à des gens disposant de temps, davantage que d'argent, d'accéder à une forme d'économie de base.

On peut voir une tendance d'avenir, dans ces échanges solidaires et non-marchands, notamment dans la mesure où le nombre de personnes vieillissantes ou vivant isolées, augmente régulièrement dans nos sociétés.

Tiers secteur et Économie du don

Selon Jean-Louis Laville « l'économie ne devrait pas être fondée uniquement sur le couple Etat-marché, mais donner toute sa place à un troisième pôle, non monétaire ». En effet, une meilleure représentation de l'économie réelle passe par la prise en compte des trois pôles qui la composent, dont le « Tiers Secteur », souvent oublié. Ce dernier est identifié par l'INSEE comme un troisième type d'économie, à but non lucratif, regroupant les coopératives, mutuelles, associations et fondations.

Plus téméraire encore, le terme d'économie du don (comprenant l'open source) devient une réalité illustrée par des exemples très concrets : « Wikipédia a détrôné Britanica (trente fois moins volumineuse) grâce à la contribution gratuite de milliers de chercheurs [...] ». Elle est coopérative et latérale et est essentiellement fondée sur des qualités telles que la confiance et l'ouverture. C'est donc « une économie à 'polarité féminine' ». Enfin, réintégrer les échanges non monétaires dans l'Économie permettrait de la rendre plus fidèle à ce qu'elle est réellement, à savoir une économie plurielle. Quelques chiffres : En France l'aide aux plus démunis représente environ 39% des dons, illustrant le fait que les Français accorderaient « la priorité en matière de dons aux problèmes 'structurels' de la société (pauvreté, maladies), reléguant à un deuxième plan l'aide aux victimes des catastrophes naturelles, 'exceptionnelles' par définition ». Cependant, ces chiffres ne font encore là qu'état des dons de nature monétaire...

Elsa ROUTIER, Mission Prospective

Sources : Article « Vers l'économie du don », Les Echos, Mars 2012 ; site internet de l'INSEE ; article « Pour une économie plurielle » de Jean-Louis Laville, Alternatives Economiques, Mai 1998 et enquête « En matière de don, les Français privilégient l'aide aux plus démunis », Ipsos / France Soir, 2010

Les symptômes d'un mode de vie sobre

Certains comportements que l'on peut qualifier de post-consuméristes ou décroissants, commencent à faire partie des habitudes de vie, parmi les générations les plus jeunes.

L'usage est préféré à la possession, la location à l'achat, la multi-propriété à la propriété.

Une question classique que l'on peut se poser toutefois à propos de ces nouveaux comportements de la jeunesse tient à la durabilité de ces comportements. En d'autres termes, est-ce un effet d'âge, c'est-à-dire un comportement transitoire, lié à une période économique plus difficile ? Ou est-ce un effet de génération,

c'est-à-dire, une nouvelle sensibilité de consommation, particulière à une génération, et à ce titre durable ?

.....
: *L'usage est préféré à la*
: *possession, la location* :
: *à l'achat, la multi-* :
: *propriété à la propriété* :
.....

Différents indices semblent indiquer que la tendance « Owner Less » (ne pas être propriétaire), ainsi qu'elle est dénommée, participe d'un nouvel air du temps, et notamment concernant une consommation

courante (l'habitat restant un domaine à part pour les Français).

Différentes enquêtes d'opinion réalisées en 2009, à un moment certes particulier de crise, montrent qu'une proportion large et croissante de Français (71 %) estimaient que la possession était moins importante que l'usage.

Toutefois, d'autres attitudes sont intéressantes à observer, car elles paraissent indiquer une évolution significative des attitudes de consommation. Certaines sont plus anciennes et plus connues comme l'attitude « No Logo ». D'autres sont plus récentes comme l'achat systématique d'occasion qui devient presque un marché économique en soi.

Par ailleurs, des pratiques plus radicales et militantes de dé-consommation, participant de mouvances marginales ont émergé ces dernières années. La philosophie anti-gaspillage ou « *Freeganism* » (en français : grativoirisme), concernait à l'origine un noyau dur de militants. Elle tend à se diffuser sous des formes diluées et plus douces vers un plus large public. En ce sens, elle est intéressante à examiner à titre de signal faible.

La sensibilité « No Logo »

Cette attitude de **rejet des marques et de la publicité**, datant de la fin des années

1990, est inspirée du Manifeste culturel à succès de Naomi Klein. Au-delà d'un rejet militant de l'hyper consommation ostentatoire, la sensibilité « No Logo » est proche des modalités de la consommation durable (commerce de proximité, produits bio-dégradables, recyclage). Elle en constituait le signe annonciateur.

Donner une seconde vie aux objets

L'Internet mobile, ainsi que le nombre important de sites dédiés, ont facilité et banalisé le phénomène. La crise l'a accéléré depuis 2008, en Europe, et plus particulièrement en France, pour des raisons historiques. Emmaüs a été précurseur dans la collecte d'objets réutilisés, et son existence remonte à plus d'un demi siècle.

Les motivations de réutilisation et de recyclage de l'objet sont mélangées. Une rationalité économique, retrouvée en temps de crise, cohabite avec une motivation écologique et citoyenne montante. Nous évoquons par ailleurs l'initiative de la marque de plein air Patagonia qui a inventé un marché en ligne de l'objet recyclé.

D'une manière générale, l'incertitude économique en période de crise, favorise la consommation engagée et la prise de conscience citoyenne. Consommer moins ou mieux devient une préoccupation plus immédiate.

Depuis 2011, les différentes enquêtes de consommation mettent en évidence une très large prise de conscience du fait que les comportements de consommation ont une incidence forte et directe, non seulement au plan environnemental, mais également social. De ce fait, les critères de consommation engagée sont plus présents : l'origine nationale ou locale « **made in France** », ainsi que le mode de fabrication ou de distribution, sont davantage considérés. **D'une manière générale, la recherche de produits locaux et de proximité s'est fortement développée à partir de 2009. La première raison invoquée est la préservation de l'emploi**, (même si la composante prix reste prépondérante dans la réalité du comportement d'achat).

À cet égard, l'exemple du Japon est instructif. Le pays a vécu, avant les autres pays, une période de récession économique. Lors de sa période de prospérité, le Japon avait la réputation d'être la « société du jetable ». Cette époque a cessé depuis la fin des années 1990. Les valeurs ancestrales de sobriété et de simplicité ont fait leur retour. Et avec elles, la notion d'objet durable. On s'est mis à réparer, recycler, réutiliser, créer une seconde vie à l'objet.

L'attitude locative

L'accès mobile à des services en ligne modifie profondément les habitudes de consommation. L'accès est grandement facilité, à toutes sortes d'objets, de produits ou de services : « quand et où l'on veut ». D'où une logique de l'usage qui tend à progresser au détriment de l'achat propriétaire. Le contexte économique de crise a amplifié le phénomène, car **l'usage présente un coût direct inférieur**.

Des marques comme Rent the Runaway dans le domaine de la mode, ou Avelle, concernant les accessoires vestimentaires, bénéficient d'une forte notoriété auprès des nouvelles générations. Cependant, la liste des objets « accessibles » ne s'arrête pas là. Parfois surprenante par sa variété : du bijou, du matériel de bricolage, au jeu vidéo éducatif, au manuel spécialisé ou à la calculette électronique.

Cette attitude locative (« owner less », en langage marketing), constitue une conduite d'adaptation rationnelle à l'évolution des conditions de vie. Elle **correspond aussi à un nouvel esprit du temps, plus nomade, consistant à conserver sa liberté de choix et d'action, et à ne pas s'engager durablement**.

De fait, d'une part, dans un environnement urbain dense, où l'espace se raréfie et se renchérit, accumuler des objets, apparaît de plus en plus inutile, coûteux, et par ailleurs encombrant. D'autre part, le renouvellement, en même temps que l'obsolescence rapide (et parfois ressentie comme « programmée ») des objets, n'incite pas à l'appropriation.

En ce sens, **la relation à l'objet se modifie progressivement. L'enjeu, pour le jeune public, étant de vivre des expériences nouvelles, variées et riches**. Vivre leur apparaissant plus important que posséder.

L'attitude locative, quelles qu'en soient les motivations réelles, apparaît comme une tendance en progrès rapide. En ce sens, elle semble participer d'une attitude de consommation décroissante, en phase avec l'évolution, à la fois économique et culturelle actuelle. Pour mieux s'en convaincre il suffit de parcourir les nouveaux réseaux sociaux de location d'objets.

.....
: **Vivre leur apparaissant** :
: **plus important que** :
: **posséder** :
.....

Les nouveaux réseaux sociaux de l'économie locative

Fondé au printemps 2013, « *Ilokyou* » se veut le premier réseau social de location d'objets et de services entre particuliers « *Sharinplace* » et plus récemment la plateforme. Il propose par ailleurs une application mobile.

La profession de foi qui est affichée par le réseau, à travers ses « convictions » et ses « valeurs communautaires », résonne comme un manifeste générationnel

de « débrouille collaborative ». Ainsi : « Nous sommes nombreux à ressentir une baisse constante et inexorable du pouvoir d'achat, qui semble durable. Pourtant, nous (« les lokers »), refusons cette fatalité. En effet, pourquoi acheter et posséder tout ce dont nous avons besoin ? Combien avons-nous accumulé d'objets dont nous ne nous servons pas tout le temps, ou pas du tout ?

L'usage offre bien plus d'avantages que la propriété. Il optimise le pouvoir d'achat, tout en permettant de consommer plus, de consommer mieux et de manière responsable. La consommation collaborative permet de faire face aux enjeux économiques, mais aussi écologiques et sociaux, auxquels nous sommes désormais tous confrontés. Elle permet d'augmenter le pouvoir d'achat de nos membres. Elle engendre de nouvelles rencontres et c'est une manière de recréer du lien social ».

Tout est dit, ou presque. Édouard Dumortier, cofondateur du réseau social, vient par ailleurs de publier en ligne un livre blanc intitulé : « l'avènement de la consommation collaborative, quel modèle économique en France en 2030 ».

Le « freeganisme »

Connue en français à travers le néologisme « **gratuvorisme** », cette tendance militante est née dans les années 1980 aux États-Unis. Elle repose sur une pratique du **glanage alimentaire** (dite du « *dumpster - diving* », signifiant : plonger dans les containers à déchets). L'enjeu consiste à récupérer des aliments auprès des restaurants et des grandes surfaces, et à consommer essentiellement ce qui est gratuit, dans une optique de **dénonciation du gaspillage alimentaire et de la pollution engendrée**.

Des communautés d'entraide se sont constituées autour de ce mouvement qui revendique une « déconsommation radicale ».

L'influence de ce mouvement de décroissance tend ces dernières années, à se diffuser au-delà de son cercle restreint de militants. Des actions anti-gaspillage se mettent progressivement en place. Notamment en Europe. Le treize octobre 2012, à Paris, l'anglais Tristram Stuart a organisé un banquet gratuit pour 5000 personnes (« Feeding the 5000 »), afin de dénoncer le gaspillage de plus d'un milliard de tonnes d'aliments consommables chaque année. Au menu : un curry géant cuisiné à partir de huit cents kilos de légumes « disqualifiés », destinés à être jetés.

À travers ces actions symboliques, mais spectaculaires, une certaine prise de conscience opère parmi le grand public. Des sites dédiés se créent. Notamment, le site « Zéro Gaspi », qui indique les produits alimentaires proches de leur date de péremption, et, à ce titre, vendus à prix coûtant dans les super-marchés.

À ce stade, l'action décroissante rejoint une forme de débrouille sociale.

CHAPITRE 3

*L'amorce
d'une nouvelle relation
entre économie, nature
et société*



Le regard porté sur l'économie, la consommation, l'entreprise, a beaucoup évolué en quelques années, dans les sociétés occidentales développées. Les facteurs explicatifs en sont multiples : montée du chômage et des inégalités, paupérisation des classes moyennes inférieures, dégradation de l'environnement.

Un nouvel état d'esprit de « décroissance », s'installe progressivement. Les signes se multiplient d'une nouvelle sensibilité du consommateur, qui, d'une part, on l'a vu précédemment, modifie progressivement son rapport à la consommation et à l'objet.

Et d'autre part, attend de l'entreprise, qu'elle fasse preuve d'humanisme et de responsabilité sur le plan social, éthique et environnemental.

La finalité de l'entreprise est remise en question dès lors qu'il apparaît qu'elle se résume à la performance financière et qu'elle appauvrit et détruit à terme l'éco-système naturel, mais également humain et social. On l'a vu, **ce courant de sensibilité définit plus particulièrement la Génération Participation, encore dénommée Génération Généreuse (« Génération G »).**

Par ailleurs, les réseaux sociaux mondialisés donnent un pouvoir d'agir, nouveau et réel, à ces nouvelles classes de consommateurs – citoyens. La réputation planétaire d'une marque ou d'un produit, pouvant se faire ou se défaire plus rapidement que dans les périodes précédentes.

D'autre part, de plus en plus d'institutions et d'entreprises font l'objet de piratage informatique. Dans le rapport Global Trends 2030, établi en 2012 par la CIA, il est prévu que le « hacking » prendra de l'ampleur dans les prochaines années, accompagnant des formes de résistance plus forte et agressive du consommateur et du citoyen. Le groupe Anonymous s'est déjà largement illustré dans ce domaine. Ce collectif anonyme « *d'hactivistes* » (contraction de hacking, piratage et d'activisme) est intervenu régulièrement depuis 2008. Notamment contre de grandes firmes mondiales (Sony) et des banques. Les « soldats », aussi appelés « zombies » procèdent à travers des attaques par déni de service (ou DOS) de plus en plus évoluées et consistant à paralyser le fonctionnement des institutions visées.

La modification des rapports de force entre annonceurs et consommateurs amène de plus en plus de sociétés à intégrer dans leur stratégie économique les sensibilités citoyennes montantes. Les signaux faibles à ce propos se multiplient, et deviennent de fait des signaux forts. Ainsi, un exemple parmi d'autres : GDF Suez a lancé en juin 2011, une campagne de publicité institutionnelle sur Internet et à la télévision, intitulée « Être utile aux Hommes ». L'agence de communication en charge de l'opération, face aux réactions des internautes, a dû démontrer que l'implication de l'entreprise était réelle et ne procédait pas d'un simple effet cosmétique. Sous forme de mini films, elle a présenté douze actions mêlant

les métiers et les engagements sociaux et culturels les plus emblématiques du groupe GDF Suez : engagement dans le développement des énergies alternatives, création d'une entreprise de réinsertion sociale « Sita Rebond » et financement de projets innovants.

En ce sens, un nouvel air du temps semble progressivement se dessiner. **L'on peut voir essayer une inventivité économique et sociale nouvelle, qui s'amplifie dans un contexte de crise. De nouveaux modèles économiques apparaissent en germe, de nouvelles générations d'entrepreneurs montent en puissance. L'idéalisme associatif s'y mêle au pragmatisme économique. L'enjeu premier en est de replacer l'Humain et l'Environnement au centre de la réflexion. De plus en plus d'entreprises, parfois, contraintes et forcées, sont amené à suivre le mouvement, et à communiquer, mais aussi agir, différemment.**

Un nouveau marketing de la bonté

Des attitudes nouvelles apparaissent, par lesquelles l'entreprise cherche à se montrer « généreuse » et veut démontrer son engagement envers de la société. Ce courant est dénommé : « Human Brands », et désigne les nouvelles marques humanistes.

L'enjeu est évidemment de nature marketing : répondre à la pression des médias sociaux, montrer un visage humain et amical et établir une relation de proximité avec le consommateur. L'enjeu est aussi de nature interne : susciter l'adhésion de son personnel.

La nouveauté de cette attitude est qu'elle ne se résume pas à un effet de communication, mais qu'elle repose sur une action réelle dans la vie des gens. On peut voir dans cette tendance, l'expression d'une sensibilité nouvelle, marquant un infléchissement de modèle de société

On a vu par ailleurs que la « **Génération G** » (ou « Généreuse »), était particulièrement emblématique de ce nouvel air du temps plus solidaire et responsable. **De fait, cette génération a été « construite » au fil des crises et des scandales financiers successifs, de la montée des inégalités et du chômage. Par ailleurs, ses comportements sont très imprégnés de la culture du Web : participation, gratuité. Mais aussi : promptitude à réagir et à s'engager, aptitude redoutable à se mobiliser en ligne.**

L'exemple de ouverture à un comportement éthique

La multinationale H&M, numéro deux mondial du prêt-à-porter, illustre bien le parcours, parfois contraint et forcé des grandes firmes multinationales, qui les ramène à un comportement éthique sous la pression des réseaux d'opinion mondialisés.

En 2011, l'association Greenpeace publie un rapport « Dirty Laundry » (Linge sale). Y sont décrits et dénoncés les dommages environnementaux causés par le rejet de produits toxiques.

La Marque est concernée. Des actions nommées « Detox » sont menées dans de nombreux pays : attaques sur Facebook, sur Twitter, pétitions en ligne recueillant des centaines de milliers de signatures (voir Change.org et Avaaz.org), autocollants apposés sur les vitrines des magasins de la marque. Nouvel épisode : en 2012, le groupe est mêlé aux scandales des ateliers clandestins au Bangladesh, au Cambodge, en Chine et notamment à l'incendie de l'usine de Dacca qui a fait plus d'une centaine de morts.

Le réel risque d'écroulement de son chiffre d'affaires a amené H&M à modifier (petit à petit) sa politique dans une direction éthique et environnementale.

En février 2013, la Marque, partant du constat que quatre-vingt-quinze pour cent des vêtements pouvaient être réutilisés et recyclés, a instauré un principe de collecte permanente des textiles usagés. Et ceci, à grande échelle : mille cinq cents points de vente étaient concernés, dans quarante-huit pays. Les habits collectés sont reconvertis en textiles à usage courant, recyclés en isolants phoniques, ou encore revendus en seconde main.

Des « actes de bonté » à l'égard du consommateur

La tendance « RAK » (de l'anglais Random Acts of Kindness, signifiant « actes de bonté aléatoires ») illustre une attitude de l'entreprise consistant à manifester sa proximité et sa sympathie au consommateur. Le but est de parvenir à établir une relation familière, personnelle, par le biais des réseaux sociaux. De fait, de Facebook à Twitter, les gens communiquent de plus en plus sur leur vie privée, sur leurs envies ou leurs humeurs. Les entreprises ont compris, en tout cas certaines, qu'elles disposaient là, d'un excellent outil pour s'informer en temps réel de la « vie du consommateur ».

C'est ainsi que le service de livraison de fleurs Inter Flora, a lancé au Royaume-Uni, une campagne sur les médias sociaux, visant à égayer le quotidien de ceux qui en avaient besoin. Un bouquet de fleur étant offert à celui dont on a repéré sur Twitter qu'il traverse des moments difficiles.

Autre exemple : La compagnie aérienne allemande KLM a lancé une campagne « How Happiness Spreads » (ou comment le bonheur se propage). La personne enregistrée sur un vol, a ainsi la surprise de se voir offrir avant le départ un cadeau d'autant plus approprié et personnalisé que l'équipe KLM s'informe au préalable, via les médias sociaux, de ses goûts et envies. Ainsi, un passager ayant déclaré sur Twitter qu'il regrettait que son voyage à New York le prive de voir un match de son équipe préférée, s'est vu offrir un guide touristique avec tous les bars sportifs de la ville surlignée.

Répondre à une exigence montante de transparence

Être pris en flagrant délit de mensonge est très mal vu sur les médias sociaux. Et surtout, cela se sait très vite, et parfois à l'échelle de la planète. L'entreprise « Flawsome », qui reconnaît ses fautes ou ses erreurs, qui pratique une politique de transparence, est très en vogue aux Etats-Unis. Cette pratique, très inspirée du modèle politique américain, adepte de la « **confession** » **publique**, tend à se développer en France. Elle est fortement appréciée et encouragée par les médias sociaux et les nouvelles générations (qui elles-mêmes ignorent parfois ce que rester discret à propos de sa vie privée, veut dire).

L'entreprise, à l'image de l'individu, se revendique donc humaine et faillible.

En juillet 2011, la chaîne de pizzeria américaine Domino's, a lancé une campagne de promotion à New York. L'opération consistait à diffuser pendant un mois, en temps réel, les différents commentaires de ses clients : les bons et les mauvais. Elle avait choisi pour le faire, l'énorme espace publicitaire de Times Square.

La déception du commerce équitable

Les hauts et les bas du commerce équitable depuis quelques années, sont révélateurs de la nouvelle exigence de transparence du public. De fait, le commerce équitable, qui **vise à restituer un maximum de valeur ajoutée au petit producteur défavorisé**, a vu son marché progresser fortement depuis les années 2000. En 2010, plus de la moitié des ménages français déclaraient avoir acheté un produit équitable.

Toutefois, depuis deux ou trois ans, des signes de désintérêt se manifestent, liés à une méfiance grandissante. Le manque de transparence dans les pratiques étant de plus en plus régulièrement mis en cause par les réseaux sociaux. D'autant que le label « commerce équitable » ne bénéficie pas d'une certification des autorités publiques.

Une nouvelle forme de gouvernance privée

Le « **Branded Government** », ou gouvernement par la marque, est une tendance montante, qui s'inscrit dans le courant décentralisateur de la « Big Society ». Le principe, consiste pour un annonceur ou une entreprise, à intervenir dans le domaine social ou écologique, à côté, ou à la place des acteurs politiques traditionnels. L'enjeu est marketing, le but étant de développer une image écologique et responsable.

La tendance est de plus en plus répandue dans les différentes régions du globe, aussi bien dans les économies trop pauvres pour répondre aux besoins de la population, que dans les économies riches à fort endettement public. On en trouve de nombreuses illustrations : Le producteur Colombien d'électroménagers Mabe, dans le cadre d'une campagne de publicité pour une machine à laver plus économe en eau, a mis au point un système de don en eau potable pour les villages les plus déshérités du pays. L'opération était retransmise en direct dans les villages concernés.

Le constructeur automobile Nissan a organisé un grand concours en ligne, permettant aux différents pays et régions d'Europe, et à leurs habitants, de manifester leur soutien au développement durable. Nissan s'engageant à développer les infrastructures nécessaires à l'usage du véhicule électrique dans les communes ayant manifesté le plus fort intérêt.

La figure montante du consommateur pauvre et les nouvelles stratégies d'accessibilité

Depuis le début des années 2000, les grandes firmes multinationales ont de plus en plus tendance à intégrer les consommateurs pauvres, situés « en bas de la pyramide urbaine » (d'où le sigle « BOUP ») à leur modèle économique et productif. **Des produits et services spécifiques sont destinés à permettre à ces populations d'accéder aux biens et services essentiels (nutrition, santé, énergie, logement, mobilité)**. À l'origine, cette stratégie était conçue pour les économies et les classes moyennes des pays émergents. Elle tend à se propager dans les sociétés développées, le marché de la pauvreté y progressant. C'est ainsi que de nouveaux produits et services « accessibles », tant dans le domaine de l'alimentation, de la santé que de l'espace habitable réduit, font leur apparition sur les marchés européens.

Dans le domaine automobile, Renault, à travers sa marque Dacia a été un précurseur en matière de véhicules « **low cost** », initialement conçus pour les économies émergentes.

Leur succès sur le marché européen a entraîné d'autres constructeurs, dont très récemment, Volkswagen, dans cette voie. D'autres exemples peuvent être cités :

- ♦ La « révolution du sachet » consistant à recourir à un conditionnement individuel ou à diminuer les contenus des produits, est une stratégie largement adoptée, y compris par les grandes marques (Unilever, Nestlé). L'enjeu n'est pas seulement d'atteindre une population de célibataires en augmentation, mais aussi de répondre à la diminution du pouvoir d'achat d'une fraction grandissante de la population.
- ♦ Dans les grands centres urbains, les solutions de « self stockage » se développent, en lien avec la hausse du foncier et les difficultés pour se loger. Par ailleurs, l'habitat modulable commence à connaître un début de succès (nous en reparlons par ailleurs).

En France, suivant en cela l'exemple de pays de l'Europe du Nord, l'entreprise Kiha a mis au point un procédé permettant de transformer pour un prix modique, des conteneurs maritimes en fin de vie, en habitations. La première résidence à base de conteneurs maritime est sortie récemment de terre, en Gironde.

La vague du marché des « pauvres » et le business « inclusif »

Depuis la crise économique de 2008 les tendances BOUP (Base of the Urban Pyramid) sont vives. Le marché qui y est lié était à l'origine tourné vers les populations du sud (solution low-cost de réfrigération répondant aux besoins des populations à bas revenus en Inde...) ou bien vers les travailleurs modestes d'Europe de l'Est (marché de la Dacia Logan...). En temps de crise, elle s'adresse désormais à une base plus large dont une partie se retrouve également en Europe de l'Ouest, induisant une prise en compte de plus en plus vive de la part des multinationales. À titre d'illustration de ces entreprises dites « inclusives », Jan Zijderveld (Groupe Unilever) déclare que « la pauvreté revient en Europe » et affirme que l'entreprise s'y prépare dès à présent de manière stratégique en s'inspirant notamment des méthodes utilisées par Unilever dans les pays asiatiques en développement : vendre en Europe des produits pour des montants plus faibles et en plus petit conditionnement (posant cependant des incohérences quant aux objectifs environnementaux collectifs affichés).

De telles « initiatives mêlant approches de marché et lutte contre la pauvreté se multiplient, avec de vraies opportunités de création de valeur pour l'entreprise et la société ». On pourra tout de même s'interroger sur la nature des discours liés au « marché des pauvres » : simple adaptation aux contraintes économiques induites par la crise ou coup marketing ?

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : « La pauvreté revient en Europe », Interview de Jan Zijderveld, Financial Times Deutschland et site internet d'Entreprendre pour la cité (IMS)

Le nouveau capitalisme inclusif

La stratégie «*Bottom of The Urban Pyramid*» (abrégiée en BOUP, et que l'on peut traduire par «en bas de la pyramide urbaine») est actuellement en vogue. Elle participe des nouvelles théories de l'économie inclusive. Les principes en sont notamment développés dans le livre : «La fortune en bas de la pyramide» (CK Prahalaad, professeur à l'Université du Michigan).

L'intitulé du livre est déjà explicite en soi. La première phrase, encore plus : «*La fortune commence en bas de la pyramide*».

L'idée peut se résumer de façon simple. Les quatre milliards de pauvres, vivant actuellement avec moins de deux dollars par jour, constituent le prochain grand levier de croissance de l'économie globalisée. En d'autres termes, même si la formule peut paraître cynique, le marché de la pauvreté à de l'avenir. De fait, le segment des «riches» est par définition étroit et limité. Le segment des classes moyennes, certes, se développe dans les économies émergentes. Par contre, il se réduit de manière significative dans les pays développés, (à noter que ce constat correspond à des données d'enquête récentes sur «le grand malaise des classes moyennes», qui sont évoquées plus en détail par ailleurs). Cette évolution semble par ailleurs conduite à se poursuivre, avec la montée régulière du chômage et de la pauvreté dans les sociétés occidentales.

Toutefois, regarder le monde à travers les lunettes de l'économie inclusive, implique de faire évoluer les modèles économiques et les politiques traditionnelles peu efficaces.

L'enjeu étant de réconcilier efficacité économique et utilité sociale. Et par conséquent, de **faire intervenir ensemble, la société civile et l'économie privée.** De vraies opportunités de création de valeur, à la fois pour l'entreprise et la société, se créeront de cette manière. D'où de nouvelles formes d'entrepreneuriat social qui s'inspirent des théories de l'économie inclusive.

Entre modèle d'accessibilité et entrepreneuriat social

La démarche inclusive, située entre un nouveau modèle économique de l'accessibilité et une forme modernisée d'entrepreneuriat social, n'est en ce sens ni simplement philanthropique, ni simplement économique. Elle mêle approche rationnelle de marché et lutte contre la pauvreté.

Par exemple, pour une firme multi-nationale comme Danone, en pointe sur les

innovations technologiques et sociales liées à la malnutrition, les motivations sont multiples : développer de nouveaux marchés, mieux impliquer dans la vie de l'entreprise les nouvelles générations de cadres sensibilisées par la question humanitaire, bénéficier d'une image planétaire d'une « human brand ». D'ailleurs des sociétés « traditionnelles » comme Nestlé ou Coca-Cola commencent, elles aussi, à parler de nutrition médicale, secteur dominé par la société française Nutriset, véritablement pionnière dans le domaine.

Autre exemple de démarche inclusive ambiguë : Procter & Gamble avait conçu une poudre purificatrice d'eau destinée aux pays émergents, et initialement commercialisé à bas prix. L'échec de l'opération a conduit la Marque à repenser sa démarche et à concevoir un programme innovant de distribution gratuite du produit. Avec à la clé, une retombée d'image favorable, à l'échelle planétaire.

De fait, **la sécurité alimentaire, reste un défi majeur dans de nombreux pays, et le sera plus encore dans les vingt prochaines années.** Y répondre implique d'innover au plan des modèles de production et de commercialisation. Certains grands acteurs économiques mondiaux, et notamment les grandes firmes agro alimentaires, estiment que les crises qui s'annoncent, les amèneront à repenser en profondeur leur modèle économique.

En ce sens, le nouvel entrepreneuriat social constitue une espèce de laboratoire du futur, où s'expérimentent de véritables innovations économiques et sociales. De plus en plus d'entreprises s'y impliquent. De ce fait, **l'entrepreneuriat social, en même temps qu'il connaît un réel essor, un peu partout dans le monde, se professionnalise de plus en plus.**

En France, l'entrepreneuriat social, relativement marginal jusqu'à une période récente, commence à devenir un élément important de stratégie pour certaines entreprises. Un climat d'émulation se crée ainsi. En juillet 2012, Renault a officiellement lancé un programme d'entrepreneuriat social intitulé « Mobiliz », avec l'objectif de faciliter la mobilité des personnes en insertion professionnelle précaire. Les sociétés Carrefour et Sodexo (connue à travers les chèques restaurant), se sont engagées avec les Restaurants du cœur.

En conséquence, la question qui se pose à propos de l'implication de plus en plus grande des entreprises dans l'entrepreneuriat social, n'est pas tant celle de sa nature profonde (même si on parle parfois de « **social washing** »), que de sa portée à long terme. De fait, on peut y voir l'indice d'une nouvelle relation à venir entre l'entreprise et la société civile. De plus en plus d'entreprises perçoivent qu'elles ne peuvent plus se satisfaire d'une maximisation de la performance et du profit, au risque sinon, de détruire l'écosystème social dans lequel elles vivent. D'autant **qu'elles ont besoin pour innover de la « capacité » de la société civile**

et qu'elles sont confrontées à une pression grandissante des réseaux sociaux et des « consommateurs » planétaires.

Un réseau d'innovation sociale où « chacun est acteur du changement »

Ashoka est un réseau d'innovation sociale, apolitique et sans but lucratif, fondé en 1980 en Inde, par un ancien consultant de McKinsey, Bill Drayton. Le nom de l'association fait référence à Ashoka le Grand, monarque indien converti au Bouddhisme dont le règne évoque un âge d'or.

.....
: *L'intelligence et l'action* :
: *collective étant un mode* :
: *plus efficace dans un* :
: *monde complexe*

L'organisation, aujourd'hui présente sur tous les continents et dans soixante-dix pays, a institué un réseau d'innovation collaborative, ouvert tant aux associations et aux acteurs émanant de la société civile, qu'aux firmes de haute technologie. Le principe de mixité systématique repose sur l'idée que le savoir expert aujourd'hui est partout dans la société,

et que de ce fait, chacun peut être un « change maker », un acteur du changement. L'intelligence et l'action collective étant un mode plus efficace dans un monde complexe.

Un réseau collaboratif ouvert est ainsi constitué autour de porteurs de projets innovants. Il a pour fonction : d'une part, de repérer les innovations sociales et les innovateurs, partout sur la planète. D'autre part, de faire en sorte que les projets aboutissent.

L'organisation, dans son double rôle de vigie mondiale de l'innovation sociale, et de laboratoire d'incubateur du futur, a démontré son efficacité à travers de nombreux projets innovants, notamment dans les pays du Sud. L'Inde compte ainsi plus de quatre cents porteurs de projets sélectionnés, ou « fellows » (que l'on peut traduire par camarade, terme évocateur), sur un total de plus de trois mille dans le monde. À titre d'exemple, au Mexique, un système de micro-irrigation a permis d'augmenter significativement les rendements agricoles et les revenus des agriculteurs.

L'association, dont le règlement interdit tout financement public, est soutenue, notamment aux États Unis, à travers les fondations créées par les nouvelles grandes fortunes (allant de Bill Gates à Sergey Brin, fondateur de Google, ou encore Pierre Omidyar, fondateur de E Bay).

Dans les différents pays dans lesquels l'association a établi une antenne (dont

la France, depuis 2006), l'infrastructure collaborative repose sur un réseau de mentors – mécènes, composé d'entreprises partenaires, de cadres supérieurs, de clubs d'investisseurs.

Une aide immatérielle est également apportée sous forme de mécénat en compétence.

Dans ce système d'intelligence collaborative, chacun trouve son intérêt. L'entrepreneuriat social devient plus professionnel et performant. **Les entreprises voient dans les réseaux sociaux, des «business angels» à la manière anglo-saxonne. Ils peuvent ainsi y puiser les idées innovantes, y trouver les futurs innovateurs, qui leur permettront de développer de nouveaux marchés.**

En France, des partenariats récents ont été créés, notamment avec l'entreprise Accenture, cabinet de conseil en management, de manière à financer des projets socialement innovants dans le domaine du recrutement et de l'insertion professionnelle.

Un air du temps solidaire

Depuis les années 2000, le don entre particuliers s'est fortement développé dans la plupart des pays du monde. Aux États-Unis, les «really free market» sont des espèces de vides-greniers gratuits en plein air, de même que les «**gratiférias**» en Argentine.

L'Allemagne a développé les «**magasins pour rien**» (ou Umsonstladen). L'Alsace a récemment emboîté le pas.

Le réseau FreeCycle, créé dans les années 2000, regroupe à l'heure actuelle dix-neuf millions d'adhérents, répartis dans soixante-dix pays, qui font des collectes d'objets dans leur ville et les offrent aux personnes nécessiteuses. Ils décident eux-même qui en a le plus besoin.

«Les Points solidaires» est une application mobile toute récente, qui a pour fonction de recenser «toutes les adresses inconnues qui participent de l'économie solidaire» ainsi que l'explique Laure Drevillon, jeune créatrice du concept.

L'application est géolocalisée, et constitue en quelque sorte la boussole du consommateur engagé, indiquant les commerces de produits locaux et responsables, les points de collecte de vêtements usagés ou d'objets à recycler.

Dans un genre différent, mais tout aussi symptomatique d'un air du temps généreux, la pratique, née aux États-Unis, du «**bookcrossing**» consiste à laisser des livres dans des endroits publics en précisant qu'ils sont là pour circuler de main en main.

Fait révélateur, cette nouvelle économie du don préfère se pratiquer en relation directe, de particuliers à particuliers, plutôt que de passer par les

intermédiaires institutionnels traditionnels que sont les œuvres caritatives. Certes, les nouvelles technologies facilitent le lien direct et instantané. On peut voir toutefois dans ces nouvelles pratiques personnalisées, le signe d'une méfiance grandissante à l'égard de toute instance représentative.

Focus sur l'entrepreneuriat social

«L'entrepreneuriat social consiste à créer une activité économique viable pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux (accès aux soins, aux énergies, au logement, gâchis à grande échelle, chômage de longue durée, circuits courts, bio, croissance verte, etc.)» affirme le Mouvement des Entrepreneurs Sociaux. Le terme d'«entrepreneur social» a quant à lui été démocratisé par Bill Drayton (fondateur d'Ashoka) dans les années 1980. Il exprime surtout un état d'esprit et recouvre des statuts variés telles que l'association ou la mutuelle.

L'organisation internationale Ashoka soutient les entrepreneurs sociaux les plus innovants, «misant sur l'effet d'entraînement que peuvent représenter [...] pour l'ensemble de la société, des activités capables de 'changer le système'» dominant.

Elsa ROUTHIER, *Mission Prospective*

Sources : Site internet du Mouvement des Entrepreneurs Sociaux et d'Ashoka

L'émergence d'une pensée économique alternative

L'intelligence collective, qui circule de plus en plus vite autour de la planète, aussi bien au Sud qu'au Nord, par technologies numériques interposées, favorise une inventivité économique et sociale qui s'amplifie en temps de crise. Une nouvelle pensée semble émerger. On en trouve, dans la société civile, des porte-paroles de plus en plus nombreux, dénonçant «l'insoutenabilité», écologique, sociale, et plus récemment financière, du modèle de développement dominant.

Ainsi, le collectif Roosevelt 2012, a réuni autour de l'économiste Pierre Laroutourou, de Michel Rocard et d'Edgar Morin, près de quatre-vingt mille Français favorables à une «politique publique du mieux être». Autre exemple : Le Forum économique de Davos, peu soupçonné de déviance économique, a inscrit à son programme 2012, la réflexion sur de «nouveaux modèles économiques».

La vitalité actuelle d'une pensée économique alternative s'atteste à de nombreux autres signes. Notamment à travers le nombre étonnant de concepts et de mots nouveaux qui s'inventent régulièrement depuis quelques années. L'on parlait d'économie verte, **l'on parle maintenant d'économie « positive », « inclusive », « circulaire ».** **Et plus récemment encore, d'économie bleue.**

Dans ce foisonnement planétaire d'idées qui cherchent à « penser autrement » le rapport entre l'Homme, la Nature, la Technique et la Société, l'on peut deviner les germes d'un nouveau paradigme de société, différent de celui qui s'est constitué au 19e siècle avec la Révolution industrielle.

Le mouvement vers une économie positive

Le concept d'économie positive est dû à Maximilien Rouer auteur du livre « Réparer la planète, la révolution de l'économie positive »*, et par ailleurs, fondateur de BeCitizen, un cabinet de conseil dédié à l'innovation dans le domaine des technologies positives.

Un mouvement de pensée se déploie actuellement en France autour de ce concept qui vise à définir un mode de croissance à la fois humaniste et écologiquement viable, et qui suscite cependant des débats quant à son réalisme dans un contexte de concurrence économique mondialisée.

En 2012, un premier forum de l'économie positive s'est tenu au Havre, rassemblant plus de mille participants. Une seconde édition de ce forum s'est tenue en septembre 2013.

Par ailleurs, Jacques Attali a publié dans le journal Le Monde (11 février 2013) un manifeste pour une économie positive. S'exprimant ainsi : « notre modèle semble avoir atteint ses limites. Les crises s'enchaînent, inextricablement liées : de crise financière en crise économique, de crise sociale en crise environnementale. De crise politique en crise philosophique et morale ».

L'économie pensée de façon circulaire

Le principe C2C (abréviation de l'anglais « Cradle to Cradle », signifie « du berceau au berceau ») et définit un mode circulaire de conception de l'objet. L'application d'un principe d'éco-conception à l'ensemble de la chaîne productive, opère de deux manières :

- ◆ Les matériaux sont dès l'origine prévus pour retourner dans le cycle naturel. Par exemple les déchets alimentaires sont réutilisés pour produire du biogaz ou des engrais biologiques.

- ◆ Les produits manufacturés sont conçus pour être reconditionnés et recyclés en fin de vie, de manière à être réutilisés et pouvoir vivre ainsi plusieurs vies.

L'enjeu de ce modèle économique circulaire n'est pas tant de produire moins que de produire de façon plus durable. Et ceci en prévision d'un monde qui, à horizon 2040, comptera trois milliards de consommateurs supplémentaires dans un contexte de raréfaction des ressources énergétiques et naturelles.

Moins consommateur de matière première, le modèle circulaire présente en outre l'avantage de générer des activités de reconditionnement peu ou pas délocalisables.

Quatre-vingt-deux milliards de tonnes de matières sous forme d'objets devraient être injectés dans l'économie mondiale en 2020, contre soixante-cinq milliards en 2010. Par ailleurs, **la Chine a inscrit la transition vers une économie circulaire dans ses deux derniers plans quinquennaux.**

La Fondation Ellen Macarthur, fondée par l'ancienne navigatrice, est à l'origine d'un rapport publié au Forum Mondial de Davos en 2012 qui démontre que **les entreprises européennes pourraient économiser des centaines de milliards d'euros en augmentant leur taux de collecte et de réemploi.** Et aussi en réfléchissant en amont sur la conception du produit, sans que cela entraîne des modifications majeures de leur processus productif.

La Fondation a par ailleurs contribué à la mise en place de programmes de formation à l'économie circulaire pour les 14-19 ans. En Grande-Bretagne la moitié des collèges – lycées seront concernés en 2013.

Actuellement, différentes directives européennes et réglementations nationales sont en préparation, consistant à renforcer l'information du consommateur sur le recyclage et le réemploi, à faciliter la mise à disposition de pièces détachées.

D'autre part, les débats sur l'obsolescence programmée des produits industriels prenant de l'ampleur, des dispositions sont à l'étude, concernant l'extension de la garantie légale de deux à cinq ans d'ici 2016. Ou encore, consistant à créer un délit d'obsolescence programmée ouvrant à des actions en justice du type « class actions » (ou actions groupées).

QUELQUES ILLUSTRATIONS :

De 2005 à 2012, aux États-Unis, en Allemagne et en Hollande, près d'une cinquantaine d'industriels, pour environ 300 produits manufacturés, ont obtenu la certification C2C (jean, meubles, savon). Aux États-Unis, Michelin facture ses pneus de camion au kilomètre parcouru et les recycle en fin de vie.

En Europe, les deux pays les plus avancés sont l'Allemagne et la Hollande. Ainsi le groupe néerlandais Desso commercialise des moquettes recyclables à l'infini (voir aussi le groupe Interface).

En France, Renault, dans son usine de Choisy-le Roi, démonte, nettoie et reconstruit les moteurs de ses véhicules. Il les re-commercialise avec les mêmes garanties qu'à l'état neuf, mais à des prix beaucoup plus bas.

Avec l'économie circulaire la boucle est bouclée

Selon la fondation Ellen MacArthur, actuellement « la production industrielle et les sociétés qu'elle abreuvent consomment de l'énergie et des marchandises ». Ainsi, elles puisent dans des réserves de ressources finies afin de créer des produits qui finissent majoritairement jetés. Le modèle dépeint ici et qui constitue aujourd'hui notre modèle dominant, est dit linéaire. Il paraîtrait donc qu'il atteigne désormais ses propres limites.

Le modèle circulaire repose, lui, sur une approche « biomimétique » c'est-à-dire qui copie la nature. Ce concept affirme « que nos systèmes devraient fonctionner comme des organismes vivants qui synthétisent des nutriments qui à leur tour nourrissent le cycle » afin de dépasser les limites de durabilité du système linéaire. Aussi les termes de « boucle fermée » ou de « berceau à berceau » sont généralement associés au concept. En outre, la fondation considère l'économie circulaire comme une source d'efficacité et de compétitivité pour les entreprises ; elle estime notamment son potentiel à « 700 milliards de dollars pour le secteur des biens de consommation », sachant que les biens de consommation courante « représentent environ 60 % de la dépense des ménages et absorbent 35 % des apports en matière première dans l'économie »... de quoi impacter le modèle dominant.

En France l'institut de l'économie circulaire a pour ambition le changement profond de notre modèle économique avec pour leitmotiv un travail collectif opéré sur le long terme.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Sources : Site internet Ellen MacArthur Foundation et de l'Institut de l'Economie Circulaire

L'essor des réseaux de recyclage

En France, le premier réseau de recyclage « My Recycle Stuff » a été créé en 2010. Les recycleurs de toute nature peuvent échanger en ligne. L'objectif : « ne pas jeter » (voir aussi le réseau Freecycle).

L'observatoire des tendances Trendwatching observe une tendance montante qu'il a dénommée « **Écocycologie** ». Celle-ci consistant, pour des sociétés et des marques plus nombreuses, à récupérer leurs produits en fin de vie et les recycler. Les produits usagés fournissent, ainsi, la matière première nécessaire à la confection de nouveaux produits.

L'avantage non négligeable de la démarche est de concilier ainsi pratique vertueuse et rentabilité économique. De fait, l'entreprise réduit d'une part ses coûts en matière première et d'autre part, elle minimise ses déchets et leur impact.

QUELQUES ILLUSTRATIONS :

- ◆ La marque de randonnée Patagonia s'est forgée une réputation mondiale à travers son opération « Commons Threads ». Elle propose de reprendre n'importe quels articles en fin de vie, afin de les recycler en nouvelles fibres ou matériaux, destinés à ses nouvelles collections. Dans sa communication institutionnelle, la société affirme avoir récupéré quarante-cinq tonnes de vêtements et en avoir réutilisé trente-quatre tonnes pour ses lignes de produit.
- ◆ De la même façon, la marque Nike, à travers son projet « Reuse A Shoe », collecte et recycle les produits usagés. Les anciennes chaussures sont laminées, séparées, et ensuite transformées en un matériau appelé Nike Grind, utilisé pour produire d'autres produits de la marque. Ou encore pour créer des terrains d'athlétisme, de basket ou de tennis.
- ◆ En France, le Petit Marseillais a initialisé un partenariat avec l'association caritative « TerraCycle ». L'objectif est de collecter les recharges de savon liquide vides auprès des consommateurs, et de les recycler en produits d'usage courant. La collecte repose sur la formation d'équipe de volontaires, ou « brigades ». Des écoles, associations, ou entreprises participent à ce programme. Des boîtes de collecte sont présentes dans les établissements. Dans les écoles, le programme représente un moyen de sensibiliser les enfants (et les parents) au recyclage, tout en leur permettant de récolter des fonds pour l'école.

♦ «Econocom», peu connue du grand public, est une entreprise française qui gère une grande partie du parc équipementier européen. Chaque année, l'entreprise récupère cinq cent mille unités informatiques en Europe, dont la moitié en France. La collecte du matériel s'organise pays par pays pour limiter les flux de transport. Une grande partie des objets récupérés sont réutilisés. Ils sont redistribués à des établissements scolaires ou à des associations caritatives. L'entreprise a contribué à l'opération «Atout Clic» menée par la ville de Besançon. Plus de mille élèves du primaire ont ainsi reçu un ordinateur personnel identique à celui mis à leur disposition dans les écoles.

D'une économie de propriétaires à une économie de locataires

La société numérique facilite une économie fondée sur l'usage. On l'a vu, acheter n'est plus un réflexe parmi les jeunes générations. La crise économique accentue la tendance et oblige les entreprises à repenser leur modèle économique en y intégrant une valeur ajoutée de service.

Selon Hélène Valade (Directeur délégué en charge du développement durable à la Lyonnaise des Eaux), il s'agira à l'avenir : « d'intégrer davantage la valeur d'usage et les services qui y sont associés dans le modèle marchand » (Revue Place Publique, novembre 2012).

On en voit déjà les premières manifestations. En France, le groupe Bouygues apparaît très avancé dans la réflexion sur une offre dépassant la seule prestation immobilière pour inclure des services divers allant jusqu'à la location de voitures électriques. De nombreuses plateformes de partage en ligne se développent également «*Sharinplace*».

Au Japon, la société Sodexo mène des expériences sur l'agrégation d'offres annexes à la restauration collective, notamment au travers de services de détente pour les salariés.

En Allemagne, la machine à laver individuelle tend à laisser la place à des solutions collectives de buanderie dans les immeubles.

L'émergence de « l'économie bleue »

Le concept « d'économie bleue » a été développé en 2010, dans un livre : « l'Économie Bleue », vendu à plus d'un million d'exemplaires dans le monde. Son auteur, Günter Pauli, développe l'idée qu'existe **une troisième voie de développement encore peu explorée, venant après celle de l'économie « rouge » actuelle et celle de l'économie « verte ».**

L'industrie bleue consiste à observer et à imiter la Nature de manière à en transposer à l'échelle industrielle les modes de fonctionnement non polluants et durables. On estime à l'heure actuelle que plus de deux mille technologies pourraient être ainsi empruntées et imitées de la Nature (voir le biomimétisme).

Les nouvelles technologies bleues semblent, de fait, connaître un succès rapide dans le monde. Notamment dans les pays émergents, ou environ deux mille entreprises et cinquante mille emplois ont été créés en quelques années.

Günter Pauli explique ainsi ce succès : « Les pays émergents ont une population plus jeune. Ils n'ont pas d'intérêts économiques en place ou d'inertie à combattre., ils recherchent une forme d'innovation frugale. L'Europe est vieillissante. Elle cherche à préserver ce qu'elle a » (Magazine : We Demain n° 3).

QUELQUES EXEMPLES :

- ◆ La bouteille-scarabée est un récipient qui se remplit d'eau au seul contact de l'air. C'est en observant un scarabée vivant dans le désert de Namibie et connu pour sa capacité à capter l'humidité, qu'une start-up américaine a conçu ce produit. Des nanotechnologies ont permis de reproduire le dos du coléoptère.
- ◆ La « chélation », approche visant à désintoxiquer l'organisme des métaux nocifs, peut-être appliquée à l'industrie. En Belgique, le procédé sert à fabriquer des prothèses médicales. Il fournit en quasi-totalité le marché national, à moindre coût que les prothèses chinoises dominant le marché européen.
- ◆ La termitière constitue un système d'habitation collectif qui maintient une température et une humidité constante grâce à un grand nombre de tunnels régulant la circulation des flux d'air. Le principe, relativement simple, a inspiré la construction du « Eastgate Shopping and Office Center » de la ville d'Harare au Zimbabwe. Le coût de construction en a été diminué, en raison de la suppression des espaces réservés aux tuyaux de ventilation.

- ◆ L'observation des baleines a inspiré Jorge Reynolds, l'un des inventeurs du pacemaker. Il a remarqué que les baleines, pourtant saturées de graisse, ne souffrent jamais de crise cardiaque, grâce à une physiologie particulière, fruit de l'évolution naturelle. Ceci lui a donné l'idée d'améliorer l'efficacité du cœur et des artères à l'aide de nano-tubes de carbone. Le procédé est plus efficace (car demandant moins d'entretien), moins polluant, et moins coûteux que les piles et les batteries actuellement nécessaires. L'inventeur s'est heurté au refus d'investir des firmes industrielles spécialisées, à qui ce système simple ferait perdre beaucoup d'argent. D'où l'idée de créer sa propre société CoroCare, en lançant une souscription de fonds.
- ◆ Les scientifiques ont observé que certaines araignées tropicales tissent une soie beaucoup plus résistante que le titane, matériau très coûteux, utilisé dans les domaines de l'aviation et de la prothèse médicale. La possibilité de produire autrement cette matière, de manière à en diminuer le coût et rendre possible une industrialisation à grande échelle, est actuellement à l'étude au Royaume-Uni. L'idée est d'utiliser cette soie dans le domaine médical. Afin de remplacer des nerfs ou même des os endommagés. Ou encore pour fabriquer des lames de rasoir écologiques.

CHAPITRE 4

*Des forces
de transformation agissant
à l'échelle locale*



La mondialisation économique a fait éclater le principe immémorial d'une organisation économique et sociale fondée sur le territoire et la proximité.

Les forces globales et lointaines du marché et de la monnaie l'emportent sur les logiques et les solidarités locales, ouvrant à des formes nouvelles d'économie et d'agriculture « hors sol » et « hors société ».

Le principe de déterritorialisation du pouvoir économique et financier qui est au cœur de la globalisation crée en retour un fort activisme local.

Les initiatives de terrain foisonnent de toutes parts. Les acteurs civils s'efforcent, à l'échelle micro locale du territoire ou du quartier, de reprendre le contrôle de leur économie, de leur consommation, de leur travail, de leur habitat. Des initiatives se prennent, des solutions s'inventent, parfois avec, et parfois en dehors des acteurs économiques et politiques traditionnels.

La tendance s'étend et se démultiplie à l'échelle de la planète, la plupart du temps à travers des formes minuscules et dispersées d'auto organisation citoyenne.

De nouveaux modes de vie, encore à l'état de germe, s'inventent. Ils sont révélateurs des nouvelles problématiques, économiques, sociales et écologiques, liées au modèle de développement à l'œuvre. En même temps, ils sont annonciateurs des transformations et de résistances à venir.

L'enjeu ici sera de repérer ces émergences significatives, s'agissant de les mettre en lumière dans les différents domaines concernés : consommation, habitat, alimentation, récréation d'un tissu économique et social de proximité, préservation de son milieu naturel.

La préservation du milieu de vie à travers une coopération citoyenne

L'eau et la terre constituent le bien commun indispensable à la préservation du milieu de vie. La dégradation de ces ressources communautaires, ou leur mise sur le marché privé, mettent en péril le milieu de vie et l'auto suffisance alimentaire des populations qui y vivent.

Le manque d'eau est un enjeu majeur, notamment dans certaines régions d'Afrique Subsaharienne, menacées de désertification. Ou encore dans un pays comme l'Inde confronté à une industrialisation rapide, conjuguée à une croissance démographique forte.

L'exemple de l'Inde est particulièrement significatif. Avec la modernisation industrielle, l'ingénierie hydraulique traditionnelle a été abandonnée au profit d'équipements lourds et de barrages modernes, vus comme des symboles de

progrès. En dépit de leur efficacité, ces techniques, parfois peu adaptées au contexte, ont provoqué d'importantes dégradations dans les écosystèmes locaux. De fait, elles prélèvent les ressources hydriques sans les renouveler, aggravant la situation à terme. Il en a résulté, notamment en Inde du Nord, une dégradation importante des éco-systèmes locaux. Le manque chronique d'eau potable a rendu florissant le marché de l'eau embouteillée, aux mains de multinationales étrangères, dont Nestlé et Coca Cola. Effet pervers de ce détournement d'un bien commun devenu marchand : l'eau prélevée dans le sous-sol manque aux cultures locales.

Mobilisations citoyennes autour de l'eau

Bénédicte Manier, dans un ouvrage récemment paru, intitulé: « Un million de révolutions tranquilles » (Éditions Les liens qui libèrent, 2012), cite des exemples de réappropriation civile de l'eau. Elle décrit notamment une action villageoise menée dans l'État indien du Rajasthan particulièrement menacé de désertification. Les eaux de pluies, n'étant plus retenues par un sol érodé par le déboisement, ne rechargent plus les nappes phréatiques. Les surfaces agricoles, en recul constant en raison de l'assèchement, ont entraîné la destruction de l'économie locale fondée sur l'agriculture et l'élevage. D'où l'exode massif, vers les grandes villes, des populations locales ne parvenant plus à assurer leur auto suffisance alimentaire.

Certains villageois se sont souvenus d'une technique d'irrigation locale ancestrale, abandonnée à l'époque de la colonisation anglaise : le « jobad », bassin en terre conçu pour recueillir et laisser s'infiltrer dans le sol l'eau de pluie. Le réseau d'adduction d'eau était autrefois composé de milliers de micro-structures de retenue des eaux de mousson.

La nécessité de disposer d'une main d'œuvre abondante pour réaliser les travaux a amené les populations locales à se mobiliser collectivement, en dépit des réticences des autorités locales. Chacun, hommes et femmes à égalité, apportant sa contribution en fonction des moyens à sa disposition. Fournissant outils, heures de travail, ou argent.

Une forme de gouvernance démocratique de l'eau a été progressivement mise en place. L'ensemble des familles étaient représentées à égalité dans des assemblées de village chargées de gérer et de protéger les écosystèmes locaux. La restauration de l'écosystème et le retour de l'eau ont métamorphosé et rendu sa capacité d'autosuffisance à l'économie locale. Les surfaces arables et les rendements agricoles se sont considérablement développés.

Et que par ailleurs, l'on a privilégié des variétés pauvres en consommation d'eau, traditionnellement cultivées dans ces régions.

L'expérience menée en Inde a largement essaimé, à l'intérieur du pays, et également à l'extérieur. Les villageois se rencontrant sur les marchés locaux, ou voyageant et communiquant d'un pays à l'autre, échangent leur savoir et le perfectionnent progressivement. C'est ainsi qu'une méthode d'irrigation, autrefois utilisée au Sahel, mais oubliée depuis, a été réutilisée : le zai, consistant à piéger l'eau de pluie dans des cavités creusées à cet effet.

.....

.....
: *D'une manière*
: *plus générale, la*
: *réappropriation*
: *citoyenne de l'eau,*
: *revendiquée en tant*
: *que bien commun,*
: *constitue une tendance*
: *observable un peu*
: *partout sur la planète*
:

D'une manière plus générale, **la réappropriation citoyenne de l'eau, revendiquée en tant que bien commun, constitue une tendance observable un peu partout sur la planète.** Les mobilisations civiles autour de l'eau se sont multipliées ces dernières années. Notamment en réaction aux nombreuses privatisations et concessions accordées au secteur privé sous l'égide du libéralisme économique.

En Amérique du Sud, où le particulier est confronté soit à une gestion publique de l'eau inefficace, soit à une gestion privée trop chère,

l'eau est souvent gérée au niveau de micro structures civiles : petites coopératives autogérées au niveau du village, ou même du quartier. Des « Comités de voisinage pour l'eau potable » existent ainsi au Pérou. Le rôle des habitants est de fournir des heures de travail, d'entretenir les infra structures, de réguler l'usage collectif et de préserver les éco-systèmes locaux.

Il est très probable que les prochaines années verront s'amplifier les rapports de force économiques et sociaux, ou encore géopolitiques, autour de l'eau.

Dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, la captation de l'eau constituera un enjeu majeur. L'un des risques est que l'eau devienne une marchandise rare aux mains des compagnies privées.

Selon les instances internationales, le recueil de l'eau de pluie constituera à terme une source d'approvisionnement complémentaire indispensable. D'ailleurs, **la tendance consistant pour les particuliers à s'équiper de collecteurs d'eau de pluie, tend à se propager.** Dans certaines régions du monde, notamment en Chine, Allemagne, Japon, Australie, les incitations publiques se développent. Toutefois, le statut de l'eau pluviale reste flou entre son statut de bien commun ou de bien marchand. La question se pose d'autant plus que de l'eau de pluie embouteillée est déjà en vente en Australie et au Texas.

Plus largement, les diverses formes de réappropriation et de restauration civile de l'eau que l'on peut observer sous des formes différentes, un peu partout sur la planète, apparaissent instructives pour l'avenir. Et ceci de diverses manières :

- ◆ Les initiatives et les mobilisations citoyennes se font souvent à l'écart des acteurs économiques et politiques traditionnels, et parfois contre eux. De fait elles sont souvent vues comme un archaïsme par les élites en place, notamment dans les pays pauvres. Ou encore, dans les sociétés développées, comme une aberration économique, dérogeant à la règle productive et rationnelle du marché.
- ◆ La force de propagation de ces micro-solutions locales est très amplifiée par les réseaux mondiaux de communication. Une sorte d'essaimage planétaire des bonnes pratiques se fait ainsi, à l'origine d'une prise de conscience progressive au niveau des instances internationales. C'est ainsi que l'on s'est aperçu de l'importance des eaux pluviales pour les années à venir et de la nécessité de pouvoir les capter.
- ◆ Le rétablissement du petit cycle de l'eau dans certaines régions du monde, permet de restaurer les éco-systèmes locaux et de retrouver une autosuffisance alimentaire perdue. Par ailleurs, il est souvent associé à une nouvelle forme de gouvernance écologique et citoyenne en vue de préserver le milieu de vie. Cet aspect apparaît essentiel à observer pour le futur. Et ceci dans la mesure où **s'invente et se diffuse progressivement un « autre mode », alternatif, de gestion d'un « bien commun » tel que l'éco-système naturel**, qui s'inscrit en opposition aux logiques économiques dominantes, marchandes et globales, et qui ouvre à un mode d'action local, écologique, participatif tout en réinventant les formes de la démocratie directe.

Des micro-révolutions agraires dans les pays du Sud

L'autosuffisance alimentaire constitue un enjeu vital pour les populations paysannes du Sud, étroitement associée à la préservation des écosystèmes locaux.

De nombreuses régions du monde ont longtemps assuré leur autonomie alimentaire par la production locale de denrées diversifiées. L'agro-industrie mondialisée a détruit cette biodiversité dont vivaient les populations locales. La logique industrielle a imposé des monocultures standardisées et protégées par des brevets. D'où un épuisement des sols, et un mode de culture nécessitant

toujours plus d'eau, d'engrais et de pesticides. En même temps, le libre-échange a permis aux produits importés, souvent subventionnés, de se substituer aux productions paysannes locales.

Les conséquences de ce processus industriel intensif planétaire sont multiples :

- ◆ La raréfaction des terres arables et la nécessité permanente de trouver de nouvelles surfaces à cultiver, est aggravée par une politique spéculative d'achat massif de terres par les multinationales agroalimentaires par certains pays émergents (dont la Chine).
- ◆ Une mise en dépendance des paysanneries locales, d'autant plus absolue que la possibilité de ressemer ses propres récoltes est enlevée au paysan par les multinationales semencières, notamment concernant les plantes génétiquement modifiées (OGM), (La graine étant rendue stérile).
- ◆ La destruction des économies rurales et le développement d'une malnutrition endémique. L'on considère qu'à l'heure actuelle, environ un milliard de paysans souffrent de la faim.

Un modèle agricole collaboratif

Le surendettement paysan est devenu endémique en Inde. L'utilisation des engrais nécessite souvent de recourir à des prêts usuraires. L'endettement, qui se transmet de génération en génération, est la principale cause de vagues de suicides en Inde depuis la fin des années 1990.

Bénédicte Mailet, dans un ouvrage récent, évoqué par ailleurs, cite le cas exemplaire d'une région de l'Andra-Pradesh, en Inde du Nord. Les champs n'étaient plus cultivés, faute de semences que les populations ne pouvaient plus acheter. La majorité de la population vivent de subsides publics ou s'exilant vers les villes.

Des collectifs ruraux se sont organisés pour faire face à cette situation. La réforme agricole, principalement initiée et conduite par les femmes, avait pour objectif de recenser et de remettre en culture l'ensemble des parcelles abandonnées.

Un processus démocratique s'est institué dans les différents villages, de manière à partager les terres en parts égales. Des solidarités villageoises se sont établies pour effectuer les travaux nécessaires. Les variétés locales de semence, mieux adaptées au climat local et nécessitant peu d'eau, ont été rétablies. Quelques jours de pluie suffisant à les faire pousser.

L'originalité de cette réforme agraire réside dans le principe d'une banque biologique de semences regroupant soixante-dix villages, et fonctionnant sur un mode coopératif (voir aussi les réalisations de Vandana Shiva).

Les échanges entre familles se font uniquement en nature, l'usage de l'argent étant proscrit. Les différentes variétés (riz, lentilles, haricots, millet) sont échangées de manière à constituer une réserve biologique diversifiée. **L'enjeu était, à travers la diffusion de semences libres de droit, de reconstituer le patrimoine génétique naturel et la biodiversité locale.**

L'autonomie alimentaire a pu être rétablie rapidement et la malnutrition vaincue. Les surplus, vendus sur les marchés locaux, permettent de dégager des ressources financières.

Par ailleurs, une auto gouvernance civile s'est instituée à travers des assemblées de village (ou « sangam » en hindi), réunissant les femmes de la région et fonctionnant sans distinction de richesse ou de caste. De nombreuses décisions ont ainsi été adoptées : crèches collectives, écoles du soir pour alphabétiser les adultes, actions pour préserver les écosystèmes locaux.

Semences : enjeux et perspectives

De plus en plus d'ONG et de personnalités alertent sur la problématique de la liberté des semences, considérée comme un droit de souveraineté et de sécurité alimentaire mondial.

En 2012, la Fondation France Libertés accueillait l'activiste indienne Vandana Shiva (prix Nobel alternatif 1993) pour l'étape française de sa tournée européenne en faveur de la liberté des semences. Après avoir présenté le Rapport Mondial Citoyen sur la Liberté des Semences, « Seed Freedom », qui est un rapport élaboré par plus de 100 groupes, réseaux et organisations internationales, cette écologiste, écrivaine et féministe indienne a invité la France à se questionner sur les enjeux mondiaux liés aux semences ainsi que sur le rôle des industries semencières. En effet, les semences industrielles sont de plus en plus décriées comme une atteinte à la biodiversité car leur monopole met en péril la diversité génétique, indispensable au maintien de la biodiversité, mais aussi aux droits des agriculteurs puisque les semenciers leur interdisent de semer librement ce qu'ils récoltent ou ce qu'ils échangent. À l'opposé certains considèrent ce système comme le seul étant en capacité de nourrir la population mondiale qui va croissante.

Elsa ROUTIER, *Mission Prospective*

Source : Article « Semences : Vandana Shiva appelle à la désobéissance civile », Novethic, 2012

Le succès de ce modèle agricole coopératif a assuré sa notoriété et sa propagation à d'autres régions du monde. Le principe des banques de semences, notamment, s'est largement répandu (voir Kokopelli). On recense actuellement en Inde plus de soixante-cinq banques préservant plus de cinq mille variétés de plantes nourricières adaptées aux climats du pays. Les graines sont fournies gratuitement aux paysans qui, à leur tour, les diffusent autour d'eux, et constituent des réserves semencières.

Reconstituer un milieu de vie après une catastrophe industrielle

La ville de Détroit aux États Unis, ou « Motor City », ancien emblème de l'industrie automobile américaine et ville-symbole de la classe ouvrière américaine, constitue un cas, bien connu, et particulièrement exemplaire, de désindustrialisation brutale et massive. Illustre **la manière dont un milieu de vie en crise, confronté à une transition économique rapide, développe des capacités de résilience et de réorganisation de son tissu économique et social.** En ce sens, l'on peut y voir une espèce de laboratoire du futur où s'expérimente le basculement d'un modèle économique et social fondé sur l'industrie, à un modèle de décroissance. Des cas similaires s'observent actuellement au Japon, en Corée et en Indonésie.

Les émeutes de Détroit en 1967, les plus sanglantes de l'histoire des États Unis (plus de quarante morts, des centaines de blessés) ont marqué l'accélération d'un déclin économique et démographique amorcé dès les années 1960 avec les premières délocalisations industrielles. La ville, déclarée en faillite en 2011, a perdu en une cinquantaine d'années l'essentiel de sa population. Le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (26,1 %) y est deux fois plus élevé que la moyenne nationale américaine.

L'exode massif de la population blanche a laissé un espace de friche industrielle, peuplé de maisons en ruine que leurs propriétaires n'avaient pas réussi à vendre. N'étaient restés que ceux qui n'avaient pas les moyens de partir et de retrouver un travail ailleurs. La plupart des commerces avaient fermé, faute de clientèle.

Le premier réflexe de beaucoup d'habitants, rappelant la grande crise de 1929, a été de s'approprier sans autorisation, individuellement ou en groupes, les friches industrielles laissées vacantes. Progressivement, la municipalité a accompagné le mouvement. **Le programme « Adopt a lot » (adopter une parcelle de terrain) permettant de cultiver sans titre légal les terrains abandonnés.**

Dans ce paysage dévasté, l'auto-organisation et la coopération citoyenne ont réussi à rétablir progressivement un milieu de vie. L'enjeu était de rétablir une sécurité alimentaire dont une grande partie de la population était privée et d'autre part de **reconstituer un tissu social détruit, et de le rendre suffisamment solide pour prévenir une délinquance généralisée.**

L'enjeu étant de rétablir une sécurité alimentaire dont une grande partie de la population était privée

L'idée d'auto-suffisance alimentaire a constitué le principe de départ d'actions collaboratives inspirées du mouvement international du « **Do It Your self** »: jardins communautaires improvisés, entraide pour l'isolation des maisons, recyclage et réutilisation de l'existant.

Progressivement, une agriculture urbaine, sous la forme de fermes et de jardins partagés, a pu se développer, transformant le paysage de l'ancienne cité industrielle. Des potagers se sont installés le long des parkings désertés. Chacun peut y participer aux travaux de culture, sans y être obligé pour consommer. Le matériel nécessaire était fourni par des associations.

L'agriculture urbaine, même en ne fournissant qu'un faible pourcentage de la nourriture consommée, a contribué à reconstituer une infrastructure économique. On y dénombre aujourd'hui 2000 jardins partagés. Un circuit d'approvisionnement local s'est ainsi reconstitué, les plus pauvres payant avec des tickets d'approvisionnement fournis par l'État.

Le développement d'une économie communautaire de quartier a par ailleurs tissé des liens de convivialité et de solidarité, entraînant une baisse de la criminalité dans des quartiers où seulement un habitant sur quatre dispose d'un emploi. Les fêtes de rue lors des récoltes ont aidé à recréer une vie sociale disparue. Des réseaux coopératifs ont permis de développer des activités culturelles. Les petits commerces ont commencé peu à peu à reflourir : épiceries bios, librairies, bars. Le centre-ville donne même lieu à un (timide) embourgeoisement.

La revue trimestrielle « Long Cours » (n°4, juin 2013), dans un reportage récent, décrit un renouveau actuel de la ville, lié au développement des filières de l'écologie et du numérique.

Le retour d'une micro-agriculture urbaine

L'agriculture vivrière dans la ville, n'est pas une nouveauté, ni même une rareté. On la retrouve dans la plupart des grandes villes du Sud, notamment au Brésil, en Inde, en Afrique. Le phénomène concerne en général les économies pauvres.

Ainsi en Argentine la grande crise des années 2000 a été à l'origine d'un développement de l'auto-production alimentaire.

Depuis quelques années, ce phénomène s'étend aux sociétés riches. **Dans les sociétés nord-américaines et européennes, les jardins et les fermes communautaires se multiplient.**

.....
Un fort regain d'intérêt
se manifeste depuis
quelques années pour le
jardin
.....

Cependant les conditions et les modalités en sont différentes de celles des pays pauvres. Les préoccupations premières sont de nature écologique : **rejet de la « mal-bouffe » industrielle, besoin d'espace vert et de convivialité.**

Un fort regain d'intérêt se manifeste depuis quelques années pour le jardin urbain. En France, le maraîchage urbain remonte à la tradition encore vivace du jardin ouvrier, que l'on voit parfois dans les paysages urbains et périurbains. Aujourd'hui, il a tendance à participer d'un esprit écologique et militant de reconquête des espaces publics. **À Paris intramuros, une soixantaine de jardins partagés ont été ouverts en accord avec la municipalité.**

L'association « Les Mauvaises Herbes » développe à Paris un projet de « potager participatif ». Dans la région Nord-Pas-de-Calais, l'association « Les Ajoncs » a contribué au développement des jardins de quartier, cultivés collectivement. **L'objectif principal est de recréer des convivialités de quartier.**

Le micro-maraîchage urbain semble s'installer dans la ville. L'on peut voir ainsi des espaces cultivés de légumes dans les endroits les plus divers : toits d'immeuble, balcons, parking. En région parisienne, en zone périurbaine, on voit même apparaître des micro-élevages de poulets élevés par des particuliers, dans des poulaillers à monter soi-même. **Faut-il y voir le début d'un réflexe d'auto-suffisance alimentaire ?**

QUELQUES EXEMPLES :

- ◆ Au pied d'un immeuble du XII^{ème} arrondissement à Paris, un collectif de riverains a créé un compost collectif. Les habitants de l'immeuble peuvent déposer leurs déchets dans des bacs spécialement aménagés.
- ◆ Dans le XX^{ème} arrondissement, l'entreprise Upcycle, appliquant une technique issue de l'économie bleue a érigé une champignonnière sur le parking du stade Louis Lumière. Le terreau utilisé est à base de marc de café.

Retrouver une autonomie locale dans le monde global

Retrouver une autonomie locale dans le monde global est au cœur des enjeux et des débats actuels. De fait, l'explosion des transports à l'échelle internationale, qui permet de transporter au plus bas prix, vers les consommateurs, les produits fabriqués dans les pays à faible coût social et environnemental, a modifié en profondeur le rôle et le sens des territoires. Et ceci, dans le sens où la déterritorialisation planétaire des activités ouvre à une forme d'économie délocalisée et, plus précisément, déresponsabilisée au plan local, environnemental et social.

La perspective d'une transition énergétique et écologique de l'économie dans les vingt prochaines années réactualise et rend plus présente la question de l'économie de proximité notamment dans le cadre du mouvement des villes et des territoires en transition. L'enjeu est de repenser globalement, de façon plus proche et plus « humaine », les manières de vivre, de s'alimenter, de se déplacer, d'habiter et de produire à l'échelle du local.

« L'éloge de la lenteur », le rejet d'un modèle performatif dominant

Le « Slow Movement », né aux États-Unis dans les années 1990, connaît un succès durable. On parle régulièrement, depuis de « slow attitude », tendance mondialement connue à travers le livre à succès du journaliste canadien Carl Honoré : « L'Éloge de la lenteur ».

De fait, les initiatives « slow » s'accroissent. En opposition à une culture dominante du « fast » imprégnant l'ensemble de nos modes de vie (allant du « fast food », dans le domaine de l'alimentation, au « speed dating » dans le domaine amoureux), ralentir, au moins symboliquement, le temps constitue une aspiration de plus en plus partagée. « Déconnecter » est le terme en vogue, signifiant bien l'emprise des nouvelles machines sur le quotidien.

À titre d'exemple, au Canada, le « Quit Facebook Day » (une journée sans Facebook) a été institué avec succès. Aux États-Unis, les « Unplug challenges » connaissent une vogue croissante. L'enjeu est de tester sa capacité à rester « 24h sans Internet ».

On peut voir dans ce désir de ralentir sa vie, un signal fort et ceci à double titre :

- ◆ D'une part, il est révélateur d'un rejet grandissant du modèle productiviste qui sous-tend et détermine les modes de vie actuels notamment, de l'impératif de performance, de productivité, de compétitivité inscrit dans le modèle culturel dominant.

Carl Honoré observe à ce propos que nos sociétés ont créé « un tabou très puissant autour de l'idée de lenteur ». Précisant : « le mot lent est devenu péjoratif dans notre culture, il est associé à la non-productivité, voire à la paresse ».

- ◆ D'autre part, il est significatif de la montée en puissance, lente mais réelle, d'une contre culture, d'une recherche d'alternative, à la société de performance.

Le « *Slow Living* » définit les contours d'un quotidien plus respectueux des rythmes naturels, dans les principaux domaines constitutifs de nos modes de vie : la manière de s'alimenter, de s'habiller, de vivre la ville.

.....
: Les signes s'accroissent :
: d'un rejet du modèle :
: performatif dominant :
::

En fait, si l'on regarde un peu plus attentivement, les signes s'accroissent d'un rejet du modèle performatif dominant. En France, une littérature « *slow* » commence à abonder. À titre d'exemple : le livre « d'anti-coaching »

intitulé : « Comment devenir rien et le rester », de la consultante Salomé Van Pelt. L'ouvrage y dénonce le dogme de la performance et du succès. Ou encore, le livre de Tal Ben Shahar : « L'apprentissage de l'imperfection. Ou comment savoir être heureux en dépit de ses échecs ».

Une politique de savoir-vivre lent

Manger, habiter, s'habiller « lent » : la plupart des domaines du quotidien sont concernés.

En 1986, le journaliste italien Carlo Petrini, auteur de : « *Slow Food, Manifeste pour le Goût et la Bio diversité* », a lancé en Italie un mouvement de réhabilitation de l'agriculture de terroir. Le but était de proposer une alternative à l'alimentation « industrielle » et de consommer autrement. Il s'agit de réhabiliter le goût et la qualité naturelle des produits.

Aujourd'hui, le Slow Food est un mouvement international, regroupant plus de cent cinquante pays. Son logo représente un escargot, symbole de lenteur. Les actions en faveur d'une «éco-gastronomie» se sont concrétisées par de nombreux projets internationaux. Notamment, l'Arche du Goût ou Tierra Madre qui sont des réseaux alimentaires communautaires fondés sur l'engagement à produire une alimentation durable, innovante et de qualité.

Les villes lentes constituent un réseau international de villes engagées dans le mouvement du «nouvel urbanisme», en rupture avec l'urbanisme des années 1960, fondé sur les zones résidentielles uniformes et étendues rendant indispensable l'usage de l'automobile.

L'enjeu est de préserver un tissu de proximité à taille humaine et de valoriser le patrimoine historique et culturel local. Dans le même esprit, la «slow architecture» consiste à utiliser des matériaux écologiques et adaptés à la région.

La mode lente ou (*slow wear*) est un concept inventé en 2008 par la consultante Kate Fletcher. Le principe est de refuser la logique de mode actuelle : la «fast fashion», dominée par les grandes marques internationales et fondée sur l'achat d'impulsion et le renouvellement permanent.

Il ne s'agit pas tant de fuir la mode, que de la valoriser et de la vivre différemment. Le vêtement durable (à tous les sens du terme), transformable et recyclable, répondant à des normes éthiques et sociales, est préféré à l'habit qui n'est que peu ou jamais porté.

Des micro-économies de quartier fonctionnant en réseau auto-financé

Dans les sociétés occidentales, les banques sociales ont pour principale vocation de financer l'économie sociale et environnementale. Au Japon, les banques Rokin (ou banques des travailleurs), créées après la guerre pour venir en aide aux populations qui n'avaient plus accès au crédit, constituent un modèle particulier de banque sociale. Elles comptent aujourd'hui plus de dix millions d'adhérents. Leur statut leur impose de se consacrer au «bien être des travailleurs» et de ne pas exercer d'activités spéculatives. Ceci explique qu'elles aient été parmi les rares institutions financières japonaises épargnées par l'éclatement de la bulle immobilière des années 1980.

En Allemagne, la GLS Bank finance de multiples activités sociales et écologiques, allant du jardin d'enfant à la ferme bio. Aux Pays-Bas, la Triodos Bank (la plus importante banque coopérative en Europe) intervient dans le domaine des énergies renouvelables. La NEF en France exerce des activités similaires.

Dans les économies émergentes, des expériences originales de banques communautaires, dédiées au financement des micro-économies locales ou de quartier, sont multipliées depuis les années 1980 et la montée en puissance des politiques économiques néo libérales. Elles constituent un moyen de financement pour des communautés vivant hors des circuits économiques et permettent que l'argent reste dans le quartier. La fuite des ressources locales hors du quartier, faute d'activités ou de commerces, entretient une spirale de la pauvreté.

Des expériences de banques communautaires ont été conduites en Inde, au Brésil, au Venezuela. Bien souvent, ce sont des femmes qui sont à l'origine de ces initiatives.

Au Brésil, le Banco Bem (traduire par banque «qui vous veut du bien») a été créée en 2005 par des femmes sans emploi ayant décidé de faire de la couture et de la broderie et de vendre leurs produits. L'épargne dégagée a été mise au service des favelas environnantes, sous forme de micro financement. Une microéconomie locale (petit artisanat, petits commerces) a pu ainsi se constituer progressivement, regroupant huit communautés de quartier, environ trente mille personnes. Une monnaie locale, le Bem, circule exclusivement dans la communauté.

L'EXEMPLE DE LA BANCO PALMAS AU BRÉSIL

Banco Palmas, la première banque communautaire brésilienne, a été créée en 1998 à Palmeiras, quartier de trente mille habitants situé dans le Nordeste brésilien.

Les premiers habitants, en majorité des pêcheurs, avaient été expulsés pour laisser le champ libre à la construction de complexes touristiques. L'immense favéla qui s'était constituée ne disposait d'aucun équipement sanitaire ou électrique.

Les familles décidèrent de s'organiser dans une logique d'entraide communautaire. L'objectif était de développer le tissu économique du quartier à la manière d'un éco système. Les habitants y étant producteurs, consommateurs et acteurs du changement, tout à la fois.

Pour favoriser un effet d'économie en réseaux, la banque a proposé des actions variées de finance solidaire : microcrédit à bas taux d'intérêt, micro-assurances destinées à protéger l'entrepreneuriat local. Des programmes d'insertion professionnelle, de formation à l'économie solidaire ont été mis en place.

Une monnaie locale complémentaire a été instituée : le «palmas», l'objectif est de faire circuler l'argent au sein de la communauté de manière à y fixer le travail et les revenus locaux.

En septembre 2011, Banco Palmas estimait que l'équivalent de trente mille dollars américains circulait chaque jour dans le quartier et que plus de quatre-vingt-dix pour cent des habitants achetaient sur place plutôt qu'à l'extérieur.

La progression de l'épargne solidaire en temps de crise

En Europe, le financement solidaire a progressé fortement au niveau de ses encours financiers depuis une dizaine d'années. L'explosion du chômage, les difficultés d'accès au crédit d'une partie de la population, en sont les principaux facteurs.

Par ailleurs, les scandales bancaires récents, liés à la crise financière ont suscité la méfiance et le rejet des institutions et favorisé une progression de la finance solidaire. À cet égard, une anecdote est significative : Kristen Christian, citoyenne américaine exaspérée par une hausse malvenue des tarifs bancaires, a lancé sur Facebook, le 5 novembre 2011, un appel à quitter les banques. Dans le mois qui a suivi cette journée baptisée « *Bank Transfer Day* », plus de deux cent mille américains ont ouvert un compte dans les Credit Unions, qui sont des coopératives d'épargne à but non lucratif.

L'essor des communautés autofinancées

Le micro-crédit coopératif est une pratique presque aussi ancienne que le monde. Elle a été mise en œuvre sous des formes différentes, un peu partout sur la planète. On l'appelle « tontine » en Afrique, « susu » au Venezuela (où elle s'apparente à une tombola), « arisan » en Indonésie. Le principe consiste, pour des personnes qui se connaissent (voisins, parents), à constituer **un fond d'épargne commun alloué sous forme de prêt aux participants.**

En Espagne, à l'époque de l'éclatement de la bulle immobilière, un entrepreneur espagnol, Jean-Claude Rodriguez Ferrara, a initié le principe des « communautés autofinancées » (ou CAF), inspirées des mutuelles de solidarité sud américaines. La pratique du micro-crédit y est participative et citoyenne. Elle diffère en cela du micro-crédit fonctionnant sous l'égide d'une banque (à l'instar de la Grameen Bank) de manière à éviter des dérives possibles. Par ailleurs, autre différence, le prêt n'est pas soumis au démarrage d'une activité économique, l'idée étant que les besoins des populations précaires portent en priorité sur les dépenses courantes et les frais imprévus. Très souvent d'ailleurs, ce sont des mères de

familles célibataires, confrontées à des situations d'urgence, qui créent ou fréquentent les groupes de micro-crédit.

Dans les faits, la communauté autofinancée fonctionne sur un principe très simple. Un groupe de dix à trente personnes, parents, amis ou connaissances, effectue une contribution initiale (en règle générale, entre trente et cinquante euros). Sur la base de cette **épargne collective**, chaque membre peut demander un crédit supérieur à sa mise initiale que ce soit pour acheter un appareil électroménager ou pour répondre à une dépense de santé imprévue.

Le principe de fonctionnement veut que tout le monde participe régulièrement à la vie du groupe et à des postes différents (trésorier, caissier, etc.). Et ceci, de façon à créer **un climat de confiance mutuelle indispensable**. Les communautés auto-financées ont rapidement essaimé en Espagne : une cinquantaine à Madrid, et quelques dizaines d'autres dans les différentes villes espagnoles. La création d'un « Facebook des CAF » en 2013 a constitué un levier de démultiplication de l'expérience.

Le phénomène reste cependant relativement confidentiel à l'échelle du pays. Il n'en apparaît pas moins significatif pour le futur. De fait, **le micro-crédit coopératif offre une alternative bancaire pour des populations précaires qui sont de plus en plus nombreuses en Europe**.

La persistance d'un chômage structurel de masse dans les prochaines années pourrait amener l'épargne solidaire à se développer de façon suffisamment forte pour atteindre une masse critique importante. En ce sens, dans la perspective d'une décroissance durable, l'on peut imaginer que des groupes d'autofinancement se constitueront à l'échelle du quartier, du village, de la ville ou encore, entre collectifs de chômeurs, entre mères de familles célibataires ou étudiants sans emploi.

Le retour des monnaies locales

Le philosophe Patrick Viveret a publié un livre « Reconsidérer la richesse » dans lequel il pose une question iconoclaste : pourquoi une communauté ne pourrait-elle pas produire elle-même la monnaie dont elle a besoin ? Cette idée a inspiré un certain nombre d'initiatives originales. À titre d'exemple, **TAOA (abréviation de « There are Other Alternatives »)** est un organisme qui étudie, notamment dans les économies du Sud, plus avancées dans le domaine, les bonnes pratiques internationales au plan des monnaies sociales. Un projet est actuellement à l'étude, d'une monnaie complémentaire dédiée au développement de l'agriculture urbaine à Paris.

L'idée d'une monnaie au périmètre spécifique, destinée à préserver l'activité économique à l'échelle locale, revient régulièrement en temps de crise. Depuis une vingtaine d'années, ces monnaies dites territoriales, communautaires, citoyennes ou sociales, opèrent un retour progressif. L'une des monnaies la plus emblématique est la monnaie créée dans la ville d'Ithaca (État de New York). L'enjeu était de conserver un minimum de flux monétaire, et donc de commerces et d'emplois, au niveau de la ville. Les petits commerces, ne pouvant rivaliser avec la grande distribution, fermaient les uns après les autres.

L'exemple montre que **la première utilité de la monnaie complémentaire est de pouvoir revitaliser une économie de proximité mise à mal par l'économie globale**. De fait, la monnaie locale est une monnaie en principe non convertible et « fondante ». Perdant de sa valeur avec le temps, elle ne peut ni être thésaurisée, ni dépasser le périmètre local.

Une partie de son succès actuel (et sans doute futur) provient de ce qu'elle donne au citoyen la possibilité d'agir concrètement sur son environnement proche. La monnaie territoriale constitue en ce sens une manière participative, directe, de recréer du « patriotisme » à l'échelle du territoire ou du quartier. **L'exemple des favelas brésiliennes montre que la monnaie spécifique solidifie le tissu social de proximité.**

En France, une cinquantaine de monnaies locales circulent actuellement. Deux circuits parallèles de monnaie coexistent :

- ◆ **Les monnaies sociales** émises en partenariat avec des collectivités publiques et des entreprises coopératives. Le SOL (abréviation de solidaire) est une monnaie électronique, créée en 2005, permettant d'acheter dans des réseaux locaux (épiceries bio, commerces équitables, auto partage, chèques petite enfance). Une collectivité ou un comité d'entreprise peuvent distribuer des SOLS à un public ciblé, de manière à favoriser l'accès aux produits issus du commerce de proximité ou de l'agriculture biologique ou encore, pour promouvoir des modes de transports plus écologiques. Certaines municipalités soutiennent ces initiatives. La ville de Toulouse distribue ainsi une partie de son aide sociale en Sols-violette.

- ◆ **Les monnaies citoyennes** sans partenariat public ou privé. Plusieurs dizaines de monnaies aux noms évocateurs (l'abeille, la luciole), sont en projet ou en circulation actuellement.

.....
 : En France, une
 : cinquantaine de
 : monnaies locales
 : circulent actuellement. :
 : Deux circuits parallèles :
 : de monnaie coexistent :
 :

En conséquence, l'on peut imaginer que les monnaies locales connaîtront une pente ascendante dans les années à venir, du fait qu'elles font contrepoids (au moins symboliquement) à la finance globale.

Les nouvelles perspectives de l'économie de proximité

L'économie de proximité, au-delà de l'économie résidentielle (centrée sur la consommation des résidents d'un territoire), se définit comme un **modèle économique construit autour d'une relation en circuit court : ventes en direct, services à la personne, commerce de face-à-face.**

Plus largement, elle désigne des activités en lien direct avec le territoire : valorisation du patrimoine et des savoir-faire locaux, emploi des ressources matérielles et humaines locales. L'artisanat, l'économie sociale et solidaire, et les petites entreprises à ancrage local (TPE), constituent l'essentiel du tissu économique de proximité. **En Europe, ces activités représentent une part importante de l'économie nationale, ce que l'on oublie parfois.**

La relation de proximité, évitant de recourir à un temps de transport long, est bénéfique au développement local. En ce sens, dans la perspective d'une transition énergétique, l'économie de proximité dispose de possibilités d'emplois non négligeables notamment, à travers l'économie écologique et les services à la personne.

L'économie de proximité constitue une perspective d'autant plus favorable que différents signaux se manifestent en sa faveur : attachement plus grand des individus à la qualité de la vie locale ou du quartier, préférence en hausse pour les circuits courts et personnalisés de relation et pour les produits du terroir, initiatives citoyennes plus nombreuses en faveur de la préservation de l'environnement.

Les réseaux alimentaires de proximité

Les réseaux alimentaires de proximité regroupent des collectifs de consommateurs autour d'un agriculteur pratiquant la vente directe. L'achat dans les fermes est une pratique née au Japon dans les années 1960. Dénommée « Teikei » (signifiant partenariat), elle a été initiée par les mères de famille japonaises, inquiètes de la présence de pesticides dans les aliments de leurs enfants. Cette pratique concerne actuellement un foyer japonais sur quatre.

Les différents systèmes d'approvisionnement direct qui existent actuellement,

participent pour l'essentiel d'une forme d'économie solidaire. Ils se caractérisent en général par un **engagement réciproque entre le producteur et le consommateur**.

Aux États-Unis, le «buy local» (ou localism) connaît un succès croissant, fortement porté par les délocalisations économiques de ces dernières années. Dans le domaine alimentaire, de plus en plus d'écoles, de restaurants et de ménages s'approvisionnent directement auprès des producteurs locaux. **L'achat direct est de plus en plus vu comme le moyen à la fois de préserver l'emploi de proximité et une nourriture de qualité**. De fait, l'obésité, phénomène lié à la nourriture industrielle, tend à devenir une cause nationale. Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre d'émissions de télé-réalité consacrées au surpoids. Donnant lieu à des concours-spectacles d'amincissement. À titre d'exemple : «Le grand perdant» (deux cent cinquante mille dollars offerts au gagnant) que l'on peut parfois regarder sur nos chaînes nationales.

Dans les années 2000, les réseaux alimentaires de proximité se sont largement propagés à l'ensemble de l'Europe. En France, ils sont plus connus à travers les **AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne)**, structures dont on oublie parfois le caractère militant à l'origine. Les dimensions éthiques et sociales sont très présentes. Une relation directe et égalitaire est instaurée entre le producteur et l'acheteur.

Le consommateur récupère, en temps et lieux prévus, des produits de saison. Il paie d'avance et s'engage à accepter les aléas de la production afin de partager les risques. Dans l'autre sens, le producteur s'engage à utiliser des méthodes de production respectueuses de l'environnement (agriculture bio ou respectant la charte de l'agriculture paysanne).

Certains sites, comme «La Ruche qui dit oui», aident les consommateurs à se regrouper entre voisins et collègues de travail et à s'approvisionner directement.

QUELQUES EXEMPLES :

- ◆ Le premier Jardin de Cocagne a été créé en 1991, pour répondre à l'exclusion qui touchait les populations rurales ayant perdu leur emploi. Depuis, un réseau national s'est constitué, regroupant une centaine d'exploitations maraîchères biologiques, instituées en associations. L'insertion professionnelle des populations précaires sous forme de chantiers et d'ateliers constitue la principale raison sociale de ces jardins alimentaires. Ainsi, quatre mille personnes sans emploi ont

pu êtres réinsérés sur une quinzaine d'années. Par ailleurs, des tarifs solidaires sont proposés aux familles défavorisées.

- ◆ L'association Al'terre Circuit est basée dans le Nord-Pas de Calais. Au début des années 2000, des agriculteurs, des militants syndicaux ou associatifs, des citoyens, se sont réunis pour réfléchir à une alternative au système de la grande distribution locale. L'objectif était de conserver l'emploi en milieu rural et de maintenir une vie sociale dans les campagnes. L'enjeu était de rémunérer équitablement le travail effectué, en préservant l'environnement. Des tarifs préférentiels sont accordés aux consommateurs précaires, et notamment aux mères de familles isolées. Chaque semaine une commande est effectuée auprès de six producteurs (maraîchers, cultivateurs, jardiniers, éleveurs). Les produits sont récupérés lors d'une permanence assurée à tour de rôle par les membres de l'association.
- ◆ Consommer local devient possible même à Paris. L'association « Marché sur l'eau » dispose d'exploitations agricoles à proximité des canaux fluviaux. Paniers de fruits et légumes produits localement arrivent par bateau dans la Capitale et sont vendus à quai.

D'une manière générale, les circuits alimentaires directs et les jardins alimentaires sont en progression régulière depuis les années 2000, avec une forte accélération depuis 2009.

Signe intéressant : la vente en circuit court est le modèle d'organisation qui a connu la plus forte croissance dans le secteur de la vente en fruits et légumes. L'emploi salarié y a régulièrement progressé depuis dix ans (autour de quatre vingt quinze mille, actuellement).

Le volume absolu de transaction engendré en circuit direct reste relativement faible. Il devrait progresser dans les prochaines années. De fait, **l'insécurité alimentaire liée à la nourriture industrielle constitue une préoccupation croissante dans les sociétés développées. Les faibles traçabilités actuelles des filières alimentaires et les scandales récurrents amplifieront probablement la tendance.** Par ailleurs, le principe de la relation directe est une idée qui séduit un public grandissant. L'on a vu par ailleurs qu'elle participait d'un air du temps défavorable aux intermédiaires institués, quels qu'ils soient.

Les commerces en copropriété citoyenne

Dans certaines régions en déclin économique, la pression exercée par les grandes surfaces conduit les commerces de proximité à fermer. Bien souvent, ceux-ci constituent un centre d'animation de la vie locale. Des coopératives citoyennes se constituent pour continuer à faire vivre ces commerces. En France, dans le Jura, la commune de Poligny (quatre mille habitants) s'est mobilisée pour éviter la fermeture de la librairie locale. L'ouverture d'une souscription a permis aux habitants de devenir actionnaires de la librairie.

L'on voit se multiplier ces initiatives en Europe. Notamment au Royaume-Uni, où de nombreuses zones rurales ne sont plus desservies par les services publics en raison des coupures budgétaires publiques. Ainsi, deux mille trois cent trente-quatre bureaux de postes ont fermé en dix ans. Bien souvent, par effet de domino, certains commerces traditionnels de proximité (épiceries, pubs) sont amenés à disparaître dans la foulée. D'où le nombre croissant de **magasins communautaires**

au Royaume-Uni.

.....

.....
: *Le nombre de*
: *commerces de proximité*
: *rachetés par des*
: *coopératives citoyennes,*
: *a été multiplié par dix*
: *en vingt ans*

De fait, **le nombre de commerces de proximité rachetés par des coopératives citoyennes, a été multiplié par dix en vingt ans** (on en dénombre autour de trois cents en 2013). La Fondation Plumket (appartenant au mouvement britannique d'entreprise coopérative et sociale), leur apporte une aide logistique.

.....

En 2008, les habitants d'un village du Devonshire se sont mobilisés suite à la fermeture du bureau de poste local. L'idée était de créer un magasin

communautaire de produits frais locaux de façon à ne pas être en concurrence directe avec les grandes surfaces. L'ensemble du village a participé à l'édification du magasin : « de la jeune maman au retraité » selon BBC New Entreprise.

L'activité s'est vite révélée profitable, revivifiant par contrecoup le tissu social local.

Un financement solidaire de l'agriculture durable

Un peu partout en Europe, la petite agriculture a du mal à survivre. En France, en dix ans, une exploitation agricole sur quatre a disparu. En Europe, l'on évalue à environ deux cents, le nombre de fermes cessant chaque semaine leur activité. Les raisons en sont multiples : hausse du prix du foncier liée à la spéculation agricole, prix trop bas imposés par la grande distribution, difficulté d'accéder au crédit bancaire.

La tendance concerne notamment les petits agriculteurs biologiques qui ne pratiquent pas l'agriculture industrielle intensive. **Les banques hésitent à accorder des prêts à ces petits producteurs qui, n'utilisant pas de pesticides et d'engrais chimiques, ne garantissent pas de forts rendements et donc pas de fortes rentrées d'argent.**

.....

Les initiatives citoyennes se sont multipliées pour aider à la survie d'une agriculture durable

.....

L'Allemagne est fortement touchée par le phénomène. Dans la région de Fribourg, la moitié des petits agriculteurs locaux ont cessé leur activité en 2011. Dans ce contexte, les initiatives citoyennes se sont multipliées pour aider à la survie d'une agriculture durable.

La gazette de Berlin relate une expérience qui a eu un certain retentissement en Allemagne. En 2006, Christian Hiss, un jeune agriculteur à la recherche de capitaux financiers, monte un projet original de société coopérative, dénommé «Regionalwert AG». Tout citoyen participant pouvait acheter une ou plusieurs actions à partir de sept cents euros.

La particularité de cette expérience coopérative tenait à ce qu'il ne s'agissait pas simplement d'aider un producteur en difficulté, mais de créer un réseau de producteurs régionaux de produits biologiques. Dans cet objectif, la société coopérative devait intervenir sur la totalité du circuit de la valeur ajoutée du produit et d'éviter ainsi la pression exercée sur les prix par la grande distribution. D'où le montage, au niveau régional, d'une chaîne complète de production de valeur : démarrant au niveau de la ferme biologique, passant par une usine de transformation réalisant des paniers paysans (de fruits, légumes, fromages) et, finissant enfin directement dans l'assiette du consommateur via un système de distribution dédié.

De cette manière, un réseau régional de petits producteurs biologiques a pu se constituer dans la région de Fribourg. L'expérience s'est diffusée en Allemagne, dans la mesure où il est apparu que le financement coopératif et solidaire constituait un moyen efficace d'assurer la survie d'une agriculture durable et de protéger les terres agricoles des effets négatifs de la monoculture industrielle.

En France, l'association Terre de Liens, fondée en 2003 sur la base d'un actionariat citoyen, poursuit une démarche similaire. Elle a pour vocation d'aider à l'installation et à la préservation d'une agriculture biologique.

L'enjeu est de faire évoluer le rapport à la propriété foncière à travers un mode d'accès et de gestion, collective et solidaire. Plus largement, il s'agit de contribuer à changer le rapport de la société à l'agriculture et à la nature, et par contrecoup, à l'alimentation.

Des revendications montantes de souveraineté alimentaire

Les vingt dernières années ont vu une érosion très rapide de la diversité des plantes cultivées et une concentration rapide du contrôle des semences par quelques grandes multinationales semencières. **Dans de nombreux pays, les variétés locales traditionnelles ont été abandonnées au profit de semences génétiquement uniformes et à haut rendement. Ainsi le Mexique, qui en est pourtant le berceau historique, a perdu quatre-vingts pour cent de ses variétés traditionnelles de maïs.**

Le principe du droit de propriété intellectuelle appliqué à des organismes vivants génétiquement modifiés constitue un facteur lourd de réduction de la biodiversité. Près de trois quarts du marché mondial des semences (qui sont pourtant le premier maillon de la chaîne alimentaire) appartient actuellement à dix sociétés, la plupart de ces firmes multinationales étant par ailleurs des entreprises pétrochimiques, produisant tout à la fois des semences, des engrais chimiques et des pesticides.

La perte de souveraineté de l'agriculture paysanne sur ses propres semences (et la perte de biodiversité qui en est la conséquence directe), ouvre à des débats de société importants.

La question d'avenir est donc celle du vivant, en tant que bien commun de l'humanité ou marchandise, pouvant faire l'objet de droits de propriété intellectuels à travers les biotechnologies.

.....
: **La perte de souveraineté**
: **de l'agriculture**
: **paysanne sur ses**
: **propres semences ouvre** :
: **à des débats de société** :
: **importants** :
.....

De nombreux États membres de l'Union Européenne ont adopté un système de catalogues. Les variétés végétales sont enregistrées sur la base de critères d'homogénéité et de stabilité. L'enjeu prioritaire pour les variétés végétales est de répondre à un impératif économique de transformation et de distribution industrielle à grande échelle. L'inscription dans un catalogue conditionne la possibilité de vendre la variété sur le marché. Elle constitue de ce fait, une **incitation forte à planter les mêmes semences produisant une même nourriture standardisée. L'agriculture de terroir qui suppose une offre diversifiée, se voit ainsi contredite par la difficulté pour le paysan de conserver des variétés semencières anciennes et originales.**

En ce sens, l'agriculture paysanne est au cœur des luttes pour la préservation de la biodiversité et contre le modèle agricole industriel.

Les associations paysannes défendant les souverainetés alimentaires locales, se sont fortement développées depuis trente ans. L'on peut y déceler le signal de combats futurs. De fait, quelques exemples récents, parmi d'autres, montrent que **la contestation civile s'amplifie** :

- ◆ Le mouvement «*People's Summit*» se fait régulièrement remarquer lors des grandes manifestations internationales. Regroupant plus de deux cents associations, syndicats et organisations humanitaires, ce collectif citoyen revendique la Nature comme un bien commun à l'ensemble de l'humanité, et à ce titre non privatisable. Aux intérêts privés, il oppose la notion de citoyenneté du monde.
- ◆ Une conférence sur la souveraineté alimentaire européenne, réunissant plusieurs centaines d'agriculteurs, s'est déroulée récemment en Autriche, inspirée du Forum Nyeleni sur la souveraineté alimentaire africaine.
- ◆ Le Congrès du Pérou a récemment approuvé un moratoire sur les cultures et les importations d'OGM afin de protéger la biodiversité et la santé publique. En Allemagne, plus de trois cents municipalités se sont déclarées municipalités sans OGM.

Les luttes de défense de l'agriculture paysanne

L'association française **Kokopelli** a été fondée en 1999 pour préserver la biodiversité semencière et potagère, l'objectif étant de rendre accessible à l'agriculture paysanne mondiale des variétés anciennes, et devenues rares, de plantes. L'association dispose d'une collection unique de plus de deux mille deux cents variétés de plantes potagères, céréalières, médicinales, condimentaires. Parmi lesquelles, plus de cinq cents variétés de tomates, trois cents variétés de piments...

L'association mène par ailleurs des actions militantes, consistant à informer le public sur l'activité des lobbies OGM et les abus générés par les semences brevetées.

L'interdiction qui a été faite à l'association de commercialiser ses graines, et les procès qu'elle a eu à subir, ont suscité de nombreuses protestations citoyennes et paysannes.

La Ville de Grigny, dans le Rhône, a organisé en 2012, un «*Colloque sur la Désobéissance*», procédant à cette occasion à des «*semis désobéissants*» et distribuant gratuitement à la population les semences interdites à la vente.

D'autres mouvements, très actifs, de défense de l'agriculture paysanne se sont constitués dans différentes régions. Parmi eux :

- ◆ **La Via Campesina** (la « voie paysanne » en espagnol) est le mouvement le plus représentatif et connu. Il regroupe environ deux cents millions de paysans dans soixante-dix pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique. La population en est très diversifiée : petits et moyens paysans, travailleurs agricoles, femmes rurales, migrants, paysans sans terre. **Le mouvement défend l'accès à la terre, à l'eau et aux semences, en tant que fondement de la dignité humaine.** L'organisation a développé un système de prêt coopératif de semences qui se met progressivement en place sur plusieurs continents. Et notamment aux États Unis, à travers la West County Community Seed Bank en Californie.
- ◆ La Fédération des Crofters écossais regroupe le plus grand nombre de petits paysans du Royaume-Uni. Elle défend une tradition locale ancestrale de culture sur petite parcelle (ou « croft », d'où le nom). Appliquant des standards très stricts de qualité naturelle, de bien être animal et de traçabilité intégrale, elle bénéficie d'une marque protégée.
- ◆ Le Réseau Semences Paysannes a été créé au printemps 2003 en France. Il est constitué d'une soixantaine d'organisations impliquées dans la défense et la promotion de la biodiversité cultivée et des savoir-faire locaux qui y sont associés.

Une agroécologie locale à haut rendement

L'agroécologie est une approche scientifique de l'agriculture orientée vers des pratiques durables. Elle se veut à la fois une alternative au modèle de l'agriculture industrielle et une réponse aux futurs défis alimentaires mondiaux.

De fait, l'industrialisation de l'agriculture semble atteindre ses limites dans le cadre des techniques actuelles. Les rendements productifs agricoles, très élevés durant la Révolution Verte, stagnent ou régressent dans certaines zones géographiques en raison de la dégradation rapide de la fertilité des sols.

Par ailleurs, l'augmentation à venir de la population mondiale nécessitera de produire davantage. **L'enjeu, à l'horizon 2040-2050, sera de parvenir au doublement de la production alimentaire végétale.** D'autant que l'agriculture ne servira pas seulement à nourrir les humains mais également à alimenter un cheptel animal en forte expansion globale. Accessoirement, l'agriculture, à travers les agrocarburants, devra en outre répondre à des besoins et à des

.....
: *En ce sens, le nouveau défi*
: *alimentaire mondial peut se*
: *résumer à travers l'équation*
: *suivante : produire plus et*
: *mieux, et en même temps*
: *polluer moins*
.....

usages non alimentaires. En ce sens, le nouveau défi alimentaire mondial peut se résumer à travers l'équation suivante : produire plus et mieux, et en même temps polluer moins. L'enjeu est d'intensifier les rendements agricoles tout en limitant le recours aux intrants chimiques et aux énergies fossiles dans une perspective de transition énergétique.

L'agroécologie en tant que science de la nature, apporte un certain nombre de réponses. Elle offre la possibilité d'une transition vers une agriculture sans engrais ni pesticides en s'appuyant sur des techniques d'éco-culture à haut rendement. **Elle permet de concilier productivité et respect de l'environnement.** D'où le fait qu'on lui applique le qualificatif de « révolution doublement verte ». Ou encore, « d'agriculture écologiquement intensive ».

Cette discipline relativement récente bénéficie d'une notoriété grandissante. Des études scientifiques, des retours d'expérience, des films documentaires, circulent. Une transmission accélérée des connaissances opère à partir des réseaux paysans et des fermes écoles qui se démultiplient à l'échelle de la planète.

En France, l'association Terre et Humanisme, fondée par Pierre Rabhi, développe des formations spécialisées et constitue un relais de transmission à la fois national et international (dans les pays africains notamment : Maroc, Cameroun, Mali..).

L'agroécologie consiste à optimiser les aptitudes naturelles des écosystèmes et à en amplifier les mécanismes. L'idée de départ est que la terre n'est pas un support inerte mais vivant, abritant des centaines de millions de micro-organismes qui ont chacun leur utilité et leur productivité quand ils ne sont pas perturbés par des apports chimiques extérieurs, ne respectant ni la physiologie ni la vitesse de croissance naturelle des végétaux.

Des pratiques, parfois anciennes, ont ainsi été redécouvertes et perfectionnées à travers l'observation scientifique de la Nature.

◆ La « **Permaculture** » (de l'anglais « permanent culture ») est une pratique appliquée à l'aménagement d'un territoire rural ou urbain. Elle vise à optimiser les ressources naturelles d'un territoire et à en accroître la productivité globale à travers des techniques imitées de la Nature. Contrairement à l'agriculture intensive qui utilise des substrats dégradés et enrichis chimiquement,

l'agriculture « permanente » utilise des sols vivants enrichis par les dépôts organiques (feuilles, déjections animales) et les agents naturels (insectes pollinisateurs, micro-organismes).

Le principe consiste à reproduire et à intensifier les interactions et les synergies productives qui existent dans les écosystèmes naturels. Les meilleures fertilités croisées issues de la biodiversité sont ainsi recherchées et activées.

♦ **L'Agroforesterie** remonte à l'Antiquité. Elle consiste à réintroduire des arbres et la sylviculture dans les systèmes de production agricole et à déterminer les meilleures complémentarités productives en fonction du sol, du climat, du type de culture.

Différentes études scientifiques ont démontré que l'arbre a un rôle essentiel dans la lente formation des sols. Et que par ailleurs, une compétition bien gérée pour la lumière entre arbres et cultures entraîne une productivité biologique accrue des sols.

Dans certaines zones arides (Sahel), le mélange de variétés locales d'arbres et de cultures vivrières a permis de reconstituer spectaculairement les sols. Et ainsi, de doubler ou de tripler la productivité, tout en luttant contre le réchauffement climatique.

Dans les pays industrialisés, le développement d'une agriculture mécanisée a entraîné une régression massive de l'agroforesterie au cours de la seconde moitié du vingtième siècle.

En France, on estime que l'on est passé de six cents millions d'arbres dans les zones agricoles, au début du siècle, à deux cents millions dans les années 2000.

La politique agricole commune européenne (PAC) a largement aggravé la tendance jusqu'à une période récente. Les règlements européens excluaient qu'une parcelle agricole puisse percevoir des subventions pour deux productions différentes. En conséquence, la surface occupée par les arbres était déduite de la surface subventionnée. L'arrachage massif des arbres était ainsi encouragé.

Une prise de conscience, débouchant sur des progrès importants, a eu lieu ces dernières années. Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies, a présenté en mars 2011 le rapport : « agroécologie et droit à l'alimentation ». Le rapport, s'appuyant sur les avancées scientifiques récentes, établit que l'agroécologie peut doubler la production alimentaire de régions entières en dix ans tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique.

D'une manière générale, le poids grandissant dans le monde, d'une éco-agriculture paysanne à base de techniques agricoles locales, frugales et résilientes, constitue un signal fort de changement des mentalités dans la longue durée. On peut y voir une lente sortie, et une évolution, du paradigme industriel productiviste et techniciste, les sciences et les techniques inspirées du vivant remplaçant peu à peu les technos-sciences industrielles.

.....
: L'agroécologie peut
: doubler la production
: alimentaire de régions
: entières en dix ans tout
: en réduisant la pauvreté
: rurale et en apportant des
: solutions au changement
: climatique
:
.....

Les petites transitions énergétiques locales

La transition énergétique impliquera davantage la société civile et se fera à partir de micro-réseaux énergétiques décentralisés à l'échelon local. Il ne s'agira plus de distribuer une énergie unique à partir d'un réseau national

.....
: La transition énergétique
: impliquera davantage la
: société civile et se fera à
: partir de micro-réseaux
: énergétiques décentralisés
: à l'échelon local

centralisé, mais de combiner différentes sources d'énergie renouvelable en fonction des particularités locales, de leurs conditions climatiques particulières, des ressources permanentes disponibles (biomasse, biogaz, géothermie) dont elles disposent. L'enjeu est alors de constituer des territoires énergétiques autonomes.

Joël de Rosnay décrit cette réorganisation énergétique inévitablement décentralisée. Il parle de « dé-centrales » énergétiques, par opposition au principe d'une énergie produite par de grandes « centrales », publiques ou privées, dont l'usager est « captif ». De fait, celui-ci voit sa facture énergétique dépendre de conditions et d'aléas de production qui lui sont extérieurs.

Le changement de modèle énergétique sera accéléré par la révolution technologique du RITE (ou réseau intelligent de transport et de régulation de l'électricité), qui permettra de combiner intelligemment les différentes énergies et d'optimiser en temps réel les usages et les coûts.

Joël de Rosnay parle d'une «révolution de «l'info-mobilité», qu'il compare à celle de «l'auto-mobilité», qui a permis à chacun de se déplacer individuellement et librement.

«L'Energy Crowd-Sourcing», concept né aux États Unis, développe le principe voisin d'une prise en charge citoyenne et collaborative de la production énergétique, en fonction des opportunités territoriales et climatiques. L'intérêt, est en outre de créer des emplois à l'échelle du territoire.

Des micro-inventions énergétiques

De petites transitions énergétiques s'expérimentent un peu partout dans le monde au niveau de la société civile, allant des villages les plus reculés d'Afrique ou d'Inde, qui manquent d'électricité, à l'île d'Oléron en France. **La recherche d'une auto-suffisance énergétique locale donne souvent lieu à une «innovation frugale», consistant à «faire plus avec moins».** Le caractère artisanal de ces micro-révolutions énergétiques n'exclut pas leur caractère innovant.

À titre d'illustration de ces micro-innovations artisanales, nous évoquerons ici : «L'arbre à vent», de création récente.

Jérôme Michaud-Larivière a développé le concept de l'Arbre à vent, imaginé sur le modèle d'un arbre dont chaque feuille constitue une mini éolienne. L'enjeu est de développer une micro-électricité de proximité et d'assurer ainsi une autonomie énergétique au plus grand nombre. Deux arbres à vent suffiraient à couvrir les besoins en électricité d'un foyer.

Par ailleurs, l'éclairage public, les stations de recharge pour voitures électriques pourront être concernés par cette innovation qui a été commercialisée en 2013.

Des énergies renouvelables produites en auto-entrepreneuriat

Dans certaines zones reculées de l'Inde ou de l'Afrique, la population rurale, en grande majorité, est privée d'accès à l'électricité. Elle dispose toutefois largement de téléphones mobiles. Cette particularité a donné lieu à une nouvelle forme d'auto-entrepreneuriat fondé sur la production et la distribution individuelle d'énergie solaire.

«Solar Sisters» (ou Sœurs Soleil) est un réseau d'auto-entrepreneuriat exclusivement féminin, spécialisé dans la production et la distribution artisanale d'énergie solaire. Ce dispositif créé en Inde, au Barefoot Collège (Collège aux pieds nus) afin d'électrifier des zones rurales isolées, repose sur un principe d'apprentissage mutuel.

Des femmes, souvent illettrées, s'initient au montage de lampes solaires et de panneaux photovoltaïques, et enseignent à leur tour, formant ainsi une chaîne d'apprentissage. Les candidates retenues sont en principe celles qui sont le plus en difficulté. Elles pourront ainsi, une fois revenues au village, ouvrir un petit atelier d'entretien et de réparation.

Le dispositif s'est répandu dans la plupart des pays africains, en adoptant un procédé de vente issu de la cosmétique. Le matériel fourni sous la forme d'un « kit » de démonstration (lampe solaire portable, recharge solaire pour téléphone mobile), fait l'objet d'une micro consignation. On parle ainsi « d'entreprise dans un sac » transportable de villages en villages.

L'Ouganda, notamment, a développé ce système de vente sur commission.

« Roule ma frite », une petite entreprise solidaire

« Roule ma frite » est une petite entreprise sociale située sur l'île d'Oléron (Article Le Monde, janvier 2001). Elle est spécialisée dans la collecte et le recyclage des huiles usagées. Le ramassage auprès des restaurants, écoles, campings, maisons de retraite, se fait à l'aide d'un véhicule roulant à l'huile de friture recyclée (d'où son nom : la barquette). Vingt-deux mille litres d'huile sont recyclés annuellement et sont vendus soixante-dix centimes le litre.

L'intérêt de l'opération est de pouvoir gérer les déchets produits tout en produisant une énergie locale alternative, simple et bon marché.

Grégory Gendre, fondateur de l'association et ancien chargé de communication de Greenpeace, explique ainsi : « *Ce que nous voulons, c'est réduire l'empreinte carbone, et faire œuvre pédagogique auprès des restaurateurs* ».

Bien qu'en France, il soit interdit de rouler avec une huile non homologuée, échappant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers, l'expérience est soutenue par les collectivités territoriales et les acteurs locaux. D'autres projets centrés sur l'exploitation des énergies locales sont portés par l'association : unités de recyclage des coquilles de moules en adjuvant au plastique, filière de valorisation des algues...

L'éolien participatif et citoyen

Le financement citoyen de l'éolien est une pratique largement implantée en Europe, notamment au Danemark et en Allemagne où plusieurs centaines de milliers de particuliers sont impliqués dans des financements coopératifs. Le

Danemark est le pays le plus équipé en éoliennes si l'on se réfère au nombre d'habitants. L'ensemble des parcs éoliens était détenu par des coopératives citoyennes jusqu'à une période récente. Le parc éolien offshore de Copenhague appartient ainsi en majeure partie à des particuliers.

En Belgique, l'association Vent d'Houyet a développé une réelle dynamique de l'éolien citoyen, permettant dans certains cas de se substituer à des projets institutionnels rejetés par la population. Des expériences originales éco-citoyennes ont ainsi vu le jour. Dans la petite ville belge de Mesnil Eglise, « l'éolienne des enfants », lancée en 2006, est coopérative d'un genre particulier, où les actionnaires sont des enfants. Les deux mille parts souscrites par les enfants, et rapportant des intérêts bloqués sur dix ans, ont permis de financer une partie de l'investissement, le reste étant abondé par des prêts bancaires.

En France, le développement de l'éolien a suscité de vives protestations ces dernières années quant à la pertinence économique et territoriale des choix qui ont été faits.

De fortes oppositions locales se sont manifestées à l'occasion de l'implantation de parcs éoliens dans les zones rurales. Les raisons avancées en sont multiples : dégradation des paysages, nuisances sonores subies par les riverains, effets indésirables pour la faune locale.

C'est ainsi que des fédérations d'associations locales, comme « Vent de Colère », s'opposent systématiquement aux nouvelles implantations.

Dans le même temps, des initiatives inspirées de l'économie sociale, associant des particuliers et des collectivités dans le financement et la gestion de projets locaux, ont permis une avancée significative de l'éolien participatif, mieux dimensionné à l'échelle du territoire, et davantage en cohérence avec les besoins énergétiques locaux.

QUELQUES EXEMPLES :

Les premiers projets participatifs à grande échelle, associant plusieurs centaines voire plusieurs milliers de particuliers, ont été développés en Bretagne. Béganne, une commune bretonne de mille quatre cents habitants, a vu naître, en 2012, le premier parc éolien citoyen de France. L'implantation de quatre éoliennes permet d'alimenter en énergie (hors chauffage) huit mille foyers.

L'association « Eoliennes en Pays de Vilaine » (EPV) explique ainsi la démarche de partenariat qui a été conduite : *« Il n'y a eu aucune opposition, car nous avons organisé très tôt des réunions de concertation »*

avec les habitants, afin qu'ils comprennent les enjeux et le montage du projet. Et nous y avons associé les élus».

Par ailleurs, il s'agissait de déclencher une dynamique collective et citoyenne en associant financièrement au projet le plus grand nombre possible de particuliers et de riverains, quel que soit le montant de leur investissement. Quatre-cents particuliers ont pu être ainsi mobilisés à travers différents clubs d'investisseurs.

L'expérience a eu notamment pour effet de faire boule-de-neige. Deux associations se sont créées par la suite : l'association Énergie des Fées, en Ille-et-Vilaine et l'association Éoliennes en Pays d'Ancenis (Eola) en Loire-Atlantique. Toutes deux proposent le développement de parcs éoliens directement financés par les habitants et les collectivités locales.

CHAPITRE 5

*Les nouvelles
tendances
de l'habitat et de la mobilité*



De nouvelles manières de concevoir l'habitat et la mobilité émergent actuellement. Elles sont à l'origine d'initiatives multiples. Le point marquant de ces actions étant l'intervention grandissante d'une base « active » de citoyens regroupés autour d'un projet collectif, parfois avec, et parfois en dehors des instances traditionnellement décisionnaires. En France, la recherche de soutien auprès des institutions publiques ou les actions menées en partenariat avec les collectivités locales n'excluent pas les initiatives « sauvages ».

Le champ, on pourrait dire le « chantier », de l'innovation au plan de l'habitat et de la mobilité, se révèle particulièrement vaste dans cette période de changement.

Claire Carriou, dans un article paru dans la revue *Méto Politiques*, **parle « d'effervescence de l'habitat alternatif » ou encore de « bouillonnement d'expérimentations ».**

De fait, le périmètre des nouvelles pratiques s'étend chaque jour un peu plus. Tant dans des manières de construire « autrement » (par exemple, la réutilisation de conteneurs maritimes pour se loger), que dans des façons d'habiter différemment (par exemple, l'habitat coopératif).

La même « effervescence » se manifeste dans le domaine de la mobilité. S'y expérimentent des manières de se déplacer plus facilement ou autrement (expériences d'inter modalité, d'auto partage).

Plutôt que de rechercher une exhaustivité difficile à atteindre ici, nous concentrerons l'observation sur les manières de construire, d'habiter, de se déplacer qui révèlent de nouveaux enjeux, de nouvelles problématiques de société, et qui, à ce titre, sont annonciatrices d'avenir.

Par ailleurs, nous mettrons en évidence les interactions entre habitat et mobilité, d'autant qu'elles constituent le creuset où se créent les initiatives et se réinventent les pratiques.

De fait, des fractions de plus en plus importantes de classes populaires et de classes moyennes, qui ne peuvent plus se maintenir dans les grands centres urbains et les grands bassins d'emplois et de services, s'exilent vers des zones péri-urbaines et rurales moins desservies en transports en commun. **Ces populations reléguées dans des zones éloignées et, de ce fait, fortement dépendantes de l'automobile, sont celles qui sont les plus menacées par un renchérissement futur du coût de l'énergie (hydrocarbures).**

L'étalement urbain, les problèmes de mobilité, le risque de précarité énergétique constituent en se sens des problématiques étroitement liées. Les débats et les expérimentations actuelles autour d'une action de densification urbaine, qui consiste à faire vivre davantage de gens sur un même espace urbain, sont de ce fait au cœur des nouveaux enjeux de société.

Les problématiques et les pratiques de densification de l'habitat

La « densification » de l'habitat, soit en milieu urbain, soit en zone pavillonnaire suburbaine ou péri-urbaine, fait l'objet actuellement de débats. De fait, elle apparaît au carrefour d'enjeux économiques, sociaux, environnementaux, fondamentaux à l'heure actuelle et semblant devoir prendre encore plus d'importance demain. La problématique étant :

- ◆ de maintenir un habitat dense en zones d'emploi, de services, en infrastructures de transport public et donc de limiter l'étalement urbain et les effets pervers qu'il engendre : augmentation de la dépense énergétique, des émissions de CO₂, relégation d'une partie de la population hors des grands centres d'activité économique et culturelle et par conséquent de l'offre d'emplois.
- ◆ de faciliter et de promouvoir, tout en l'encadrant, la construction de logements afin de générer une offre plus abondante notamment dans les zones d'habitat où la rareté de l'offre induit un renchérissement du foncier. Différents instruments et procédures de densification de l'offre sont en débat actuellement dans le cadre des politiques publiques : surélévation d'immeubles, adjonction de logements supplémentaires à un habitat existant.

Un certain nombre d'expériences ont été tentées notamment au Canada. Nous les évoquerons pour illustration.

La création « d'appartements accessoires »

Anastasia Touati, dans un article publié en avril 2013 dans la revue *Métro politiques*, analyse la politique de densification résidentielle menée au Canada, dans les années 1980, alors que la crise du logement était à son apogée.

Depuis le début des années 1970, la diminution progressive de la taille des ménages opérant en parallèle d'une augmentation de la population, avait conduit à une hausse de la demande de petits logements. L'insuffisance de l'offre résidentielle s'était traduite par une flambée des prix immobiliers.

Dans ce contexte, plusieurs municipalités de l'Ontario, appliquant le principe du « *smart growth* » (ou densification intelligente), ont développé une politique de création « d'appartements accessoires » (encore dénommés « granny flats »). L'objectif était de parvenir à une **utilisation optimale des infrastructures**

existantes et d'augmenter ainsi la densité résidentielle de quartiers dont la population était vieillissante et en diminution.

La mesure adoptée consistait à autoriser l'adjonction, jusqu'alors illégale, d'un appartement autonome (entrée séparée, cuisine, salle de bain) dans le bâti résidentiel existant. Différents moyens étaient possibles : construction en sous-sol ou au-dessus d'un garage, adjonction d'un étage supplémentaire. Le but était de développer un parc de logements locatifs à loyers modérés, procurant un revenu supplémentaire au propriétaire occupant. Différentes situations locatives pouvaient être envisagées : personnes âgées louant une partie de leur maison à un étudiant en échange de services, personnes divorçant et cherchant à se loger. Certaines municipalités sont revenues en arrière quelques années plus tard sous la pression de résidents des quartiers, qui craignaient une dévalorisation de leur bien immobilier du fait de l'afflux de mixité sociale engendré. La crise économique récente a remis d'actualité la création d'appartements accessoires. Les obstacles rencontrés par cette expérience illustrent bien certaines difficultés inhérentes au processus de densification : développement de logements clandestins difficiles à contrôler, risque d'opposition des populations riveraines et des collectivités locales.

Des risques de densification abusive

Un article du journal *Le Monde* (9 avril 2013) : « Banlieues : le mal logement s'étend aux zones pavillonnaires », alerte sur un phénomène qui se répand dans la Région parisienne, à savoir la présence d'un bassin d'emploi dense, attirant une population nombreuse.

Un processus de raréfaction – renchérissement de l'offre immobilière a favorisé une multiplication des pratiques locatives abusives. Elles se développent dans la moyenne couronne parisienne, en dépit des efforts des municipalités pour les endiguer. Le caractère clandestin de ces opérations les rend difficiles à détecter. On observe ainsi un certain nombre de pratiques « sauvages » : pavillons achetés pour être mis en location à la découpe, surexploitation de l'espace, absence de travaux de mise en état. Ainsi : « On ne parle pas ici de la sous-location que peut faire un couple de retraités pour arrondir ses fins de mois mais d'acquéreurs qui veulent faire un profit rapidement : des petits commerçants, des petites entreprises ayant un peu de cash, qui obtiennent très vite des prêts bancaires qu'ils remboursent avec les loyers perçus et qui repèrent les maisons à acheter par les agents immobiliers de leur réseau professionnel ». C'est une partie significative de la moyenne couronne qui est ainsi concernée.

« Construire dans mon jardin » : une expérience participative de densification résidentielle

Le projet « **BIMBY** » (« **Build In My Backyard** » ou « **construire dans mon jardin** »), bénéficiant du soutien des institutions publiques, dont celui du Ministère de l'Écologie, est un projet expérimental se déroulant en zone pavillonnaire. Il a pour objectif d'éviter l'étalement urbain en densifiant les habitations sur les zones déjà construites. L'idée de départ est de construire des maisons individuelles sur des parcelles déjà bâties.

La démarche tire son originalité de son caractère personnalisé et participatif. De fait, elle repose sur des entretiens entre des architectes et des propriétaires de pavillons se portant volontaires. L'entretien consiste à faire émerger une demande des propriétaires en fonction de leur situation spécifique : personnes souhaitant voir leurs enfants habiter près de chez eux ou trouvant là un moyen de revenu complémentaire.

Les différents cas de figure sont étudiés, les parcelles de terrain sont analysées à partir de vues aériennes, avant qu'un diagnostic soit délivré.

L'habitat et la mobilité : le champ expérimental des nouvelles valeurs de société

Les initiatives citoyennes visant à vivre « autrement » l'habitat ou la mobilité participent en général d'une volonté militante d'action sur la société. Ainsi pour ce qui est de l'habitat coopératif, la principale association, HABICOOP, revendique des modifications législatives légalisant les coopératives d'habitants.

Plus largement, les grandes valeurs émergentes de société, autonomie, participation, solidarité, respect de l'environnement, inspirent la plupart des attitudes et des pratiques innovantes. De fait, il est facile d'en retrouver la trace dans les différentes expérimentations actuelles, allant de l'habitat coopératif et solidaire à l'auto partage.

En ce sens, les nouvelles manières d'habiter, de se déplacer, seront observées ici en tant qu'elles constituent des signes annonciateurs d'une évolution en profondeur des modes de vie.

Agir en fonction de son projet de vie

Dans un contexte économique et social ressenti comme précaire, face auquel on se sent impuissant, l'habitat apparaît de plus en plus comme le lieu central, essentiel, d'un projet de vie aboutie. Il n'est pas étonnant en ce sens que le « pouvoir d'agir » à la fois individuellement et collectivement à travers des actions d'un type nouveau, se manifeste fortement dans le domaine de l'habitat. Il n'est pas étonnant non plus que les difficultés croissantes de se loger soient de plus en plus un thème politiquement sensible.

L'auto-promotion citoyenne, qui consiste pour un groupe de particuliers à réaliser un projet immobilier commun, est une tendance montante, au cœur des débats actuels sur la « capacitation » citoyenne. Citons le rapport du Réseau Capacitation Citoyenne à l'occasion d'un projet d'auto construction dans la Région de Grenoble : « si seulement les institutions pouvaient nous regarder autrement et sentir cette envie qu'ont les gens de tout remettre en question, de repartir sur de nouvelles bases. S'ils pouvaient sentir que les gens sont capables de donner énormément d'eux-mêmes pour retrouver un emploi, pour se construire un lieu de vie où ils soient bien ».

Retrouver des solidarités perdues

Reconstituer des liens solidaires participe d'une tendance fortement montante de société en temps de crise. De fait, **l'anonymat urbain, l'individualisme, l'éclatement des solidarités traditionnelles sont supportables en temps de prospérité mais le sont moins en temps de crise,** l'isolement rendant plus difficiles les conditions de vie. D'autant plus quand la capacité d'intervention de l'institution publique paraît s'affaiblir et ne peut plus se substituer aux solidarités privées.

L'habitat est au cœur de cette problématique du lien social. **Dans la majorité des projets innovants, coopératives d'habitants, habitat auto construit, les logiques solidaires prédominent.** Fait significatif : la plupart du temps, y figurent des espaces et des services mutualisés favorisant l'échange et le partage.

Se regrouper par liens affinitaires

Les projets d'habitat collaboratif se font par regroupements affinitaires. Ils se font entre pairs. **Partager les mêmes valeurs ou les mêmes centres d'intérêt devient un levier collaboratif majeur.** En quelque sorte, on accepte de se mélanger, mais de préférence entre proches, qu'il s'agisse d'auto-partage ou d'habitat groupé.

On peut parler en ce sens de tendance lourde, le réflexe étant de reconstituer un entre soi dans des sociétés de plus en plus fragmentées, socio-économiquement et culturellement hétérogènes. On peut y voir le principal frein à une politique de mixité de l'habitat.

Paradoxalement, cette logique de l'entre-soi coexiste avec une réalité d'ouverture. De nombreux projets conçus collectivement mettent l'accent sur la participation à la vie locale et associative, sur la mixité et la solidarité intergénérationnelle. Toutefois, l'on peut se demander parfois si l'enjeu n'est pas de se concilier l'agrément des acteurs institutionnels décisionnaires.

En France, l'expérience d'un habitat affinitaire et solidaire a été emblématisée à travers l'association « Les Baba yagas » (le nom d'une sorcière dans un conte russe).

Thérèse Clerc, fondatrice de l'association, définit cet habitat comme : *«un lieu où les femmes se prendraient en charge elles-mêmes, tout en s'entraidant pour bien vieillir».*

Un article paru en décembre 2010, dans la revue Métro Politiques, intitulé : « Quand vieillir passe par l'habitat autogéré », analyse les différents ressorts affinitaires de cette démarche :

- ◆ Proximité dans les situations de vie, dans les valeurs féministes partagées par les membres fondateurs du projet.
- ◆ Attitude commune de refus de vieillir en maison de retraite, préoccupation de conserver une indépendance de vie en dépit de l'âge.
- ◆ Expression collective d'une volonté d'autonomie à travers un projet d'habitat autogéré.

L'article précise par ailleurs : « Leurs récits posent au premier chef la question de la **préservation de l'autonomie**. Elles refusent avec force l'infantilisation qui leur semble accompagner le vieillissement en institution. Elles évoquent ensuite le désir d'éviter la solitude et de sauvegarder des liens sociaux ».

Une conscience écologique partagée

La finalité écologique est très souvent mise en avant dans les projets collaboratifs d'habitat ou de mobilité. Ainsi les sites de co-voiturage abondent en témoignages militants sur la préservation de l'environnement.

Dans le domaine de l'habitat, l'on voit naître en France, à l'instar d'autres pays européens (Suisse, Allemagne notamment), des projets citoyens de nature principalement écologique. À titre d'exemple :

- ◆ L'association Écologis réalise à Strasbourg un ensemble d'habitations en auto-promotion. L'argument central du projet concerne le bâti écologique permettant de lutter contre une précarité énergétique montante.
- ◆ L'association Écocoline, dans les Vosges, se définit comme un « Éco Lieu » d'habitat groupé construit en auto promotion, à base d'unités d'habitation bio climatiques basse consommation. L'association, fondée par un groupement de familles locales, s'appuie sur une charte de valeurs écologiques élaborée en commun. L'activité y est orientée autour de l'agroécologie et de l'auto suffisance alimentaire. Des stages de permaculture sont proposés au grand public.

.....
: *D'une manière générale,*
: *l'habitat ressort comme le point*
: *de cristallisation des difficultés*
: *de l'époque (se loger à sa*
: *convenance) et des valeurs*
: *émergentes de société.*
.....

D'une manière générale, l'habitat ressort comme le point de cristallisation des difficultés de l'époque (se loger à sa convenance) et des valeurs émergentes de société.

Des projets de vie individuels peuvent ainsi se mettre en application à travers le collectif. En ce sens, l'habitat constitue un « chantier de signes » particulièrement

fertile. De fait, il met en lumière à la fois les aspirations montantes sur le plan des modes de vie, et les moyens nouveaux qui sont mis en œuvre pour y parvenir. En d'autres termes, il permet de concrétiser des notions nouvelles de partage et de vivre ensemble à travers des actions associatives aidant à franchir la complexité des réglementations et des inerties diverses.

Construire et fabriquer autrement

Chercher à construire autrement n'est pas tout à fait de même nature que de vouloir habiter autrement. La logique de départ en est différente. Dans le premier cas, il s'agit de résoudre un problème d'accès au logement qui concerne une population de plus en plus nombreuse. Dans le second cas, il s'agit de traduire au niveau de l'habitat des aspirations à vivre différemment.

Même si on retrouve in fine ces deux logiques à l'œuvre dans la plupart des projets d'habitat innovant, nous les traiterons séparément ici pour plus de clarté.

Plusieurs facteurs expliquent la tendance montante du construire autrement. Et principalement la difficulté d'accéder à l'habitat pour des populations confrontées tout à la fois à une précarité ressentie comme plus forte et à une augmentation régulière des coûts de l'immobilier et de l'énergie. De fait, se maintenir dans des zones bien pourvues en emplois, écoles, transports, devient un enjeu important pour des classes moyennes fragilisées, dont on a vu par ailleurs qu'elles se voyaient en « descension sociale ».

Pour ces populations, l'équation devenant de plus en plus complexe à résoudre entre habitat et mobilité, **entreprendre des actions collectives et inventer des nouvelles solutions d'habitat et de mobilité, participent en ce sens d'une forme de lutte contre la relégation géographique et le déclassement social.**

La conséquence la plus spectaculaire de cette évolution lourde de société réside dans une floraison multiple d'initiatives, allant de l'habitat préfabriqué, « low cost » à l'habitat auto construit.

Une timide renaissance de l'auto-construction

L'auto-construction solidaire a longtemps été un moyen d'accéder au logement pour les populations modestes. Elle le redevient sous forme de signal faible.

L'une des initiatives les plus intéressantes dans le domaine provient des États-Unis.

Le « **mutual self help housing** » est un système inspiré du temps où les pionniers américains devaient s'entraider pour bâtir des villages. Il consiste, pour des institutions publiques ou caritatives, à fournir une aide technique aux familles pauvres qui souhaitent travailler ensemble pour construire leurs maisons. En France, on observe quelques signes de renouveau. L'auto-construction s'y mélange à des préoccupations écologiques. Dans l'Isère, quatorze familles se sont regroupées pour construire « l'éco-hameau » de Chabeaudière. Le bâti en est écologique, permettant aux habitations de rester naturellement fraîches l'été et chaudes l'hiver.

LE RETOUR DES CASTORS ?

Les Castors, mouvement coopératif de construction et d'habitation, né dans l'immédiat après guerre, est un mouvement militant et ouvrier à l'origine. S'y côtoient des syndicalistes et des prêtres catholiques. Le mouvement a connu son apogée durant la crise du logement des années 1950.

L'enjeu, dans cette période euphorique de reconstruction, était de permettre aux plus modestes d'accéder à un parc de logements détruit ou absent. Des familles ouvrières se regroupent dans différentes villes de France autour d'actions coopératives fondées sur le principe de « l'apport-travail », Le travail collectif, effectué pendant les heures de loisirs venant suppléer le manque de financement.

L'habitat coopératif s'est par ailleurs montré avant-gardiste et innovant, notamment en matière d'économie de chauffage, ou encore, d'appartements disposant de salles de bain, peu habituels à cette époque. L'habitat auto-constructif a progressivement décliné durant la période des Trente Glorieuses, parallèlement à l'augmentation du parc de logement social. Les Castors ont vu ainsi leur rôle évoluer. Le discours conserve toutefois des traces d'action militante. Ainsi : « aujourd'hui, il ne s'agit plus de construire en commun. Mais construire ensemble reste possible. Faire sa propre maison suivant ses choix de vie, c'est un rêve. Et c'est devenu une nécessité économique pour beaucoup. Conduire un projet de construction jusqu'à sa réalisation est difficile. Le but de l'association est de rapprocher les adhérents chevronnés et les nouveaux venus pour progresser ensemble. Et permettre à ceux qui veulent s'engager dans un projet, de le mener à bien ».

Un mode collaboratif de promotion immobilière

La difficulté grandissante pour se loger favorise la recherche de solutions nouvelles, notamment à travers un processus de construction collaborative diminuant les coûts.

L'auto-promotion part d'une idée simple : celle de particuliers qui se regroupent afin de concevoir, de financer et de réaliser ensemble un projet immobilier. La démarche, très répandue dans le Nord de l'Europe, et notamment en Allemagne consiste pour un groupement d'individus à être son propre promoteur dans le cadre d'un habitat collectif. Elle offre une alternative à la promotion privée ou sociale et à l'habitat individuel. Les programmes prévoient souvent des équipements et des espaces mutualisés (buanderie, aire de jeu...).

Cette formule d'habitation présente l'avantage de pouvoir choisir ses futurs voisins, et plus précisément, d'établir des liens privilégiés, fondés sur une communauté de projet qui devient une communauté de voisinage. **D'une certaine manière, sont recréées ainsi les solidarités villageoises d'antan.**

Le « village vertical » de Villeurbanne, un modèle d'habitat coopératif

Le village vertical de Villeurbanne est la première coopérative d'habitants en France. Il exemplifie une formule émergente, intéressante pour l'avenir, d'habitat coopératif.

Le projet né en 2005 et abouti récemment, regroupe quatorze foyers de taille différente.

Ses initiateurs le présentent comme une réponse à la difficulté de se loger, permettant notamment un accès à la propriété à des personnes exclues du marché par le renchérissement de l'immobilier. Mais surtout, ils mettent en avant l'habitat coopératif en tant qu'alternative sociale aux modalités actuelles de l'habitat. **L'enjeu est d'instaurer un nouveau rapport à la propriété, au voisinage et à l'environnement proche. Il s'agit d'appliquer à l'habitat des valeurs de propriété collective, de démocratie directe, de non spéculation immobilière, de responsabilité écologique et sociale.** Ainsi : « avec l'arrivée de notre premier enfant, il nous fallait un logement plus grand, mais nous voulions sortir de la compétition qu'imposent les agences immobilières » explique Antoine Limouzin, 39 ans, à l'origine du projet. Précisant : « La coopérative d'habitants, c'est un projet social, écologique, ouvert sur le quartier, un projet où l'on décide au consensus et où il faut travailler »

Concrètement, la coopérative d'habitants consiste pour des individus à mutualiser leurs ressources de manière à concevoir, construire, et à gérer collectivement leur habitat à travers la création d'une société. La société contracte les emprunts et obtient les garanties. Les futurs habitants n'empruntent pas à titre individuel. **L'originalité de la formule réside dans le fait qu'elle dépasse les oppositions classiques entre propriétaires et locataires. L'on est à la fois propriétaire et à ce titre responsable du bâtiment et locataire.**

En achetant des parts sociales de la coopérative, les habitants disposent d'un droit de vote sur les décisions importantes selon le principe « une personne, une voix ». Ils sont propriétaires collectivement de l'immeuble où ils vont vivre. Ils sont en même temps locataires à titre individuel de leur appartement, payant chacun un loyer à cette même société coopérative en fonction de la taille du logement.

Des clauses spécifiques sont intégrées aux statuts de manière à lutter contre la spéculation. Il n'est ainsi pas possible de revendre son logement mais seulement les parts sociales possédées. Celles-ci, étant fixes, ne peuvent donner lieu à spéculation.

Par ailleurs, différents services mutualisés accompagnent ce projet d'habitat participatif : auto-partage, achats alimentaires groupés avec zone de stockage, jardins potagers communautaires.

La coopérative d'habitants semble une formule d'avenir, notamment dans un contexte de transition économique et énergétique. Elle bénéficie d'ailleurs du soutien des administrations publiques et territoriales. De fait, elle apporte une même réponse, fondée sur la mutualisation des ressources, de l'espace, des moyens de mobilité, à des problèmes multiples, de nature sociale et environnementale.

La maison conteneur

Après avoir été en vogue dans les années 1960 et le support de nombreuses utopies architecturales, l'habitat à base de conteneurs neufs ou en fin de vie redevient d'actualité dans un contexte de crise du logement. De fait, il nécessite un temps court de conception – réalisation. Une fois les travaux de revêtement, d'isolation, de percement des fenêtres réalisés, il offre une possibilité de logement évolutif et recyclable et à moindre coût.

La « maison conteneur » préfigure, pour ces différentes raisons, plus vite et moins cher, un habitat avant-gardiste, très apprécié, notamment des architectes, pour son côté « tendance » d'objet modulable, écologique, nomade. C'est ainsi que la « Container City » de Londres, édifée en 2011, lors des Jeux Olympiques, illustre un parti pris futuriste à travers un ensemble d'immeubles réalisés à partir de conteneurs. En France, la Cité Universitaire du Havre avait adopté le même principe de construction, quelques années auparavant.

Un certain engouement s'observe actuellement au niveau des médias. La Charente Libre (article du 20 décembre 2012) relate ainsi l'édification d'une « maison conteneur » par un particulier de la région : « *Dans un peu plus de 6 mois, ces gros blocs métalliques auront l'allure d'un foyer digne de ce nom, au design singulier. Avec chambres, salon, salle à manger, cuisine, bibliothèque, salle de bain.* »

Par ailleurs, **les différents avantages associés à ce mode d'habitat sont passés en revue : gains de réalisation et de temps, possibilités d'économie d'énergie et de recyclage.**

Fait révélateur, **la « maison conteneur » ne laisse pas indifférent. Elle suscite des débats passionnés (notamment sur Internet), très révélateurs des inquiétudes actuelles.**

Les réactions de nombreux internautes mais aussi des associations s'occupant des mal-logés, sont révélatrices dans leur ambivalence. S'y exprime la conscience de devoir innover face à une paupérisation qui s'étend. Transparaît en même temps, la crainte de voir s'installer les « bidonvilles du futur ». **Un article de**

Rue 89 résume bien le dilemme : «le conteneur serait une vraie réponse à l’habitat d’urgence. C’est un lieu sécurisant, beaucoup plus qu’une tente. Mais habiter un conteneur apparaît encore trop stigmatisant. La société ne semble pas complètement prête pour cette maison solution. Pour l’instant».

L’éco-cabane solaire

La cabane solaire est un éco-concept, créé en France en 2010, par un agriculteur biologique, Jérôme Niort. Elle consiste en une petite maison principalement faite en bois, équipée d’un toit photovoltaïque, d’un chauffe-eau solaire et d’un récupérateur d’eau de pluie. La réalisation est confiée à des entreprises locales, engagées dans le développement durable.

Actuellement une centaine d’entreprises participent au développement de ce concept, sur leurs zones géographiques respectives.

Habiter autrement

L’habitat nomade n’est pas une nouveauté. Dans les années 1960, le cabinet d’architecture Archigram développait des utopies urbaines autour de notions comme «*Plug in the City*» (l’idée de ville modulable) ou «*Instant City*» (l’idée de ville éphémère et nomade).

La mobilité apparaissait déjà comme un enjeu déterminant de la ville. L’architecture nomade et évolutive en était l’élément central.

L’habitat mobile fait aujourd’hui son retour mais dans un contexte radicalement différent.

À l’euphorie créative des années d’abondance, a succédé le pessimisme des années de crise.

Toutefois, d’autres façons «différente» d’habiter font leur chemin. Elles mettent en jeu les valeurs montantes de coopération et de solidarité. L’habitat coopératif et solidaire semble constituer en ce sens une notion d’avenir. D’autant plus dans des sociétés vieillissantes où de plus en plus de personnes vieilliront seules.

L’habitat nomade aujourd’hui

L’habitat nomade, illustré par le «*Mobile Home*», est très répandu aux États Unis où il s’inscrit en continuité d’un imaginaire pionnier fondateur. Dans cet imaginaire, le nomadisme est associé à la liberté, à l’aventure. Le camping et notamment le camping car, ont hérité de cet imaginaire qui a été transposé dans le loisir.

Toutefois à un nomadisme libertaire ou ludique, se substitue de plus en plus aujourd'hui un nomadisme de crise. En d'autres termes, les figures du « Homeless » aux États Unis, du « Sans Abri » en France viennent de plus en plus interférer dans l'idée que l'on se fait de l'habitat nomade. De fait, il est très symptomatique d'observer les nombreux projets « Homeless » qui fleurissent actuellement dans les ateliers d'architecture.

Des abris mobiles pour sans abris

Aux États-Unis, le « Mobile Homeless shelter », conçu par le créateur Paul Elkins, est un concept d'habitat portable et étanche, à base de meubles escamotables. On y trouve un matelas, des toilettes et même une cuisine. Le tout condensé dans un espace minimum, extrêmement optimisé, et à un coût théoriquement faible. Le Wheel LY, crée par Zo Loft architecture, consiste (ainsi que son nom l'indique) en une roue-habitat, disposant d'un espace de rangement sécuritaire. Elle permet de transporter un équipement lourd et conséquent le jour, de disposer d'une tente protectrice, la nuit.

Les nouveaux nomades français

Un nouveau type d'habitat nomade semble se développer en France, dont il est encore difficile de mesurer l'importance exacte. La nouveauté est qu'il ne concerne pas le milieu des gens du voyage mais de personnes issues des milieux populaires.

L'immobilier cher et la crise actuelle du logement en constituent des facteurs explicatifs, mais pas seulement. Pour partie s'exprime (et en tout cas, est revendiqué) le désir de vivre et d'habiter autrement.

De fait, **on voit de plus en plus en France, des yourtes s'installer à titre d'habitations principales.** Elles sont la plupart du temps le fait de familles jeunes, dont certaines ont des parcours de vie précaires mais dont la majorité travaillent. L'installation se fait avec l'accord du propriétaire du terrain mais en dehors des réglementations urbanistiques existantes, d'où des conflits avec les municipalités, suivis de procès.

Contrairement à certaines idées reçues, un soutien se manifeste de la part des populations. Des fêtes sont parfois organisées en l'honneur de ces nouveaux nomades. **Des pétitions, des manifestations de soutien sont organisées par les mouvements alternatifs et écologistes, qui y voient une manière décroissante de vivre et de se loger.** La presse régionale, en particulier, fait largement écho à de telles expériences. Les articles s'étendent sur un mode de vie proche de la

Nature. On y voit des photos valorisant des potagers, des sources d'eau pure, dans des paysages montagneux magnifiques.

Le phénomène est abondamment suivi et commenté sur Internet. De nombreuses vidéos de yourtes sont mises en ligne, accompagnées de commentaires fournis. En fait s'expriment des sentiments entremêlés. Une certaine forme de précarité y est déplorée. D'autant plus, qu'on a le sentiment que chacun aujourd'hui peut la vivre.

En même temps, ce nouveau nomadisme est ressenti comme une sorte de décroissance heureuse des modes de vie. On est là quelque part entre le tourisme vert, les vacances à la ferme, tendance en vogue parmi les classes aisées, et l'habitat précaire, menacé par les lois en vigueur, des milieux défavorisés.

Le signe est intéressant, dans la mesure où il est révélateur d'un état d'esprit montant, ambigu en ce qui concerne une décroissance annoncée.

« L'habitat sauvage », un débat montant de société

L'habitat sauvage, non réglementé ou à contre-courant des réglementations en vigueur, apparaît comme un phénomène en progression. Notamment dans les régions montagneuses de la France rurale, peu pourvues en emplois.

Les conflits se multiplient avec les autorités publiques. Plus insidieusement, une forme de protestation civile semble monter en puissance. La raison principale en est un habitat de moins en moins accessible et de plus en plus cher, par rapport à des populations qui ont le sentiment de se précariser et de s'appauvrir.

À titre d'illustration, un article daté du 26 février 2010, dans un magazine comme *Maison et Décoration* évoquait « *le droit au logement modeste en temps de crise économique* ». Y ajoutant, fidèle à sa ligne éditoriale, des conseils pratiques : *Habiter une yourte, comment ?*

Autre exemple, plus subversif : les commentaires postés à l'occasion de la parution d'un article du 5 avril 2010 sur le site de Libération Toulouse (« *Léa et Tom, pionniers de l'Ariège dans leur Yourte* »).

Ainsi : « *De toute façon, il y aura de plus en plus de bidonvilles et d'habitations précaires, alors pour l'instant on réprime, mais on sera bien vite obligés de normaliser. Les gens d'en haut ne se rendent pas compte de ce qui se prépare, peut-être une révolution* ». Ou encore : « *dans mon enfance, une ferme en Ariège coûtait 20 000 francs. Aujourd'hui, cette même ferme coûte 20 000 euros, et je n'ai pas l'impression d'être plus riche que mes parents* ».

De fait, de nombreuses « affaires » récentes illustrent ce phénomène montant :

- ◆ en 2010, un jeune couple installe une yourte, à proximité de la maison des parents, dans les Vosges, le terrain appartenant au grand-père. Le maire veut les expulser, pour diverses entorses aux réglementations. L'affaire se révèle toutefois compliquée, la loi ayant omis de qualifier juridiquement ce type d'habitat.
- ◆ en 2009, dans la commune de Bussière Boffy, trois familles, liées aux mouvements alternatifs, s'installent dans des yourtes. Une mini communauté s'organise : jardin potager pour une auto-suffisance alimentaire, consommation d'eau de sources. Les procès se sont multipliés depuis.
- ◆ dans la commune d'Arroux en Ariège, « Tom et Léa », cités plus haut, installent leur habitat nomade qu'ils ont fabriqué eux-mêmes de façon écologique. Le maire soutient l'initiative cette fois ci. Par contre l'administration publique intente un procès.

Des bureaux nomades pour des entreprises mobiles

Cette forme de nomadisme est plus réglementaire mais tout aussi réelle. De fait, l'entreprise est de plus en plus mobile. Au même titre que le personnel qu'elle emploie. Entre instabilité économique et exigence de flexibilité, elle ne veut plus s'engager trop lourdement dans des investissements immobiliers de plus en plus coûteux. Quand l'entreprise se veut légère, le local professionnel se doit d'être nomade.

La plateforme collaborative « eWorky » a été lancée en juillet 2011. Elle est dédiée à la recherche de lieux de travail nomade. Elle en répertorie actuellement autour de 2300.

Le nomadisme de l'entreprise ne s'arrête pas là. En effet, l'entreprise délocalise ses bureaux de plus en plus souvent en fonction des nécessités ou des opportunités. La société Algeco, spécialiste de la construction modulaire peut, à la demande, déplacer des bureaux professionnels d'une ville à l'autre, en quelques jours. Signe des temps, cette entreprise est aujourd'hui florissante. De plus en plus d'entreprises et de collectivités locales font appel à elle. Le lycée de Versailles a été construit en mode modulaire. Le Centre National d'Études Spatiales également, pour partie. Pourtant, la société a longtemps pâti d'une image négative, remontant aux chantiers construits en préfabriqué. On parle encore parfois péjorativement des « Algeco cités ».

.....
: *L'entreprise est de*
: *plus en plus mobile.*
: *Au même titre que*
: *le personnel qu'elle*
: *emploie*
:
:

Une façon d'habiter différemment : l'habitat coopératif et solidaire

Les coopératives de logements qui s'étaient développées au XIXe Siècle, en France, dans la mouvance du syndicalisme ouvrier, connaissent un regain d'intérêt depuis quelques années. Cette forme d'habitat constitue une tendance montante en Europe du Nord et de l'Est (Suède, Allemagne, Pologne) mais aussi et de plus en plus en Europe du Sud (Espagne notamment).

La hausse des prix de l'immobilier, la montée de la paupérisation sont à l'origine de ce phénomène. Toutefois un autre facteur intervient dans le succès de ce mode d'habitat solidaire : le vieillissement démographique. De fait, **de plus en plus de personnes âgées hésitent à vivre isolées. En même temps, elles refusent le mode de prise en charge pratiqué dans les maisons de retraite.**

L'esprit d'une coopérative d'habitation est d'intégrer tous les résidents dans un cadre de vie solidaire et de favoriser une mixité à la fois sociale et générationnelle. Chaque habitat prévoit une salle communautaire permettant de prendre les repas en commun, ou pour les enfants, de jouer ensemble ou de faire leurs devoirs sous la surveillance d'adultes.

La maison des babayagas ou l'anti-maison de retraite

En France, l'expérience d'un habitat à la fois solidaire et écologique a été emblématisée à travers l'association «Les Baba Yagas» L'idée à l'origine revient à Thérèse Clerc, militante féministe, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-cinq ans. Elle imagine une «anti maison de retraite» qui permet aux personnes âgées de conserver une relative autonomie.

Toutefois, si de telles résidences sont très répandues à l'étranger, elles se sont longtemps heurtées en France à des résistances administratives. Après des années de procédures, la maison des Baba Yagas a vu le jour en octobre 2011 avec l'aide de la ville de Montreuil, du Conseil général et de la Caisse des dépôts. Cette maison qui se veut «autogérée, solidaire écologique et citoyenne» est un immeuble de six étages avec vingt et un logements à loyers modérés pour des personnes âgées et quatre pour des jeunes de moins de trente ans, de façon à préserver une mixité et une entraide générationnelle. L'habitat est conçu pour respecter la vie privée tout en ménageant des espaces communs.

Différents projets similaires sont en cours actuellement. La cohabitation des générations se développe : l'habitat groupé écologique Ecoravie dans la Drome, ou encore Eco-Liens à Pantin.

Quelques conclusions

À l'issue de ce travail, ressort le sentiment d'un extraordinaire bouillonnement créatif agitant l'ensemble de la planète. Un nouveau monde, entre crise et mutation, semble en cours d'invention. De nouvelles manières de penser, de faire, de vivre, d'habiter, apparaissent. Les nouvelles technologies leur permettent d'essaimer d'un bout à l'autre de la planète, pratiquement en temps réel. Une nouvelle intelligence collective et collaborative se constitue. Et avec elle, de nouveaux rapports s'instituent progressivement entre l'Homme, l'Économie, la Nature, la Société, le Politique.

De nouveaux paradigmes économiques se créent, qui remettent en question les formes de pensée et les modèles organisationnels hérités de l'ère industrielle. **La verticalité de la société industrielle compose progressivement avec l'horizontalité de la société en réseaux. Une société civile à la fois plus autonome, plus participative et solidaire s'ébauche dans un contexte antérieur de crise et semble même en avance sur des institutions prises dans des logiques pyramidales anciennes. D'où parfois le sentiment d'une société bloquée, où le changement ne peut plus venir d'en haut, et où il ne peut encore s'exprimer d'en bas...**

De fait, il semble que nous soyons dans un moment intermédiaire où « l'ancien monde » ne veut pas mourir et où le « nouveau monde » ne parvient pas à naître. Ce moment est très particulier dans le sens où la mutation, (ce qui naît), se dissimule derrière la crise, (ce qui meurt). Les « signaux blancs » se mélangent en ce sens aux « signaux noirs ». Ainsi, la globalisation économique et la montée de la pauvreté et des inégalités qui en sont la conséquence, dans les économies développées, recomposent en profondeur le tissu économique et social de la société

française. Elles accélèrent un sentiment de précarisation et de déclassement parmi une fraction grandissante de la classe moyenne mais génèrent aussi dans les sociétés développées, des forces de transformation agissant au niveau de la société civile et du local. Elles réinventent les relations économiques et sociales, tout en intégrant des préoccupations environnementales.

.....
: *De fait, il semble que nous*
: *soyons dans un moment*
: *intermédiaire où « l'ancien*
: *monde » ne veut pas mourir,* :
: *et où le « nouveau monde »* :
: *ne parvient pas à naître.* :
:
:

De nouveaux paradigmes de société émergent progressivement, de nouvelles manières de penser et de faire s'inventent, remettant en question les rapports traditionnellement institués entre économie, société, technique et nature.

Habiter, vivre, consommer, vieillir autrement, sont au cœur des enjeux et des débats actuels de société, traduisant les transitions et les difficultés actuelles, mais également les aspirations montantes à vivre « autrement ». Ainsi, **une logique écosystémique prend lentement le pas sur la logique linéaire de nos institutions**, bien que les inerties institutionnelles et les avancées citoyennes ne soient pas encore en phase, ce qui donne l'impression d'une « société bloquée ». Un effort d'organisation collective du changement sera un passage obligé afin de répondre aux aspirations des citoyens.

Il apparaît donc que la société civile est « prête » à aller dans le sens d'une société à la fois plus autonome, plus participative, plus collaborative et plus solidaire. L'idée d'une croissance raisonnable commence à progresser dans les esprits et les pratiques, notamment parmi les futures générations. De fait, les décalages qui s'observent se situent notamment au niveau de modèles économiques et institutionnels fonctionnant sur des logiques qui commencent à paraître « anciennes ». D'où parfois une incompréhension « démocratique » grandissante. Nous avons donc mis l'accent, comme il était convenu, sur les pratiques et les expériences positives pour l'avenir, annonciatrices de nouveaux modes de vie, même si ceci n'exclut pas que des phénomènes récurrents de crise financière et économique, de chômage de masse dans certaines sociétés développées, amènent des forces négatives latentes à s'amplifier et à se durcir...

Bibliographie

- ◆ Adèle Breault, « *Je dis ça, je dis rien* » Leduc's Editions – 26 avril 2013 »
- ◆ The Global Trends 2030, *Alternative worlds by National Intelligence Council (CIA)* novembre 2012 (Joie Press)
- ◆ Pierre Lévy, « *L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace* » (Pari. La Découverte, 1994)
- ◆ Manuel Castels. « *La société en réseaux* » (Fayard, Paris 1998)
- ◆ Daniel Bell, « *Vers la société postindustrielle* » (Laffont, 1976)
- ◆ Amartya Sen, « *Un nouveau modèle économique. Développement, Justice, Liberté* » (Odile Jacob 2000)
- ◆ Rachel Botsman & Roo Rogers « *What's mine is yours. The Rise of Collaborative Consumption* » (Broché 2011)
- ◆ Anne Sophie Novel, Stéphane Riot : « *Vive la Corévolution. Pour une société collaborative* » (Éditions Alternatives, 2010)
- ◆ Jeremy Riffkin, « *L'âge de l'accès. La Révolution de la Nouvelle Économie* » (Editions Plus, 2011)
- ◆ Joël de Rosnay, « *2020 Les scénarios du futur. Comprendre le monde qui vient* » (Droit de citer, 2008)
- ◆ Joël de Rosnay, « *Le Cerveau planétaire* » (Olivier Orban, 1986)
- ◆ Chris Anderson, « *Makers : La nouvelle révolution industrielle ?* » (Éditions ; Les Temps changent, 2012)
- ◆ Harmut Rosa, « *Accélération* » (Éditions La Découverte, 2010)
- ◆ Thierry Maillet, « *La Génération Participation. De la société de consommation à la société de participation* » (Éditions M21, 2006)

- ◆ Pierre Rosanvallon, « *La Contre Démocratie, la politique à l'âge de la défiance* » (Points Essais 2008)
- ◆ Paul H Ray & Sherry R Anderson, « *L'émergence des créatifs culturels* » (2001 Le Souffle d'Or)
- ◆ Eric Maurin, « *Le ghetto français* » Éditions du Seuil
- ◆ Eric Maurin, « *La peur du déclassement* » Sociologie des récessions. (La République des Idées, 2010)
- ◆ Christophe Guilluy, « *Fractures françaises* » (François Bourrin Éditeur, 2010)
- ◆ « *Le descenseur social, enquête sur les milieux populaires* », collection Jean Jaurès/Plon, 2006) Philippe Guibert, Alain Mergier (enquête réalisée pour la Fondation Jaurès)
- ◆ « *Le grand malaise, enquête sur les classes moyennes* », 2013, Jérôme Fourquet, Alain Mergier, Camille Peugny (enquête publiée par la Fondation Jean Jaurès, et disponible sur le site de la Fondation)
- ◆ « *Les français et les pratiques collaboratives* » (étude d'IPSOS Public Affairs, février 2013)
- ◆ « *État des résistances dans le Sud, 2009 - face à la crise alimentaire* » (Revue Alternatives Sud, Éditions Syllepsis, ouvrage collectif)
- ◆ Gunther Pauli, « *L'Économie bleue* » (Idées. Innovation Créatrice, 2010)
- ◆ Maximilien Rouer & Anne Gouyon « *Réparer la planète. La révolution de l'économie positive* » (Essai, 2007)
- ◆ Cahier de Recherche du Credoc (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observatoire de Conditions de Vie), « *Les secondes vies de l'objet : les pratiques d'acquisition et de délaissement des produits de consommation* », Isabelle Van de Walle, Pascale Hébel, Nicolas Sioumandan, janvier 2012.
- ◆ « *Emploi et chômage des 15-29 ans en 2011* » Rapport du DARES, (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), décembre 2012

- ◆ «*Les NEET, jeunes sans emploi, éducation ou formation : caractéristiques, coût, et mesures prises par les pouvoirs publics en Europe*» (Rapport de la Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail, 2011)
- ◆ Bénédicte Manier : «*Un million de révolutions tranquilles*» (Éditions Les Liens qui Libèrent, 2012)
- ◆ CK Prahalad, «*Quatre milliards de nouveaux consommateurs. Vaincre la pauvreté grâce au profit*» (Édition Village mondial, 2004)
- ◆ Rapport «*Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès de l'eau aux agricultures familiales du Sud*», Céline Allaverdian, Frédéric Apollin, Hatim Issoufaly, Michel Merlet, Yves Richard, Coordination Sud, Paris, juillet 2012
- ◆ Annette Aurélie Desmarais, «*La Via Campesina: une réponse paysanne à la crise alimentaire*» (Éditions Écosociété, Montréal, 2008)
- ◆ Carlo Petrini, «*Slow food. Manifeste pour le goût et la bio diversité*» (Éditions Yves Michel, 2005)
- ◆ Carl Honoré, «*Éloge de la lenteur*» (Marabout 2007)
- ◆ Salomé Van Pelt, «*Comment devenir rien et le rester. Manuel d'anti coaching*» (Chiflet et Cie, 2010)
- ◆ Tal Ben Shahar: «*L'apprentissage de l'imperfection*» (Pocket 2011)
- ◆ Joël de Rosnay, «*Surfer la vie. Comment sur-vivre dans la société fluide*» (Éditions Les liens qui unissent, 2012)
- ◆ David Le Breton, «*L'adieu au corps*» (Éditions Métailié, 1999)

Veille internet

- ◆ Trendswatching. Com « *12 Crucial Consumer Trends for 2012* » (janvier 2012)
- ◆ Trend Observer -Ipsos- décembre 2009
- ◆ Revue « *We Demain* » (avril 2012, n° 1)
- ◆ Courrier International. Hors série n° 4 – Tendances 2012 (Novembre – décembre 2011)
- ◆ « *Réseaux contre Hiérarchies, liens faibles contre liens forts* » (Internet Actu - Hubert Guillaud, novembre 2011)
- ◆ Naomi Klein : « *Le mouvement Occupons Wall Street est actuellement la chose la plus importante au monde* », 12 octobre 2011: Traduction de l'intervention de Naomi Klein, auteur de « *No Logo* », et de « *La stratégie du choc* », invitée par le mouvement Occupy Wall Street, et publié par Occupied Wall Street Journal
- ◆ Bernard Stiegler « *Figure de l'amateur et innovation ascendante* » Conférence prononcée dans le cadre du colloque organisé par Vivagora le 18 mars 2008
- ◆ « *La petite révolution de l'intelligence collective* », Anaïs Richardin, 4 mai 2012 (Owni, site d'information libre)
- ◆ « *Consommer malin en ligne* » (Le Monde, Laure Belot, août 2012)
- ◆ Raymond Morin - Locita. Com -Tendances 2012. « *Du monde réel au virtuel, en temps réel* » (mars 2012)
- ◆ « *L'émergence de la consommation collaborative* » (Le Nouvel Observateur, Donald Hébert, novembre 2011)
- ◆ « *La consommation collaborative est aussi une manière d'hyperconsommer* » (Libération, décembre 2012)
- ◆ « *L'avènement du prosommateur et le déclin du consommateur* » Antonin Moulart- Blog d'un guyancourtois engagé (février 2013)

- ◆ « *Quand les marques cherchent à s'emparer du crowdsourcing* » (Capucine Cousin, octobre 2010). « *Lego joue la guerre des clones* » (Lionel Maurel, 8 février 2012) - Owni
- ◆ Le Monde et InternetActu, « *La prochaine révolution ? Faites la vous - même* », Jean- Marc Manach , novembre 2010
- ◆ « *On ira dans un Fab Lab comme chez un commerçant* », (article Le Monde, Frédéric Joignot, avril 2013)
- ◆ « *Les Fabs Labs, incubateurs du futur* », Sabine Blanc et Ophelia Noor, octobre 2011 (Owni)
- ◆ « *Impression 3D: l'idée prend forme* » (Le Point, janvier 2013)
- ◆ « *Révolution : l'imprimante 3D, la machine à vapeur du 21^e siècle?* », Martin Untersinger, octobre 2012 (Rue 89)
- ◆ « *L'imprimante à béton va-t-elle révolutionner l'habitat?* » (Blog mode et design de Xavier de Jarcy, janvier 2013)
- ◆ « *Wikispeed. La 3^{ème} Révolution industrielle en open source* » Ouishare- Connecting the collaborative Economy- (Benjamin Tinoq, mai 2013)
- ◆ « *Le précarariat, une classe sociale en devenir* », Stanislas Jourdan, octobre 2012 (Bastamag.Net, revue en ligne alternative, janvier 2013)
- ◆ « *Les chiffres du chômage des jeunes, génération perdue* », (rue 89, François Krug, 18 Août 2010)
- ◆ « *Chômeurs et heureux de l'être* » (Courrier International- Los Angeles Time- Kimi Yoshino, juin 2009)
- ◆ « *Crise et Web ont généré une très large économie de la débrouille* » (rue 89, Pascal Riché, novembre 2012)
- ◆ « *Le marché de la misère : le grand retour de l'économie de la débrouille* », (bastamag.net, Ludo Simbille, février 2011)

- ◆ « *Achat d'occasion, récup, partage : les Français se débrouillent* », (15 novembre 2012, blog d'Anne Sophie Novel)
- ◆ « *Conso alternative, les classes moyennes ont changé* » (rue 89, décembre 2012, Sophie Caillat)
- ◆ « *De la slow food à la slow life* » (Courrier International, article tiré de la revue Britannique The Ecologist, décembre 2004)
- ◆ « *Du slow food au slow money* » (Courrier International, Arnie Cooper, Miller-McCune, octobre 2009)
- ◆ « *Ralentir, un choix de ville* » (Libération, Anastasia Vécrin, février 2012)
- ◆ « *De Zipcar à Airbnb : le partage est-il l'avenir de l'économie?* » (Atlantico, janvier 2013)
- ◆ « *Détroit, de la cité fantôme à la ville laboratoire* » (Le Figaro, Cécile Soler, novembre 2012)
- ◆ « *Détroit, de l'automobile au numérique* » (Courrier International - The Guardian-Paul Harris, février 2013)
- ◆ « *Élever des poules en ville, c'est écolo et de plus en plus cool* » (rue 89, mars 2013)
- ◆ « *Circuits courts de l'Économie sociale et solidaire* », (février 2013, EHESS, ouvrage collectif, sous la direction de Françoise Bernon
- ◆ « *Circuits de proximité à dimension sociale en agriculture biologique, recueil d'expériences innovantes* », Claire Touret, Quentin Fournier, Julien Labriet, FNAB, Fédération Nationale d'Agriculture biologique des Régions de France, octobre 2011
- ◆ « *Finances solidaires : Le cas de la Banque Palmas à Fortaleza, Brésil* », Daniela Campos Martins, août 2009 (Site Banco Palmas)
- ◆ « *La monnaie locale : une réponse à la crise?* » (Le Point, Sophie Bartczak, août 2012)

- ◆ « *Déserts ruraux ? Mieux qu'un centre commercial : une épicerie coopérative, culturelle et solidaire dynamise une commune* » (Bastamag.net, Camille Botell, janvier 2013)
- ◆ « *Ces villes en transition qui préparent l'après pétrole - Face au défi du déficit pétrolier et du dérèglement climatique, plus de 1 000 villes dans le monde se préparent à la sobriété* », septembre 2012)
- ◆ « *La densification douce au Canada* » (Anastasia Touati, Revue Métro Politiques, avril 2011)
- ◆ « *Construire dans mon jardin et résoudre la crise du logement, 5 idées clé pour comprendre la filière BIMBY* » (Revue Métro Politiques, Benoît Le Foll et David Miet, mars 2013)
- ◆ « *Quand vieillir passe par l'habitat autogéré* » (Revue Métro Politiques, Stéphanie Vermeersch, décembre 2010)
- ◆ « *Le Village Vertical : La longue marche d'une coopérative d'habitants à Villeurbane* ». (Métropolitiques, Marie - Pierre Marchand, janvier 2012)
- ◆ « *Et si on habitait dans des conteneurs ?* » (rue 89, Flore Deborde, avril 2012)
- ◆ « *La maison conteneur pose ses fondations en Charente* » (La Charente Libre, Benoît Caurette, décembre 2012)
- ◆ « *Habiter une yourte, où et comment ? Écologique et bon marché, la yourte se pose aujourd'hui comme une solution pour certaines personnes en situation précaire, durement touchées par la crise* » (Maison et Décoration, Françoise Angrand, 2010)
- ◆ « *Vers un habitat nomade ?* » (blogTransit City, François Bellanger)

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement tous les intervenants et participants qui ont enrichi ces groupes de prospective de « Penser Autrement les Modes de vie » et tout particulièrement.

Chercheurs

DOBRE Michelle

Enseignante et chercheuse en Sociologie à l'Université de Caen, membre du « Pôle risque » de la MRSH et du laboratoire CERReV. Ses recherches abordent la question de la modernité contemporaine sous l'angle de l'écologisation des pratiques quotidiennes, des changements dans la sociabilité, dans le rapport aux objets de consommation et à l'abondance (simplicité volontaire, sobriété, désaccélération). Elle est auteure de *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire* (2002), co-éditrice, avec S. Juan, de *Consommer autrement : la réforme écologique des modes de vie* (2009).

FOUQUET Jean-Philippe

Docteur en Sociologie et ingénieur de recherches, co-responsable du CETU-ETICS depuis sa création en 2007, Jean-Philippe Fouquet est chercheur associé au sein du laboratoire CITERES (UMR-CNRS).

Il est très investi sur la thématique du développement durable, appréhendée sous l'angle des recompositions territoriales et des mobilités, et porte un intérêt aux représentations et aux comportements des agents (sphère privée et sphère professionnelle) en lien avec les questions énergétiques et d'aménagement du territoire intégrant les notions environnementales. Il mène actuellement une recherche en collaboration avec l'Agence Tourangelle d'Urbanisme intitulée *Conditions d'acceptation d'un scénario Vivre Post-Carbone, « Tours 2030 »*, recherche dans laquelle les interviewés sont invités à commenter et à se projeter dans un scénario redéfinissant potentiellement les modes de vie, les modes d'habiter et les logiques résidentielles.

TANON Fabienne

Maître de conférences en psychologie cognitive interculturelle à l'École normale supérieure Langues et sciences humaines à Lyon. Elle est l'auteure notamment de *L'individu et ses cultures* (l'Harmattan, 1993) ; *Les jeunes en rupture scolaire : du processus de confrontation à celui de remédiation* (l'Harmattan, 2000) et co-auteure de *Identités, acculturation et altérité* (l'Harmattan, 2002).

HAESLER Aldo

Professeur de sociologie à l'Université de Caen Basse-Normandie et chercheur au Centre Maurice-Halbwachs (CNRS, EHESS, ENS, Caen). Ses travaux portent sur la théorie de l'échange et des relations humaines dans une perspective sociohistorique. Il est l'auteur de *Tausch und gesellschaftliche Entwicklung* (Saint-Gall, 1983), *Sociologie de l'argent et postmodernité* (Droz, 1995), du *Dictionnaire des risques* (Armand Colin 2003), et *d'Entrer en relation. Une protosociologie de l'échange* (Erès, 2006).

CARAËS Marie-Haude

Politologue, directrice de la recherche et des éditions à la Cité du design. Elle organise dans le cadre de ses fonctions des recherches dans les domaines de l'énergie, du design médical, du design de services, de l'habitat, du développement durable, des rapports usages et technologies, etc. À titre personnel, son activité de recherche concerne le colonialisme (littérature et sciences exactes) et un travail sur un certain type d'image, les Images de pensée (publié à la Réunion des musées nationaux en 2011).

SUE Roger

Diplômé d'études supérieures de philosophie, de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po) et de l'Institut Français de Presse, Docteur d'État en Sciences Politiques et habilité à diriger des recherches en Sciences Sociales.

Il a été successivement Directeur du cabinet du député-maire d'une grande ville, Directeur des études sociologiques à la SOFRES, Directeur-adjoint du Service de l'Information du Ministère de l'Urbanisme et du Logement, puis chargé de mission au Commissariat Général au Plan. Il est ensuite nommé Maître de Conférences à l'Université de Paris V Sorbonne avant d'être élu Professeur à l'UFR des sciences de l'homme de l'Université de Caen.

Il est aujourd'hui Professeur à la faculté des sciences humaines et sociales de la Sorbonne, Université Paris Descartes-Sorbonne et chercheur au Cerlis-CNRS.

Il est l'auteur de :

Sommes-nous vraiment prêts à changer ? Le social au cœur de l'économie, *Les Liens qui Libèrent* (2011) ; *De Gauche ?* (dir. avec A. Caillé), Fayard (2009) ; *Gouverner par la peur*, Fayard (2007) ; *Quelle Démocratie voulons-nous ?* (en collaboration), La Découverte (2006).

LIANOS Michalis

Michalis Lianos est professeur à l'Université de Rouen – Haute Normandie et directeur du Groupe de Recherche Innovations et Sociétés (GRIS). Il a été maître de conférences à l'Université de Londres (Collège Goldsmiths) en Grande-Bretagne, puis professeur et directeur du Centre For Empirically Informed Social Theory (CEIST) de l'Université de Portsmouth ; il a également été directeur de recherches à l'Université de Caen. Michalis Lianos travaille sur la théorisation du changement social et les transitions socioéconomiques et culturelles dans la modernité récente. Il a dirigé le projet européen « Uncertainty and Insecurity in Europe » et il codirige l'Observatoire européen des libertés et des sécurités à Sciences-Po Paris. Il est aussi partenaire principal du projet européen « The Changing Landscape of European Liberty and Security » auquel participent 21 universités et coresponsable du cadre conceptuel du projet européen « A Micro Level Analysis of Violent Conflict » qui comprend 22 universités menant 28 projets dans 50 pays.

ATTIAS-DONFUT Claudine

Sociologue, directrice de recherches à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), est également associée au Centre d'Études transdisciplinaire de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (CETSAH/EHESS).

Ses travaux de recherches portent notamment sur le vieillissement, les relations entre générations, la famille et les politiques sociales et, plus récemment, sur le passage à la retraite et le vieillissement des immigrés.

Elle est l'auteure de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Génération et âges de la vie* (PUF, Coll. « Que Sais-je », 1992), *Les solidarités entre générations : vieillesse-Familles-Etat* (sous sa direction, Nathan, Coll. « Études et Recherche », 1995) et *L'Esprit de Famille* (avec Nicole Lapierre et Martine Segalen, Odile Jacob, 2002).

DONADIEU Pierre

Agronome, écologue et géographe, Pierre Donadieu est professeur à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles, où il est directeur du laboratoire de recherches et du département des sciences humaines. Parallèlement, il enseigne dans la formation doctorale "Jardins, paysages, territoires" de l'École d'architecture de Paris-la-Villette et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent surtout sur les rapports entre espaces et sociétés dans les campagnes françaises et européennes. Il a notamment dirigé l'ouvrage collectif *Paysages de marais* (Jean-Pierre de Monza, Paris, 1996) et est l'auteur de *Campagnes urbaines* (Actes Sud / ENSP, Arles-Versailles, 1998).

Associations

HERON Antoine

Président de l'association ICDD « Innovation citoyenne et Développement Durable ».

Cette association, créée début 2011, rassemble des personnes engagées dans les processus de changement des organisations et convaincues que les changements profonds, en ligne avec les vrais enjeux du développement durable, ne pourront se faire que par la promotion d'une implication « citoyenne » de l'ensemble des personnels concernés. Cette association est particulièrement à l'écoute des entreprises et collectivités pionnières en la matière.

ERMISSE Laurence

Responsable du Pôle Territoires et Développement durable au sein de l'Association 4D, qui favorise le partage d'informations, de connaissances et d'expériences à travers la mise en réseaux des différents acteurs du territoire (individus, ONG, syndicats, collectivités, chercheurs, éducateurs) et ce, à différentes échelles (du local à l'international).

LETOURNEUX François

Président du comité français de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Depuis 40 ans, il se voue à la protection des milieux naturels. D'abord directeur de la Protection de la nature au ministère de l'Environnement, il a dirigé, de 1992 à 2004, le Conservatoire du littoral. Forestier de formation, il a dirigé le réseau des parcs naturels régionaux dans le Nord-Pas-de-Calais.

BRUYAT Bernard

Observatoire des Pratiques de Développement Local et Mondial (OPDLM).

Opérationnels du public ou du privé

VIDALENC Éric

Economiste au Service Observation, Economie et Evaluation (SOEE) de l'Ademe, au sein de la Direction Exécutive de la Stratégie et de la Recherche (DESR).

DALSACE Frédéric

Titulaire de la Chaire Social Business / Entreprise et pauvreté à HEC. Diplômé d'HEC, il possède un MBA de la Harvard Business School, et un Doctorat (Ph.D.) en Marketing de l'INSEAD. Il a travaillé pendant plus de dix ans dans des entreprises industrielles (Michelin et CarnaudMetalbox), en Europe et au Japon, et en tant que consultant en stratégie chez McKinsey & Company.

Sa recherche se focalise sur les relations inter-organisationnelles, comme l'externalisation, les liens clients-fournisseurs et l'innovation ouverte.

Il est l'auteur notamment de «Structurer le débat «entreprises et pauvretés». Légitimité, intérêt, modalité, efficacité», Revue Française de Gestion, novembre 2010, et de «L'apprentissage comme motivation de l'externalisation», in L'art du management, HEC Paris, Dunod, Paris, 2005.

HERAULT Bruno

Chef du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire. Auparavant responsable de la prospective au Commissariat général du Plan puis rapporteur général du Centre d'analyse stratégique. Il est notamment auteur ou co-auteur de : La santé publique, un enjeu de politique municipale, Éditions de la MSHA, 2001 ; Transports urbains : quelles politiques pour demain ?, La Documentation française, 2003 ; La société française. Pesanteurs et mutations : le bilan, Armand Colin, 2005 ; La participation des citoyens et l'action publique, La Documentation française, 2008.

VALADE Hélène

Directrice du développement durable de Lyonnaise des Eaux depuis 2005. Exerçant auparavant des fonctions de directions au sein de l'IFOP puis de TNS-SOFRES, au sein des départements Politique et Opinion publique, elle a créé, en 1999, l'Observatoire Français et Développement Durable.

Elle est aussi présidente du C3D, Collège des Directeurs du Développement Durable engagés.

LE SCOUARNEC Noël

Responsable du Bureau de la prospective et de l'évaluation économiques au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Il est également Maître de conférences associé à temps partiel à l'université Paris 1, Panthéon – Sorbonne, à l'IRETS (Institut de Recherche et d'études supérieures de Tourisme).

Il est co-auteur de La recherche en tourisme. Un enjeu enfin reconnu, (Revue Espace, 2006), et de La demande touristique des familles. Données de cadrage (Revue Espaces, 2004).

BELANGER Laurent

Chef de la mission urbanisme, territoires et société au sein de la direction de la recherche et de l'innovation du MEDDTL. Il pilote notamment le programme de recherche MOVIDA sur l'accompagnement au changement pour des modes de consommation et de vie durables. MOVIDA a pour objectif de mieux comprendre le comportement des consommateurs et de repérer les leviers du changement aux niveaux individuel et collectif ; d'identifier les conséquences environnementales, économiques et sociales des différents styles de vie afin d'orienter les citoyens vers ceux qui ont le moins d'impacts environnementaux et sociaux ; d'analyser les changements à l'œuvre et les comportements émergents afin d'anticiper les évolutions futures possibles ; et d'examiner les processus (culturels, sociaux, technologiques, économiques, etc.) conduisant au changement de comportement et de modes de vie.

DUBIGEON Olivier

Fondateur et dirigeant de Sustainway : Conseil en intégration stratégique et pilotage opérationnel des démarches RSE (Responsabilité sociétale et Développement Durable) pour les entreprises, les organisations de service public et les collectivités territoriales. Ingénieur des Arts et Métiers, formé au management du développement soutenable pour lequel il œuvre depuis 36 ans, il conjugue la double compétence d'une expertise dans le domaine du Développement responsable / « développement durable » et d'une expérience de dirigeant et de manager d'entreprise : il a été dirigeant industriel (Président de Directoire, DG) et a conduit des politiques RSE en direct. Il a été également responsable de l'ingénierie et de la valorisation du Développement durable au sein d'un groupe industriel du secteur de l'énergie, et responsable de programmes de développement intégré et de co-développement dans les pays du Nord et du Sud. Expert RSE au niveau international où il a notamment contribué activement à l'ISO26000, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont « Piloter un développement responsable, Quels processus d'action pour l'entreprise »

BARIOL-MATHAIS Brigitte

Déléguée générale de la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme), qui regroupe 53 organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Elle contribue à développer, parmi les élus et techniciens chargés de l'aménagement des agglomérations françaises, une culture professionnelle commune. Celle-ci se manifeste par l'exigence d'une approche globale dans la conception des politiques urbaines et par la recherche systématique du partenariat.

VIGNES Michèle

Responsable des affaires européennes et internationales, au sein de la Direction du développement territorial et du réseau de la Caisse des Dépôts.

JUGUET Stéphane

Ancien chercheur au Laboratoire des Usages et des Technologies d'Informations Numériques (LUTIN UserLab) situé à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, Stéphane Jugué a mené une réflexion sur les usages, la mobilité et les objets télécommunicants. Fort de cette expérience professionnelle, il décide de fonder en octobre 2004 la société «What Time Is IT» dont la mission est de mener des réflexions prospectives et anthropologiques centrées «user experience». Aujourd'hui, WT2I s'est spécialisé dans le domaine du design de services innovants.

BERTHAULT Véronique

Département Innovation et Développement durable (RATP).

MARCHANDISE Jacques-François

Directeur du développement de la Fing depuis sa création fin 1999. Enseignant à l'Ensci, à l'Université Toulouse Le Mirail, à l'Université Rennes2, à Telecom ParisTech, et chercheur associé à l'Institut Telecom. Il dirige par ailleurs depuis 1997 Proposition, petit cabinet de conseil en stratégies numériques, qui intervient principalement pour le compte d'acteurs publics ou ayant des missions d'intérêt général. Impliqué depuis 1982 dans l'innovation numérique, il s'intéresse plus particulièrement aux questions de maîtrise collective et d'appropriation, de réflexivité et de pensée critique. Il participe à la Fing comme à une « communauté apprenante » au sein de laquelle ils progressent ensemble par leurs réflexions et par leurs pratiques ; et comme à un organisme « passerelle », inter-réseaux, entre acteurs et chercheurs, entre théoriciens et praticiens, entre thématiques trop cloisonnées, entre organisations de toutes tailles.

BRUGIERE Amandine

À rejoint la FING en 2008, suite à l'organisation de l'université de Printemps, pour animer le programme PlusLongueLaVie.net avec Carole Rivière. Elle a travaillé avant cela pendant 4 ans en tant que consultante au sein du cabinet de conseils Proposition sur des problématiques d'évolution des stratégies publiques liées à la dématérialisation des procédures, dans le cadre d'un contrat CIFRE avec l'université de Paris X Nanterre (travaux de recherche en sciences de l'information et de la communication, portant sur la «réception et l'impact de la communication web à destination des usagers du secteur public de l'emploi»). Avant cela elle a travaillé 3 ans en tant que chef de projet chez British Telecom/Fluxus, et dans l'édition chez Gallimard/Bayard Presse. Elle s'intéresse particulièrement à l'innovation sociale et numérique, et à l'édition numérique.

SALTIEL Sylvain

Depuis 2011, il est Chargé de Mission Prospective au sein de la Mission Développement Durable, Etudes et Prospective, du Conseil général de l'Hérault. Avant cela, il était Directeur des Etudes Territoriales au sein du Pôle Aménagement durable du Territoire.

Il a réalisé des missions d'expertise diverses, et notamment en tant que responsable des études prospectives, il a mené une étude sur l'avenir des missions du Conseil Général à 2015, vieillissement dans l'Hérault à 2030.

Membre de la cellule de suivi du projet «Hérault Avenir» depuis 1998.

Veille territoriale et élaboration de diagnostics de territoire, à partir d'études et de données socioéconomiques, de cartographie physique et d'entretiens d'acteurs pour la Direction des Contrats Territoriaux. Diagnostics de SCOT.

Synthèse, suivi et coordination des propositions du Contrat de Plan 2000-2006 État – Département et des Schémas de Service Collectifs à vingt ans.

PLOUIN Jacques

Coordinateur de programmes au bureau de la planification stratégique de l'UNESCO.

FRITSCHÉ Jean-François

Chercheur au CERTU, centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques.

Prospectivistes

TCHERNIA Jean-François

Directeur de Tchernia Etudes Conseil, enseignant à l'Institut d'études politiques de Grenoble, chercheur associé au laboratoire Pacte, a notamment dirigé Étudier l'opinion (Presses Universitaires de Grenoble, 2007) et La France à travers ses valeurs (Armand Colin, 2009).

WASSMER Charles

L'œil prospectif

PFISTER Nicole

Ombres chinoises

Groupe Miroir Ministériel (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie)

ASCONCHILO Nadine DGITM⁴
BESSE Geneviève CGDD⁵
CHARREYRON-PERCHET Anne CGDD
CHEYROU Laurence DGE⁶
DE CONINCK Amandine Consultante
DUBOSC Anne CGDD
ETAHIRI Nathalie CGDD Mission prospective
GREGOIRE Patrice CGDD
HOURDEBAIGT Michel CGDD
HUBERT Claire CGDD
JENSEN Nicole CGDD
JOUHANEAU Michelle CGDD
LEMAITRE Valéry CGDD
MENARD François PUCA⁷
TESSE Sarah CGDD
THOMAS Virginie PUCA
VIDALENC Éric ADEME
VIEILLEFOSSE Aurélie DGPR⁸

⁴ Direction Générale des Infrastructures Territoires et Maritimes

⁵ Commissariat Général au Développement durable

⁶ Direction Générale de l'Énergie et du Climat

⁷ Plan Urbanisme Construction Architecture

⁸ Direction Générale de la Protection et des Risques

Le programme «Penser autrement les modes de vie à horizon 2030» souligne l'émergence des tendances à l'œuvre ou supposées porteuses de changement dans un avenir de moyen-long terme (10 à 20 ans). Fruit d'une intelligence collective et porté par un groupe de prospective transdisciplinaire, il est ici restitué dans quatre volumes faisant état d'une extraordinaire effervescence créative agitant un monde entre crises et mutations. Ainsi, la verticalité de la société industrielle coexiste avec l'horizontalité de la société en réseaux, laissant transparaître une relative aptitude au changement vers une société à la fois plus participative, collaborative, autonome et solidaire.

Ce programme, conduit par la Mission Prospective du Commissariat Général au Développement durable (CGDD) est innovant et inédit tant dans la méthode prospective employée que dans sa manière d'appréhender les nouvelles manières de penser, de se mouvoir, de s'éduquer, d'habiter, de produire et de consommer,... dont la diffusion procède grandement de l'essor des nouvelles technologies. Par sa volonté d'anticiper l'action publique, ce programme devrait permettre de mieux comprendre et ensuite d'accompagner ces changements vers un monde plus empathique et plus soutenable.

**Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie**

**Commissariat général
au Développement durable**

**92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 21 22**

